



**Plan directeur  
du canton de Berne  
Adaptations de 2016**

**Rapport récapitulatif de la  
procédure de participation**

# Procédure de participation



## Table des matières

<b>1</b>	<b>Objet de la procédure de consultation et de participation</b>	<b>2</b>
<b>2</b>	<b>Déroulement de la procédure</b>	<b>2</b>
<b>3</b>	<b>Principaux points abordés dans les prises de position</b>	<b>3</b>
3.1	Généralités	3
3.2	Cas particulier du dépôt RBS sur le site Leimgrube à Bätterkinden (mesure B_04)	3
3.3	C_01: Réseau de centres et C_02 Classification des communes selon les types d'espace décrits dans le projet de territoire du canton de Berne	5
3.4	C_04: Réaliser des pôles de développement cantonaux (PDE)	5
3.5	C_14: Sites d'extraction nécessitant une coordination à un niveau supérieur	6
3.6	R_10: Tunnel du Grimsel	6
3.7	Possibilités de développement offertes par le plan directeur 2030	6
	<b>Annexe 1: commentaire des différentes prises de position</b>	<b>8</b>
	<b>Annexe 2: évaluation de la procédure de participation relative au dépôt du RBS à Bätterkinden</b>	

## 1 Objet de la procédure de consultation et de participation

Les adaptations apportées au plan directeur en 2016 découlent du controlling effectué cette même année. Ce controlling était limité aux fiches de mesure, qui ont été réexaminées et, au besoin, actualisées par les services spécialisés compétents de l'administration cantonale. Ceux-ci ont également proposé l'introduction d'une nouvelle fiche dans le plan directeur. Les résultats du controlling sont exposés dans le rapport ad hoc de 2016 (publié sur Internet à l'adresse [www.be.ch/plandirecteur](http://www.be.ch/plandirecteur)).

Adaptations...

Le controlling a conduit

- à l'adaptation de onze fiches de mesure et
- à l'élaboration d'une nouvelle fiche de mesure.

Tous ces éléments ont fait l'objet de la procédure de consultation et de participation.

... et mises à jour du plan directeur

Par ailleurs, 23 mesures ont été mises à jour – c'est-à-dire simplement actualisées – et une mesure a été radiée du plan directeur. Les mises à jour et les radiations relèvent de la compétence du directeur de la justice, des affaires communales et des affaires ecclésiastiques, de sorte qu'il n'y avait pas lieu de les soumettre à la procédure de participation. La décision du directeur date du 19 décembre 2016.

## 2 Déroulement de la procédure

144 réponses ...

La procédure de consultation et de participation publique a eu lieu du 9 décembre 2016 au 8 mars 2017. Les réponses reçues, au nombre de 144, contenaient 136 prises de position (8 destinataires ont renoncé à se prononcer).

... avec 136 prises de position

Les prises de position émanaient de

- 6 conférences régionales ou régions d'aménagement,
- 69 communes,
- 6 cantons voisins,
- 4 partis politiques,
- 23 organisations,
- 8 entreprises,
- 20 particuliers.

328 remarques

Les prises de position portant sur la partie générale ont été saisies dans une banque de données qui totalise 328 enregistrements (remarques). Chacune des remarques fait l'objet d'un commentaire en annexe au présent rapport.

Dépôt RBS de Bätterkinden: évaluation à part

La banque de données ne traite pas des remarques faites au sujet du dépôt RBS de Bätterkinden (inscription dans la fiche de mesure B\_04). Ces prises de position, parfois très détaillées, ont été résumées et regroupées en 114 remarques, lesquelles sont commentées à l'annexe 2.

Procédure de consultation par voie électronique

La procédure de consultation et de participation publique s'est déroulée par voie électronique conformément aux prescriptions du Conseil-exécutif en la matière. Les informations ont été publiées sur Internet aux adresses [www.be.ch/consultations](http://www.be.ch/consultations) et [www.be.ch/plandirecteur](http://www.be.ch/plandirecteur). Les destinataires, qui ont été avisés par courriel du lancement de la procédure, sont ceux qui figurent sur les listes de la Chancellerie d'Etat et de la JCE, listes spécifiquement complétées par l'OACOT. Les documents n'ont pas été envoyés sur papier. Les feuilles officielles cantonales et toutes les feuilles officielles

d'avis ont attiré l'attention du public sur la procédure de consultation et de participation.

Examen préalable par la Confédération

Pendant la procédure de consultation et de participation publique, les adaptations ont été soumises à la Confédération pour examen préalable. Cette dernière a remis son rapport d'examen le 22 mai 2017, rapport qui contient une appréciation globalement positive. La Confédération fait toutefois dépendre son approbation de certaines adaptations mentionnées dans le commentaire relatif à chacune des fiches de mesure concernées. Elle a par ailleurs fourni diverses précisions quant à la mise en œuvre de certaines mesures.

### 3 Principaux points abordés dans les prises de position

Commentaires généraux et commentaires détaillés

Le présent chapitre traite de manière globale des principaux points abordés dans les prises de position (questions fréquemment soulevées) ainsi que des éléments appelant un commentaire formulé en termes généraux. Les commentaires détaillés rédigés en réponse aux différentes remarques figurent en annexe (ils sont publiés sur Internet à l'adresse [www.be.ch/plandirecteur](http://www.be.ch/plandirecteur)). Les fiches de mesure A\_08, B\_02, B\_04 (exception faite du dépôt RBS à Bätterkinden), B\_08, C\_15, C\_27 et D\_08, dont les adaptations ne sont pas contestées sur le fond, ne donnent lieu qu'à des commentaires détaillés et ne sont pas traitées sous un angle global.

#### 3.1 Généralités

Approbation sans réserve

Les adaptations du plan directeur sont approuvées sans réserve, ou sans remarque d'ordre matériel, par 16 communes, trois cantons et quatre organisations.

Plusieurs participants ont formulé des remarques sur des aspects du plan directeur (fiches de mesure, en particulier) qui ne faisaient pas l'objet de la procédure de participation, de sorte qu'il n'est pas possible d'en tenir compte. Certaines prises de position traitaient par ailleurs des possibilités de développement accordées par le plan directeur 2030. Ce point sera abordé au chapitre 3.7.

#### 3.2 Cas particulier du dépôt RBS sur le site Leimgrube à Bätterkinden (mesure B\_04)

Inscription dans la fiche de mesure et explications

Le dépôt RBS sur le site Leimgrube à Bätterkinden est un cas à part dans la procédure de participation. L'adaptation du plan directeur consiste simplement en une adjonction au verso de la fiche de mesure B\_04 «Fixer des priorités concernant les transports publics régionaux, d'agglomération et locaux»: nouvelles installations de garage du RBS à Bätterkinden (coordination en cours). Des précisions sont apportées dans le document explicatif, dont il ressort qu'il s'agit du dépôt RBS prévu sur le site Leimgrube à Bätterkinden. Les études de base qui sous-tendent cette inscription et l'appréciation du site par les services cantonaux spécialisés sont également exposées dans le rapport.

Aucune inscription dans le Plan sectoriel des transports

L'Office fédéral des transports (OFT) estime que le dépôt RBS n'a pas une importance telle qu'il doit figurer dans le Plan sectoriel des transports, partie Infrastructure rail. Ce projet ne satisfait pas aux quatre critères cumulatifs énoncés par la «directive relative à l'examen de la pertinence des projets d'aménagement ferroviaire par rapport au Plan sectoriel des transports, partie Infrastructure rail». Il n'en reste pas moins que le projet est de la compétence de la Confédération et qu'il devra être avalisé dans le cadre d'une procédure d'approbation des plans.

Examen préalable de la Confédération: utiliser aussi peu de SDA que possible	La Confédération se prononcera malgré tout sur le dépôt RBS dans la procédure d'approbation des adaptations du plan directeur. Elle n'a formulé aucune réserve matérielle dans son rapport d'examen préalable, se contentant de relever que le site de Leimgrube à Bätterkinden avait été jugé le plus approprié des 24 emplacements étudiés et d'attirer l'attention sur la nécessité de limiter autant que possible l'utilisation de surfaces d'assolement (SDA). Elle a également précisé que même une inscription du site en tant qu'élément de coordination réglée dans le plan directeur ne l'obligeait aucunement à (co)financer la mesure – ce qui, du point de vue du canton, va de soi.
Un projet en point de mire	L'inscription du projet de dépôt dans le plan directeur cantonal a une portée considérable. La procédure de participation relative au controlling de 2016 offrant à la commune, aux organisations et à la population la première occasion de prendre officiellement position à cet égard, l'attention s'est focalisée sur ce projet. Les médias s'en sont largement fait l'écho, d'où de nombreuses prises de position parfois très détaillées dont les auteurs sont <ul style="list-style-type: none"> <li>– la commune municipale et la commune bourgeoise de Bätterkinden,</li> <li>– un parti cantonal,</li> <li>– sept organisations et</li> <li>– 19 particuliers.</li> </ul>
Un préavis comptant 361 signatures	Le préavis du Verein IG-Bätterkinden (qui, selon ses propres indications, compte 665 membres) mérite une mention spéciale: il a été cosigné par 361 personnes.
Des préavis majoritairement critiques	Dans leur grande majorité, les prises de position sont critiques et s'opposent à l'inscription du site dans le plan directeur cantonal. L'évaluation est remise en cause, tout comme la faisabilité à l'emplacement prévu. L'on craint des répercussions considérables pour le périmètre et, surtout, pour le voisinage. Par ailleurs, des exigences sont formulées pour le cas où le projet devait malgré tout voir le jour.
Quelques appréciations positives	Il n'en reste pas moins que quelques (rares) voix positives se font entendre, notamment celles des organisations de protection de la nature et du paysage qui admettent l'existence d'un besoin et jugent le site approprié. Elles demandent toutefois elles aussi que l'impact sur le voisinage soit aussi réduit que possible.
Evaluation globale des prises de position	En raison de leur volume, les préavis concernant le dépôt RBS de Bätterkinden n'ont pas pu être intégrés un à un dans la banque de données. Ils ont par conséquent été regroupés et commentés en fonction des thématiques abordées. Il en ressort une vue d'ensemble qui figure à l'annexe 2 du présent rapport (publiée sur Internet à l'adresse <a href="http://www.be.ch/plandirecteur">www.be.ch/plandirecteur</a> ).
De nombreuses questions à traiter	Les prises de position ont mis en lumière de nombreux éléments à prendre en compte et questions à clarifier lors de la poursuite des travaux. Elles n'ont toutefois rien révélé de fondamentalement nouveau qui soit de nature à remettre en cause l'évaluation du site avalisée par les services cantonaux et la Confédération. A cela s'ajoute que le Grand Conseil a rejeté, en date du 24 janvier 2017, la motion intitulée «Dépôt RBS de Bätterkinden: écoutons enfin les principaux intéressés!» qui demandait une nouvelle évaluation du site.
	Il convient de souligner que l'inscription dans le plan directeur relève de la coordination en cours. Les questions et les réserves émises doivent être traitées dans les détails avant que le projet ne puisse passer au stade de la coordination réglée.

### 3.3 C\_01: Réseau de centres et C\_02 Classification des communes selon les types d'espace décrits dans le projet de territoire du canton de Berne

Simple retranscription de décisions

Les fiches de mesure C\_01 et C\_02 ont simplement été complétées par la mention des centres du 4<sup>e</sup> niveau définis dans les CRTU de la 2<sup>e</sup> génération qui ont reçu l'approbation du canton. De surcroît, elles ont été adaptées en fonction des fusions intervenues récemment. Malgré cela, de nouvelles propositions d'inscription ont été formulées lors de la procédure de participation.

Wattenwil: pas de statut de centre du 4<sup>e</sup> niveau

L'espace de développement de Thoune (ERT), la commune de Wattenwil et plusieurs de ses voisines ont demandé que cette dernière soit définie comme centre de 4<sup>e</sup> niveau. Bien que Wattenwil ne figure pas dans la version de la CRTU (2<sup>e</sup> génération) de Thoune – Oberland occidental soumise au canton pour approbation, la question a fait l'objet d'un examen approfondi sur la base des critères – toujours valables – que le canton avait imposés aux CRTU de la 1<sup>e</sup> génération. Certains d'entre eux, et non des moindres, n'étant pas respectés, il n'a pas été possible de donner suite à la demande, ce dont l'ERT et la commune de Wattenwil ont été informés, motifs détaillés à la clé.

Types d'espace: aucun changement de catégorie

Plusieurs communes ont saisi l'occasion pour demander à relever d'un autre type d'espace dans la classification de la fiche de mesure C\_02, réitérant pour certaines une requête déjà rejetée lors de la procédure de participation relative au plan directeur 2030. Dès lors que le controlling actuel se contente d'enregistrer des décisions prises dans un autre contexte, il n'a pas été possible d'entrer en matière. A cela s'ajoute que la procédure de participation n'est pas le cadre approprié pour un changement de catégorie, qui doit suivre la procédure décrite dans la fiche de mesure C\_02: «Si les conditions changent de manière décisive, la commune peut le mettre en évidence lors d'une révision de son aménagement local. Un changement de catégorie est alors envisageable si elle en fait la demande.»

### 3.4 C\_04: Réaliser des pôles de développement cantonaux (PDE)

Radiation de la ZSA de Schönbrunnen

Les nouveaux sites de la gare de Herzogenbuchsee (PDE) et de Zbangmatte à Anet (ZSA) n'ont (à une exception près) pas été contestés et sont inscrits dans le plan directeur. Par ailleurs, la Conférence régionale de Berne – Mittelland a demandé que la ZSA n° 23 (Schönbrunnen) soit radiée du plan directeur au motif qu'elle entre en conflit avec le site de décharge d'Obermoos délimité par la nouvelle planification régionale en matière d'extraction et de décharges. La ZSA de Schönbrunnen, qui devait de toute façon faire l'objet d'un réexamen en 2018 en raison de ses faibles chances de réalisation, est par conséquent radiée dès maintenant du plan directeur.

PDE: aucun usage d'habitation additionnel

Les nouvelles dispositions admettant un usage d'habitation en sus des autres affectations dans les PDE particulièrement centraux et extrêmement bien desservis sont à l'origine d'un nombre considérable de prises de position. Le groupe de travail chargé des PDE avait défini au préalable les critères devant être satisfaits pour qu'un PDE puisse également être affecté à l'habitat. Tous les PDE ont été examinés à la lumière de ces critères et force a été de constater que ceux des communes requérantes n'y satisfont pas.

Priorité aux emplois dans les PDE

Plusieurs prises de position qualifient de trop rigoureuses les exigences relatives à l'autorisation d'un usage d'habitation additionnel et à sa localisation concrète, de sorte que celles-ci ont fait l'objet d'un réexamen. Aucun assouplissement n'en est toutefois résulté, dès lors que la concentration d'emplois en des sites jouissant d'une bonne desserte doit rester l'objectif premier des PDE. Dans son rapport d'examen préalable, la Confédération a d'ailleurs souligné qu'elle accordait de l'importance à une telle priorité, laquelle serait compromise par l'adoption de critères moins stricts.

	<p><b>3.5 C_14: Sites d'extraction nécessitant une coordination à un niveau supérieur</b></p> <p>Il s'est agi, lors du controlling du plan directeur de 2016, de tenir compte de l'importance encore accrue accordée aux surfaces d'assolement (SDA) par les législations révisées sur l'aménagement du territoire, au plan fédéral, et sur les constructions, au plan cantonal. Les sites d'extraction utilisant des SDA requièrent désormais eux aussi une coordination à un niveau supérieur et sont donc inscrits dans le plan directeur, ce qu'aucun préavis n'a contesté lors de la procédure de participation. Par ailleurs, divers nouveaux sites ont été proposés, qui devront être examinés lors du prochain controlling du plan directeur.</p>
<p>Prise en compte de l'importance accrue accordée aux SDA</p>	
<p>Aucune refonte des contenus du plan directeur dans le domaine EDT</p>	<p>Des représentants de la branche du gravier – ainsi que, à l'instigation de ces derniers, divers partis et associations cantonales – ont exigé une nouvelle approche concernant aussi bien la partie stratégique du plan directeur que les fiches de mesure afin notamment que tous les sites d'extraction, et non seulement ceux qui nécessitent une coordination à un niveau supérieur, figurent désormais dans le plan directeur. Des adaptations de nature aussi fondamentale ne peuvent toutefois pas intervenir à la suite de la procédure de participation.</p> <p>Le plan directeur est sous-tendu par le principe de la subsidiarité. De plus, il a suivi jusqu'ici la logique du plan sectoriel EDT révisé en 2012. Il ne prend dès lors en compte que les éléments d'importance cantonale que ne peuvent être traités dans les plans directeurs EDT des régions ou, plus généralement, à un niveau inférieur.</p>
	<p><b>3.6 R_10: Tunnel du Grimsel</b></p> <p>Le projet de tunnel du Grimsel, à l'intérieur duquel il est prévu de faire passer une ligne de transmission de 380 kV et une liaison ferroviaire à voie étroite entre le nord des Alpes et les réseaux situés à l'intérieur des régions alpines, a été bien accueilli. Il reste que la question du stockage des matériaux n'est pas entièrement résolue, ce que la Confédération, en particulier, a déploré dans son rapport d'examen préalable. Selon elle, le projet n'est pas encore suffisamment abouti en termes d'aménagement du territoire pour que la mesure puisse être approuvée en tant qu'élément de coordination réglée, d'où sa rétrogradation au niveau de la coordination en cours.</p>
<p>Rétrogradation de la mesure au niveau de la coordination en cours</p>	
	<p><b>3.7 Possibilités de développement offertes par le plan directeur 2030</b></p> <p>Plusieurs prises de position émanant en particulier de communes (surtout de l'Oberland), de l'UDC cantonale et de l'association PME bernoises déplorent l'insuffisance des possibilités de développement conférées par le plan directeur 2030. Certains participants se réfèrent à la prise de position qu'ils avaient émise lors de la procédure de participation relative au plan directeur 2030 et reprochent au Conseil-exécutif d'avoir ignoré les besoins des régions rurales. De tels reproches appellent les remarques suivantes:</p>
<p>Possibilités de développement insuffisantes déplorées par certaines communes</p>	<p>D'un point de vue formel:</p> <ul style="list-style-type: none"> <li>– Les prescriptions relatives aux possibilités de développement (p. ex. projet de territoire du canton de Berne et stratégie d'urbanisation) ou encore au dimensionnement des zones à bâtir (p. ex. mesures A_01 et A_05) ne sont pas concernées par les adaptations du plan directeur de 2016 et ne faisaient dès lors pas l'objet de la procédure de participation.</li> <li>– Le Conseil fédéral a approuvé le plan directeur 2030 le 4 mai 2016. Une modification de dispositions aussi fondamentales après un laps de temps aussi court n'aurait aucune chance de recevoir l'aval de la Confédération.</li> </ul>
<p>Thèmes non concernés par la procédure de participation</p>	



Prise au sérieux des besoins des régions rurales

D'un point de vue matériel:

- Il a été donné suite, dans toute la mesure du possible, aux revendications que les régions rurales avaient formulées lors de la procédure de participation de 2014 relative au plan directeur 2030 (p. ex. doublement de la marge de croissance dans les régions de collines et de montagne, prise en compte des particularités liées au tourisme).
- Dans le plan directeur 2030, le Conseil-exécutif a pleinement exploité le potentiel offert par la législation fédérale en matière de délimitation de nouvelles zones à bâtir. La Confédération n'aurait en aucun cas accepté la réglementation plus laxiste demandée par certains participants.
- Le Conseil-exécutif s'est opposé avec succès à une potentielle «vague de déclassements».
- La part des zones à bâtir non construites (soit les réserves de terrain à bâtir) est généralement bien plus élevée dans les zones rurales que dans les espaces plus centraux. L'urbanisation interne doit s'imposer en périphérie également, et ce ne sont ni les possibilités ni les idées qui manquent à cet égard. Le canton propose aux communes de nombreuses études de base sur ce thème (cf. [www.be.ch/urbi](http://www.be.ch/urbi)).

## Annexe 1: commentaire des différentes prises de position

Les 328 remarques et suggestions contenues dans les 136 prises de position reçues ont été reproduites textuellement et commentées dans l'annexe (publiée uniquement sur Internet, à l'adresse [www.be.ch/plandirecteur](http://www.be.ch/plandirecteur)), à une exception près: celles qui concernent le dépôt RBS de Bätterkinden prévu par la mesure B\_04 sont résumées et commentées à l'annexe 2.

Le commentaire apparaît sous forme de symbole (lettre), complété au besoin par une précision. Les symboles utilisés sont les suivants:

<b>Symbole</b>	<b>Indication en bas de page</b>	<b>Précision</b>
A	Prise de connaissance	Il a été pris connaissance de la remarque.
B	Prise en considération	La proposition a été prise en considération. La rubrique «remarque» indique à quel endroit.
C	Pas de prise en considération	La proposition n'a pas pu être prise en considération. La rubrique «remarque» en indique brièvement les raisons.
D	Élément ne faisant pas l'objet des adaptations	La question soulevée ne fait pas l'objet des adaptations du plan directeur de 2016.
E	Indication pour la mise en œuvre	La suggestion doit, le cas échéant, être prise en considération lors de la mise en œuvre.

# Evaluation des prises de position

Nom / Catégorie	Appréciation	Remarque
<b>Remarques générales</b>		
<b>Commune de Cormoret</b>		
Nous vous informons que le Conseil municipal de Cormoret, dans sa séance du 28 février 2017 a validé la procédure de consultation du plan directeur.	<b>A</b>	
<b>Commune de Courtelary</b>		
Le Conseil municipal a pris connaissance des adaptations du plan directeur cantonal 2016, et vous informe qu'il n'a pas de remarques à formuler.	<b>A</b>	
<b>Commune de Crémines</b>		
Nous vous informons que le conseil communal de Crémines, lors de sa séance du 27 février 2017, a validé les adaptations du plan directeur 2016 en l'état.	<b>A</b>	
<b>Commune de Saicourt</b>		
Nous vous informons que le Conseil municipal a pris connaissance des documents soumis à la consultation et qu'il n'a aucune remarque à formuler.	<b>A</b>	
<b>Commune de Saint-Imier</b>		
Les adaptations étant relativement mineures et ne déployant pas de conséquences sur le territoire de notre Municipalité, nous n'avons pas de remarques à formuler à ce stade.	<b>A</b>	
<b>Gemeinde Beatenberg</b>		
Der Gemeinderat Beatenberg hat die Richtplananpassungen `16 geprüft und diese geplanten Anpassungen an seiner Sitzung vom 13. Februar 2017 gutgeheissen.	<b>A</b>	
<b>Gemeinde Büren an der Aare</b>		
Da die Gemeinde Büren an der Aare durch die Anpassung der 11 Massnahmen nicht direkt betroffen ist, wird auf eine Eingabe mit materiellem Inhalt verzichtet. Die Anpassungen, resp. Ergänzungen werden seitens der Gemeinde Büren an der Aare zur Kenntnis genommen und gutgeheissen.	<b>A</b>	
<b>Gemeinde Ersigen</b>		
Die Durchsicht der Unterlagen hat ergeben, dass wir keine Abänderungen oder Ergänzungen wünschen.	<b>A</b>	
<b>Gemeinde Heimberg</b>		
Der Gemeinderat kommt zum Schluss, dass die zur Diskussion stehenden Anpassungen der Richtplaninhalte, von welchen die Einwohnergemeinde Heimberg unmittelbar betroffen ist, zu keinerlei Beanstandung Anlass geben.	<b>A</b>	
<b>Gemeinde Müntschemier</b>		
Unter Berücksichtigung der der Gemeinde zukommenden Zuständigkeiten teilt Ihnen der Gemeinderat Müntschemier hiermit mit, dass er zum Vernehmlassungsentwurf keine Änderungen und/oder Ergänzungen anzubringen hat.	<b>A</b>	
<b>Gemeinde Roggwil</b>		
Der Gemeinderat hat von der Vernehmlassung und öffentlichen Mitwirkung zum Richtplan Kanton Bern Kenntnis genommen, und hat keine Bemerkungen/Ergänzungen vorzubringen.	<b>A</b>	
<b>Gemeinde Safnern</b>		
Der Gemeinderat Safnern hat an der Sitzung vom 30. Januar 2017 die Richtplananpassungen 16 zum Kantonalen Richtplan beraten und in der vorliegenden Form genehmigt. Seitens der Gemeinde Safnern werden keine weiteren Eingaben eingebracht.	<b>A</b>	
<b>Gemeinde Täuffelen</b>		
Wir haben die Unterlagen beraten und können Ihnen mitteilen, dass wir die Richtplananpassungen zustimmend zur Kenntnis nehmen.	<b>A</b>	
<b>Gemeinde Walperswil</b>		
Wir haben die Richtplananpassungen 16 geprüft und haben nichts dagegen einzuwenden.	<b>A</b>	
<b>Gemeinde Zollikofen</b>		
Die Gemeinde Zollikofen hat keine Bemerkungen.	<b>A</b>	
<b>Ville de Moutier</b>		
Après examen, notre autorité n'a aucune remarque particulière à formuler quant à la procédure de consultation et de participation publique concernant les adaptations du plan directeur de 2016.	<b>A</b>	
<b>Kanton Aargau</b>		
Wir stellen fest, dass sich die verschiedenen geplanten Anpassungen nicht auf Belange im Kanton Aargau auswirken. Entsprechend haben wir keine inhaltlichen Bemerkungen.	<b>A</b>	
<b>Kanton Luzern</b>		
Wir stellen fest, dass mit den geplanten Anpassungen und Ergänzungen keine Interessen des Kantons Luzern tangiert werden. Unsere interne Vernehmlassung hat ergeben, dass aus Sicht des Strassenverkehrs, der Naturgefahren und des Wasserbaus keine Einwände vorgebracht werden müssen.	<b>A</b>	
<b>Kanton Uri</b>		
Aus Sicht des Kantons Uri sind in den Richtplananpassungen des Kantons Bern ansonsten keine Massnahmen vorgesehen, welche die Absichten und Vorhaben des Kantons Uri wesentlich tangieren. Es bestehen somit keine Widersprüche zum Richtplan des Kantons Uri.	<b>A</b>	

Nom / Catégorie	Appréciation	Remarque
<b>République et Canton du Jura</b>		
Après analyse des documents disponibles sur internet, nous vous informons que nous n'avons pas de remarques particulières à formuler quant aux adaptations proposées.	<b>A</b>	
<b>FDP.Die Liberalen Kanton Bern</b>		
Wir sind mit den vorgesehenen Anpassungen einverstanden. Im Bereich Materialabbau werden zusätzliche Anpassungen angeregt.	<b>A</b>	
<b>Chambre d'agriculture du Jura bernois</b>		
Par la présente, nous vous informons n'avoir aucune remarque à formuler.	<b>A</b>	
<b>Conseil des affaires francophones (CAF)</b>		
Après examen des documents mis en consultation, le CAF vous informe qu'il a pris connaissance des adaptations apportées au plan directeur cantonal de 2016 et qu'il n'a pas de commentaire particulier à formuler en lien avec la langue, le bilinguisme ou les affaires francophones.	<b>A</b>	
<b>Handels- und Industrieverein des Kantons Bern</b>		
Der Handels- und Industrieverein des Kantons Bern erklärt sich mit den vorgeschlagenen Massnahmen grundsätzlich einverstanden.	<b>A</b>	
<b>Römisch-katholische Landeskirche des Kantons Bern</b>		
Der Synodalrat der Röm.-kath. Landeskirche des Kantons Bern (RKK) nimmt die geplanten Anpassungen des Richtplan Kanton Bern zur Kenntnis und hat keine Ergänzungs- oder Änderungswünsche.	<b>A</b>	
<b>Stiftung Landschaftsschutz Schweiz</b>		
Die SL unterstützt die vorgeschlagenen Anpassungen, soweit wir sie beurteilen können.	<b>A</b>	
<b>Verband Bernischer Gemeinden</b>		
Nach Rücksprache mit den Mitgliedern des Vernehmlassungsausschusses der kommunalen Verbände kann ich Ihnen mitteilen, dass sich aus der Sicht der Verbände keine Bemerkungen zur Richtplananpassung ergeben. Wir bitten Sie, die Eingaben der einzelnen Gemeinden und deren Regionalplanungsorganisationen zu berücksichtigen.	<b>A</b>	

**A\_08 Promouvoir les pôles d'urbanisation d'importance cantonale consacrés au logement****Conférence des Maires du Jura bernois et Association régionale Jura-Bienne**

Les Comités de la CMJB et de l'ARJB sont satisfaites de voir :

Les zones d'habitation d'importance cantonale « Espace Birse » à Valbirse et « Sägefild » à Bienne en coordination réglée, celles de Moutier et Saint-Imier en coordination en cours

**A****Entwicklungsraum Thun**

Aus diesen Gründen beantragen wir die Aufnahme von mindestens zwei weiteren Gebieten als prioritäre Siedlungsentwicklung Wohnen von kantonaler Bedeutung im kantonalen Richtplan. Die nachfolgend aufgelisteten Gebiete erfüllen sowohl die Kriterien aus der Topdown wie auch aus bottom-up Beurteilung gemäss dem Synthesebericht RGSK:

Standort - Typ - NE/tNE/U - Fläche - KS

Bernstrasse, Heimberg - Umstrukturierungsgebiet - U - 2.8 ha - FS

Bostudenzelg, Thun - Wohnschwerpunkt - 4.6 ha - FS

ZPP Nr. 7 „Bir Undeführig“, Heimberg - Wohnschwerpunkt - 2.0 ha - FS

Steffisburg, Au - Vorranggebiet SE Wohnen - NE - 2.5 ha - FS

Steffisburg, Thunstrasse - Vorranggebiet SE Wohnen - NE - 3.1 ha - FS

Bereits im Rahmen der informellen Anhörung zum kantonalen Synthesebericht RGSK der 2. Generation haben wir darauf hingewiesen, dass es für uns nicht nachvollziehbar ist, wie die Auswahl der kantonal bedeutenden Wohngebiete zustande kam. Insbesondere der zweite Schritt (bottom up) zur näheren Beurteilung und Auswahl der Gebiete ist für uns nicht schlüssig. Neben den zwei berücksichtigten Gebieten gibt es in der Agglomeration Thun weitere Siedlungsentwicklungsgebiete, die die Kriterien ebenfalls erfüllen würden. Weshalb diese nicht als prioritäre Siedlungsentwicklungen Wohnen aufgenommen wurden, bleibt unklar. Überdies sind wir der Ansicht, dass sich die Verteilung der Gebiete stärker an der kantonalen Zentrumsstruktur orientieren sollte. Die Agglomeration Thun wird im Quervergleich mit den anderen Agglomerationen im Kanton Bern eher mit den regionalen Zentren gleichgesetzt, als mit dem kantonalen Zentrum Biel. Dies obwohl genügend Gebiete vorhanden wären, die die geforderten Kriterien erfüllen würden.

**C** Das Siegenthalergut, das Areal des Güterbahnhofs Thun sowie das Gebiet Rosenau-Scherzlingen stellen aus kantonalen Sicht prioritäre Gebiete im Bereich Wohnen dar und werden entsprechend in den kantonalen Richtplan aufgenommen. Die weiteren Anträge wurden überprüft. Es handelt sich dabei um Gebiete aus den RGSK, welche klar von regionaler Bedeutung, nicht aber von gesamtkantonalen Bedeutung sind.

**A** Die angewendeten Kriterien sowie die Resultate werden im kantonalen Synthesebericht RGSK 2. Generation vom 7. Dezember 2016 aufgeführt. Der zweite Schritt zur Ermittlung der sowohl aus Sicht Siedlung wie auch aus Sicht Verkehr prioritären Gebiete im Bereich Wohnen wurden anhand der Kriterien "Realisierung mit hoher Nutzungsdichte möglich" / "geeignete Eigentümer-, resp. Investorenstruktur" / "Bereitschaft zur Realisierung" / "Abhängigkeiten zu realisierenden Verkehrsmassnahmen im RGSK" einzelfallweise auf die gesamtkantonale Bedeutung hin überprüft und beurteilt. Zur regionalen Verteilung: Es wird darauf hingewiesen, dass in der Stadt und Agglomeration Biel im Rahmen des RGSK 2. Generation / Richtplancontrolling 2016 mit dem Wohnschwerpunkt Sägefild in Biel nur ein Gebiet von kantonalen Bedeutung in den Richtplan aufgenommen wird.

**Gemeinde Freimettigen**

Bei der prioritären Siedlungsentwicklung werden die ländlichen Gemeinden gegenüber den Agglomerationsgemeinden stark benachteiligt. Dies gilt auch für Gemeinden, die vom öffentlichen Verkehr gut erschlossen sind und oftmals als bevorzugte Wohngebiete ausgewählt würden, wenn denn Bauland eingezont werden könnte und eine vernünftige verdichtete Bauweise zugelassen wäre. Leerstehende Bauernhäuser dürfen nicht voll als Mehrfamilienhäuser ausgebaut werden und zur Fruchtfolgefläche muss extrem Sorge getragen werden, während dem in den Agglomerationsgemeinden hektarenweise Fruchtfolgefläche verbaut wird. Eine Vormerkung von Bauland im RGSK hilft da herzlich wenig, zumal das Bauland bereits heute zur Verfügung stehen würde und als Vorranggebiet bereits mehrmals angemeldet wurde. Wir verlangen, die Aufnahme des Vorranggebiets Wohnen (Sagimatte) erneut zu prüfen.

**C** Das Vorranggebiet Siedlungserweiterung Wohnen Sagimatte in Freimettigen erfüllt die Anforderungen an ein kantonal bedeutsames prioritäres Vorhaben im Bereich Wohnen nicht.

**Gemeinde Ittigen**

Die Gebiete wurden gestützt auf das RGSK Bern-Mittelland ausgeschieden.

**A****Gemeinde Köniz**

21 Wabern, Morillongut: Die Aufnahme des Gebietes Morillongut inkl. der Festsetzungen unterstützen die Entwicklungsabsichten der Gemeinde.

**A**

Im zur Verfügung gestellten pdf der Richtplankarte sind mit der Signatur „Siedlungsentwicklung Wohnen von kantonalen Bedeutung“ im Gemeindegebiet Köniz drei Orte eingetragen. Die zwei Standorte Könizbergwald und Könizbergtal sind falsche Eintragungen und müssen gelöscht werden. Für den Standort Morillongut fehlt der Eintrag. Der Standort Chlywabere stimmt von der Verortung her. In der digitalen Richtplankarte ist jedoch nur der Standort Chlywabere enthalten. Hier müsste der Standort Morillongut ergänzt werden.

**B** Die fehlerhaften Einträge auf der Richtplankarte werden bereinigt.

10 Entwicklungsgebiet Chlywabere: Die vorgesehenen Änderungen und Ergänzungen werden begrüsst und unterstützen die Entwicklungsabsichten der Gemeinde.

**A**

**Gemeinde Muri b. Bern**

Am 10. Januar 2016 hat der Gemeinderat Muri das räumliche Leitbild der Gemeinde (RLB) beschlossen und damit die Basis für die nachfolgende Revision der Ortsplanung gelegt. Im RLB ist die Strategie der räumlichen Ortsentwicklung enthalten, die es mit den regionalen und kantonalen Planungsinstrumenten abzustimmen galt. Bereits ist dies in kurzer Zeit in wesentlichen Punkten gelungen. So dürfen wir feststellen, dass das bahnhofsnahe Entwicklungsgebiet Lischenmoos sowie das Neubaugebiet Schürmatt in die Liste der prioritäre Siedlungsentwicklungsgebiete Wohnen aufgenommen wurden. Folgerichtig sollen diese kommunal wie regional wichtige Entwicklungsgebiete optimal an den öffentlichen Verkehr angebunden werden. Die im Richtplan nun dafür vorgesehene prioritäre Behandlung des Doppelspurausbaus Tram 6 im Bereich Thunstrasse Muri und Melchenbühl - Gümligen sowie das dritte Geleise im Abschnitt Gümligen - Münsingen bilden dafür die massgeblichen Voraussetzungen.

Wie eingangs erwähnt, besteht durch die Aufnahme der Entwicklungsgebiete Lischenmoos und Schürmatt in die Liste der prioritären Entwicklungsgebiete eine gute Übereinstimmung zu den regionalen und kommunalen Entwicklungsvorstellungen. Aufgrund der Aktualität ist auch der Status als Zwischenergebnis verständlich. Allerdings strebt die Gemeinde eine zeitnahe planungsrechtliche Umsetzung bzw. Um- und Einzonung der beiden Gebiete an. Die Gemeinde wird daher beim Kanton und der Region kurzum vorstellig werden, um in diesen beiden Gebieten die Massnahme im kantonalen Richtplan festzusetzen.

**Stadt Bern**

Antrag: Das prioritäre Entwicklungsgebiet Wohnen Nummer 8 sollte auf das Gebiet Dennigkofen in der Gemeinde Ostermundigen und die „Schürmatt“ in Muri (Integration von Nr. 22) ausgedehnt werden.

Wie bereits in der Stellungnahme zum Vernehmlassungsentwurf der Revision des Kantonalen Richtplans mit dem Schreiben des Gemeinderats der Stadt Bern vom 11. Dezember 2014 gefordert, bitten wir Sie nochmals, das prioritäre Entwicklungsgebiet Wohnen Nummer 8 auszudehnen. Dazu sind teilweise Neueinzonungen notwendig. Der Gemeinderat der Stadt Bern hat am 14. Dezember 2016 das Stadtentwicklungskonzept STEK 2016 verabschiedet. Darin wird ein Potential für eine gemeindeübergreifende Stadterweiterung mit rund 11 000 Einwohnenden aufgezeigt, die basierend auf einem gemeindeübergreifenden Masterplan etappiert realisiert werden kann. Wesentlich ist, dass eine Entwicklung gemeindeübergreifend abgestimmt und im Sinne einer Stadtreparatur erfolgt. Dabei steht im Fokus, eine eigene Identität der Quartiersstruktur mit verschiedenen Wohn- und Arbeitsraumangeboten für unterschiedlichste Nutzer- und Zielgruppen zu erzeugen. Deshalb ist es auch notwendig, dass im Kantonalen Richtplan das prioritäre Entwicklungsgebiet Wohnen Nr. 8 gemeindeübergreifend umschrieben wird. Vom Potential und der Dimension her hat dieses Entwicklungsgebiet eine kantonale und regionale Bedeutung.

**Stadt Burgdorf**

Zu den Anpassungen des Massnahmenblattes A\_08 betreffend Armeemotorfahrzeugpark AMP Burgdorf würden wir es sehr begrüßen, wenn der Koordinationsstand neu auf den Stand Zwischenergebnis gesetzt würde. Wir sind uns bewusst, dass das VBS bis anhin noch keine Möglichkeit sieht, das Areal in absehbarer Zeit für die Siedlungsentwicklung freizugeben. Da das Areal jedoch ein enormes Entwicklungspotenzial für Burgdorf und die Region aufweist und massgebend zur Umsetzung des Raumplanungsgesetzes beiträgt, sind wir der Meinung, dass diese Entwicklung nach Innen durch den Kanton unterstützt werden und als Zwischenergebnis in den kantonalen Richtplan aufgenommen werden sollte. Wir verweisen dabei gerne auf die Stellungnahme des Kantons Bern vom 25. Januar 2017 zum Sachplan Militär 2017.

Neu wurde im Massnahmenblatt A\_08 Nr. 18 „Burgdorf, Neumatt“ in die Liste der Entwicklungsgebiete Wohnen aufgenommen. Dies unterstützen wir grundsätzlich. Allerdings ist die Lage in der Richtplankarte nicht korrekt. Diese ist gemäss RGSK EM 2. Generation, Wohn- und Arbeitsschwerpunkte, Standort S2-02 Neumatt anzupassen. Zudem stimmt die Fläche in Hektare nicht mit derjenigen des RGSKs überein.

Es scheint, als ob die Richtplankarte den Wohn- und Arbeitsschwerpunkt, Standort S2-03 Chosthusweg, Kirchberg gemäss RGSK EM 2. Generation zeigt. Dieser ist jedoch nicht im Massnahmenblatt A\_08 des Richtplans aufgeführt. Falls dieser tatsächlich in den Richtplan aufgenommen werden soll, müsste wohl die Liste ergänzt werden.

**Stadt Thun**

Richtplankarte: Das Gebiet „Siegenthalergut“ ist zu ergänzen; Das Gebiet „Rosenau-Scherzlingen“ ist allenfalls zu ergänzen; Die Gebiete „Hoffmann Neopac AG“, „Gwattstrasse/Lachen“ sind allenfalls zu ergänzen.

Im Gebiet südwestlich von Allmendingen ist ein falscher Eintrag zu löschen.

Wir bitten Sie, als weitere Areale in Thun (Nr. 28, 29) die Areale „Hoffmann Neopac AG“ und „Gwattstrasse/Lachen“ in der Liste aufzunehmen, um im Sinne obiger Ausführungen die kurzfristige Entwicklungsfähigkeit dieser Areale zu gewährleisten.

Wir begrüßen die Neuaufnahme der Areale Nr. 26 „Siegenthalergut“ und Nr. 27 „Bahnhof West/Güterbahnhof“ im Sinne obiger Ausführungen ausdrücklich.

**A****C**

Teilweise berücksichtigt: Die gemeindeübergreifenden Vorranggebiete Siedlungserweiterung Wohnen Saali/Dennigkofen in Bern, Ostermundigen und Muri sind im RGSK Bern-Mittelland 2. Generation mit Koordinationsstand Vororientierung aufgenommen. Aufgrund der fehlenden politischen Konsolidierung in Muri, den Vorbehalten in der Gemeinde Ostermundigen und der fehlenden Auseinandersetzung mit dem Thema Fruchtfolgeflächen erfüllen die Gebiete die Kriterien zur Aufnahme in das MB A\_08 zum jetzigen Zeitpunkt noch nicht. Die Gebiete sind im Rahmen des RGSK BM 3. Generation weiterzuentwickeln. In den Erläuterungen zu Nr. 8 „Wohnschwerpunkt Saali-Melchenbühlweg“ und zu Nr. 22 „Muri, Schürmatt“ wird zusätzlich auf die gemäss STEK 2016 der Stadt Bern vorgesehenen Entwicklungsabsichten verwiesen. In Abhängigkeit mit der Realisierung des Bypasses A6 und der Rückstufung der bisherigen Autobahn in eine Stadtstrasse besteht im gesamten Gebiet Saali-Dennigkofen ein bedeutendes Entwicklungspotenzial im Bereich Wohnen.

**C**

Aufgrund der Vorbehalte des Bundes im Rahmen der Genehmigung zum kantonalen Richtplan 2030 vom 4. Mai 2016 zum Gebiet AMP Burgdorf wird z.Z. keine Möglichkeit gesehen, einen höheren Koordinationsstand für das Gebiet dem Bund zur Prüfung zu unterbreiten. Das inhaltliche Anliegen der Stadt Burgdorf zur Nutzung des enormen Potenzials des AMP Burgdorf für eine zivile, städtebauliche Entwicklung wird aber explizit unterstützt.

**B**

Der fehlerhafte Eintrag auf der Richtplankarte wird bereinigt.

**B**

Der fehlerhafte Eintrag auf der Richtplankarte wird bereinigt.

**B**

Die fehlerhaften Einträge auf der Richtplankarte werden bereinigt. Die Gebiete "Siegenthalergut" und "Rosenau Scherzlingen" werden ergänzt.

**C**

Das Areal "Hoffmann Neopac AG" ist im RGSK Thun Oberland West 2. Generation nicht enthalten. Eine Verankerung im regionalen Instrument ist Voraussetzung, damit ein Vorhaben neben der regionalen ggf. eine kantonale Bedeutung bekommen kann. Beim Umstrukturierungsgebiet "Gwattstrasse/Lachen" handelt es sich um ein aus kommunaler und regionaler Sicht wichtiges Entwicklungsgebiet, welches aber keine gesamtkantonale Bedeutung aufweist.

**A**

Nom / Catégorie	Appréciation	Remarque
Das Areal Nr. 12 „Rosenau-Scherzligen“ soll gestrichen werden. Es ist neu Bestandteil des ESP Bahnhof Thun (C_04). Die unter A_08 aufgeführten Gebiete werden nicht am kommunalen Baulandbedarf WMK angerechnet. Die Streichung des Areals „Rosenau-Scherzligen“ aus der Liste A_08 darf unseres Erachtens nur dann erfolgen, wenn die Nichtanrechenbarkeit unter dem Baulandbedarf WMK auch unter der Massnahme C_04 uneingeschränkt gegeben ist. Andernfalls ist dieses Gebiet weiterhin auch im Massnahmenblatt A_08 als Nr. 12 beizubehalten. Zudem stellt sich die Frage, ob der Koordinationsstand Vororientierung angesichts des Projektstands nicht auf Zwischenergebnis erhöht werden müsste.	<b>B</b>	Das Anliegen ist berechtigt und wird berücksichtigt. Der Standort Rosenau-Scherzlingen wird im MB A_08 belassen, da in diesem Teil des ESP Bahnhof Thun gemäss C_04 klar die künftige Wohnnutzung im Vordergrund steht. Aufgrund der noch zu lösenden räumlichen Konflikte verbleibt der Koordinationsstand bei einer Vororientierung.
<b>Ville de Bienne</b> Pour la Ville de Bienne, l'adaptation consiste en l'ajout d'un emplacement désormais reconnu comme pôle d'urbanisation d'importance cantonale consacré au logement: l'aire du Sâgfeld (pôle d'habitation). Les emplacements de l'aire de la gare de triage (périmètre en restructuration) et du site « AGGLOlac » (pôle d'habitation) sont maintenus. La Ville de Bienne est favorable à cette adaptation du Plan directeur cantonal, qui correspond à ses objectifs en termes de développement. Toutefois, les sites de développement « Gurzelen » et « l'Évêché est » ayant une importance équivalente voir même supérieure au site du Sâgfeld, ceux-ci devraient également être ajoutés aux pôles d'importance cantonale consacrés au logement du Plan directeur cantonal. Ces trois secteurs sont par ailleurs tous inscrits comme pôles d'habitation régionaux dans le Plan directeur CRTU Bienne-Seeland de 2012.	<b>C</b>	D'un point de vue cantonal également, la réalisation du périmètre de densification Gurzelen/aire Gygax revêt une importance considérable. Le projet n'est toutefois pas inscrit dans le plan directeur cantonal en raison du stade avancé qu'il a déjà atteint
<b>Ville de Moutier</b> Elle a pris acte du fait que la mesure A_08 « Promouvoir les pôles d'urbanisation d'importance cantonale consacrée au logement » a bien été complétée avec le secteur « Gare Sud/Nord », comme demandé.	<b>A</b>	
<b>EVP Kanton Bern</b> Wir erachten die angestrebte Schwerpunktsetzung fürs Wohnen, inklusive die Erweiterungen, als sinnvoll. Unbefriedigend ist für uns, dass der Vorbehalt des Bundesrats zum Thema preisgünstiger Wohnungsbau keine Erwähnung findet. In der Diskussion im Grossen Rat wurde von Seiten des Regierungsrates herausgestrichen, dass es keine gesetzliche Grundlage gibt. Eine entsprechende Planungserklärung wurde abgelehnt. Unserer Ansicht nach liegt es jedoch im Interesse des Kantons, darauf hinzuwirken, dass einerseits die Sozialkosten aufgrund des fehlenden Angebots an preisgünstigen Wohnungen nicht weiter steigen und andererseits vor allem in Wohngebieten von kantonaler Bedeutung eine einigermaßen ausgeglichene Verteilung der verschiedenen Bevölkerungsschichten erreicht wird. Es kann ja nicht das Ziel sein, dass möglichst viele Sozialhilfebezügler in diejenigen Städte gedrängt werden, die Regelungen und Massnahmen zugunsten des sozialen Wohnungsbaus vorsehen. Unseres Erachtens ist es deshalb an der Zeit, dass der Regierungsrat sich Überlegungen darüber macht, wie in den prioritären Entwicklungsgebieten Wohnen eine bessere Durchmischung der Bevölkerung erreicht werden kann.	<b>C</b>	Der Auftrag des Bundesrats wird im Rahmen der nächsten Richtplananpassungen (2018) bearbeitet - vorerst musste die Diskussion zum Richtplan 2030 im Grossen Rat abgewartet werden, die erst kurz vor Redaktionsschluss der Richtplananpassungen `16 erfolgte.
<b>SVP Kanton Bern</b> Die in den RGSK 2. Generation vorgesehenen Gebiete werden folgerichtig in den Richtplan übernommen. Nicht bei allen Gebieten scheint jedoch der Grundsatz der Verdichtung und Angliederung an bestehende Siedlungsstrukturen sowie des häuslicherischen Umgangs mit dem Boden gegeben zu sein. In der Umsetzung der konkreten Projekte ist dem Rechnung zu tragen.	<b>E</b>	
<b>Berner Bauern Verband</b> Die in den RGSK 2. Generation vorgesehenen Gebiete werden folgerichtig in den Richtplan übernommen. Nicht bei allen Gebieten scheint jedoch der Grundsatz der Verdichtung und Angliederung an bestehende Siedlungsstrukturen sowie des häuslicherischen Umgangs mit dem Boden gegeben zu sein. In der Umsetzung der konkreten Projekte ist dem Rechnung zu tragen. Es gilt hier, die Grundsätze gemäss Gegenvorschlag Kulturlandinitiative streng um zu setzen.	<b>E</b>	
<b>Berner KMU</b> Stellungnahme Berner KMU: Keine Einwände	<b>A</b>	
<b>Conseil du Jura bernois</b> Le CJB soutient notamment les mesures suivantes : - Mesure A_08: Moutier (gare Sud/Nord) et Valbirse (Espace Birse) rejoignent la catégorie des pôles d'urbanisation d'importance cantonale consacrés au logement.	<b>A</b>	
<b>VCS Bern</b> Wir gehen davon aus, dass nur Gebiete aufgenommen werden, die eine ausgesprochen gute öV-Anbindung aufweisen und genügend dicht bebaut werden. Ansonsten trägt die Richtplan-Änderung dem Willen des Gesetzgebers (Gegenvorschlag Kulturland-Initiative) ungenügend Rechnung und die Zersiedelung droht weiter voranzuschreiten.	<b>A</b>	
<b>BKW Energie AG</b> In der Gemeinde Köniz verläuft die o.g. 132-kV-Leitung der BKW Energie AG. Diese Leitung stellt eine wichtige Anlage für die regionale Versorgung mit elektrischer Energie dar. Deren Bestand und störungsfreier Betrieb muss deshalb jederzeit gewährleistet sein. Im Rahmen allfälliger Bauvorhaben haben die kommunalen und kantonalen Genehmigungsbehörden von Amtes wegen zu prüfen, ob die gesetzlichen Voraussetzungen hierzu erfüllt sind. Im Bereich von elektrischen Anlagen sind primär die Verordnung über elektrischen Anlagen (LeV) und die Verordnung über den Schutz von nichtionisierender Strahlung (NISV) zu beachten. Insbesondere dürfen gemäss Art. 16 NISV "Bauzonen nur dort ausgedehnt werden, wo die Anlagegrenzwerte [...] eingehalten sind". Deshalb bitten wir Sie, dies bei Ihrer Planung zu berücksichtigen.	<b>E</b>	

**BLS Netz AG**

Punkt Nr. 12, Thun Rosenau-Scherzlingen, soll als „prioritäres Entwicklungsgebiet Wohnen aus kantonomer Sicht“ gestrichen werden. Das Gebiet ist gemäss Richtplan-Informationssystem im Perimeter „ESP Thun, Bahnhof / Aarefeld“ als ESP Dienstleistungen gekennzeichnet.

Antrag: Aus unserer Sicht ist dieser Punkt nicht aus dem Richtplan zu streichen.

Begründung: Eine Wohnnutzung im Gebiet Bahnhof / Aarefeld bzw. Rosenau-Scherzlingen ist sehr gut denkbar und sollte auf jeden Fall auf Richtplanstufe offen gehalten werden. Es sollte nicht nur auf Dienstleistung fokussiert werden. Seitens der Stadt Thun wurde mit einer Arealbeplanung unter Einbezug der betroffenen Grundeigentümern (z.B. SBB, Post, BLS) begonnen. Mindestens bis dazu fundierte Planungsergebnisse vorliegen sollte aus unserer Sicht der Punkt Nr. 12 der Massnahme A 08 im Richtplan belassen werden. Sollte der ESP-Wohnen Rosenau-Scherzlingen wie vorgesehen gestrichen werden, muss für den ESP-Dienstleistung sichergestellt werden, dass die Wohnnutzung nicht eingeschränkt (keine Mindest-/ Maximalwohnanteile) wird und sie im Rahmen der angelaufenen Planung frei festgelegt werden kann. Alle Wohnnutzungen im Rahmen des ESP sollen auch weiterhin nicht das städtische Baulandkontingent belasten.

**B** Das Anliegen ist berechtigt und wird berücksichtigt. Der Standort Rosenau-Scherzlingen wird im MB A\_08 belassen, da in diesem Teil des ESP Bahnhof Thun gemäss C\_04 klar die künftige Wohnnutzung im Vordergrund steht.

**Energie Service Biel/Bienne**

Bestehende Werkleitungen/Anlagen: In allen Abschnitten und Bereichen des Richtplanes, welche sich im Versorgungsgebiet des Energie Service Biel/Bienne befinden. können Werkleitungen und Anlagen betroffen sein. Demzufolge ist eine frühzeitige Koordination unumgänglich und wünschenswert. Die Leitungsführungen der Werkleitungen Gas, Wasser und Elektrizität (inkl. Glasfasernetz) werden den jeweiligen Projekten und Projektetappen angepasst werden müssen. Die Zugänglichkeit zu unseren Anlagen (Gas, Wasser, Elektrizität) muss jederzeit gewährleistet sein. Konkrete Anweisungen für Planungsschritte in der Originalstellungnahme.

**E**

**Privat 20**

Ich habe versucht, die Rechte von Ganz Thomas und die Parzelle 1354 als FFF zusammen zu schützen. Dies ist mir nicht gelungen. Ich bin mir keinem Fehler bewusst. Ich danke den Behörden von Ipsach und den Verantwortlichen des FC Grünstern für die geleistete Arbeit. Thomas Ganz will immer noch Bauer werden. Das Blatt A\_06 hilft diesen Wunsch zu unterstützen. Auch der Stimmbürger darf wissen, dass bei einer Ablehnung der Ortsplanung nicht alle Probleme gelöst sind, d.h. die Rückführbarkeit od. eine Ersatzpacht für ca. 2025 ist rechtlich und finanziell sicherzustellen.

**A**



**B\_02: Mesures des projets d'agglomération "transports et urbanisation"****Conférence des Maires du Jura bernois et Association régionale Jura-Bienne**

Les Comités de la CMJB et de l'ARJB sont satisfaites de voir : La gestion du trafic de l'agglomération de Bienne en mesure A des projets d'agglomération **A**

**Entwicklungsraum Thun**

In der Auflistung richtplanrelevanten Massnahmen fehlen aus unserer Sicht die folgenden Massnahmen aus dem Agglomerationsprogramm V+S Thun:

- Verkehrsmanagement Agglomeration Thun (A-Horizont; FS; B\_11)
- S-Bahnhaltestelle Thun Nord (B-Horizont; VO, B\_04)

**B** Massnahme Verkehrsmanagement wird aufgenommen. Haltestelle Thun Nord ist im B\_04 enthalten und wird (in dieser Generation) nicht ins B\_02 aufgenommen, da im STEP Prozess eingegeben und für den B-Horizont ein Koordinationsstand Zwischenergebnis nötig wäre.

**Verein seeland.biel/bienne**

Das unter den A-Massnahmen ausgeführte „Verkehrsmanagement Agglomeration Biel“ ist ebenfalls unter den B-Massnahmen aufzuführen (gemäss RGSK Biel-Seeland 2.Generation und Synthesebericht).

**B** Massnahme wird auch im B-Horizont aufgenommen

Wir beantragen, unter den A-Massnahmen zusätzlich die Massnahme „Biel, 2. Bahnhofpassage (Passage E)“ aus dem RGSK Biel-Seeland 2. Generation (RGSK-Nr. LV-N-3) aufzuführen. Es handelt sich um eine Schlüsselmassnahme mit erheblichem Koordinationsbedarf, u.a. mit SBB und asm.

**B** Massnahme wird neu aufgenommen

Aus den Unterlagen geht nicht hervor, nach welchen Kriterien die Auswahl der „richtplanrelevanten“ Massnahmen erfolgt. Wir regen an, dies im Massnahmenblatt zu präzisieren.

**B** Erläuterung zur Richtplanrelevanz wird ergänzt.

**Gemeinde Biglen**

Agglomerationsprogramm «Verkehr und Siedlung»: Auf folgenden Linien soll entweder das Angebot ausgebaut oder die Kapazität bei einzelnen Zügen erhöht werden:

- Linie 460 Bern-(Konolfingen)-Langnau-Luzern
- Linie 340 Burgdorf-Konolfingen-Thun

**D**

**Gemeinde Ittigen**

Die Gebiete wurden gestützt auf das RGSK Bern-Mittelland / Agglomerationsprogramm ausgeschieden. Gemäss Synthesebericht RGSK Abb. 8-27 ist auch der Strassenbauteil (-> MIV-O-21) eine A-Massnahme und müsste daher im Massnahmenblatt B\_02 enthalten sein.

**C** Nicht Richtplan-relevant nach Kriterien Prüfbericht Bund, daher nicht aufgenommen in B\_02.

**Gemeinde Lengnau**

Die Autobahnverbindung zwischen Solothurn und Biel ist ausreichend. Die Frage stellt sich, wie der öffentliche Verkehr auszubauen ist um den MIV zu reduzieren, resp. wenigstens auf dem heutigen Stand einfrieren zu können. Es ist zu erwarten, dass die Verkehrsinfrastruktur mit der Ansiedlung von CSL Behring und der damit verbundenen Schaffung von Arbeitsplätzen nicht mehr ausreicht. Die Einwohnergemeinde Lengnau erachtet den Ausbau eines dritten Gleises als notwendig. Da nach Aussagen der Kantonsvertreter der Ausbau nicht zu erwarten ist, sollten wenigstens Busverbindungen nach Büren (Anschluss Lyss-Bern) in Erwägung gezogen werden. Bereits heute ist festzustellen, dass die Verkehrsbelastung während den Hauptverkehrszeiten in Lengnau ausserordentlich hoch ist und die Verbindung in Folge des Verkehrs nach Bern via Büren erschwert wird. Die Verdichtung zum 1/4-Studentakt auf dem zentralen Netz ist unverändert als Ziel definiert und muss zugunsten von Lengnau umgesetzt werden - die Jurasüdfussachse muss als attraktiver Arbeits- und Wohnstandort gefördert werden. Der Güterverkehr darf den Agglomerationsverkehr nicht beeinträchtigen.

**D**

**Gemeinde Münsingen**

Die Gemeinde Münsingen bittet darum die Massnahmen, welche mit den Massnahmenblättern im Agglomerationsprogramm eingegeben wurden, analog der Entlastungsstrasse Nord, ebenfalls aufzunehmen.

**C** Nicht Richtplan-relevant nach Kriterien Prüfbericht Bund, daher nicht aufgenommen in B\_02.

**Gemeinde Muri b. Bern**

Die vorgeschlagene Unterteilung der spruchreifen Projekte in A- und B-Massnahmen begrüßen wir, dies wird im Vollzug helfen. Im Zusammenhang mit der Entwicklung der beiden prioritären Gebiete Lischenmoos und Schürmatte spielt die Sanierung des Knotens Melchenbühl eine wichtige Rolle. Es liegt daher im Interesse der Gemeinde, dass diese als BM MIV-K-2 Muri, "Ausbau Knoten Melchenbühlplatz" aufgeführte Massnahme so rasch wie möglich realisiert wird.

**A**

**Gemeinde Pohlern**

Die Anpassungen im Zusammenhang mit dem Bypass Thun Nord sind schlüssig und nachvollziehbar.

**A**

**Stadt Burgdorf**

Die Änderungen der Koordinationsstände im Massnahmenblatt B\_02 betreffend Verkehrssanierung Burgdorf-Oberburg-Hasle sowie des neuen Bushof und Bahnhofplatz Burgdorf unterstützen wir sehr, insbesondere mit dem Wissen, dass die Arbeiten beim Oberingenieurskreis IV bereits in vollem Gange sind.

**A**

**Stadt Thun**

Ist es richtig, die Federführung für die Umsetzung der Agglomerationsprogramme, die ja neben ÖV-Massnahmen vorab auch Massnahmen des mIV und des Langsamverkehrs enthalten, neu beim Amt für öffentlichen Verkehr (und nicht beim AGR oder beim kantonalen Tiefbauamt) anzusiedeln?

**A** Ja. Das Amt für öffentlichen Verkehr und Verkehrskoordination ist zuständig für die Verkehrsprojekte in den Agglomerationsprogrammen.

Nom / Catégorie	Appréciation	Remarque
<p>Wir bitten Sie, die folgenden wichtigen Massnahmen aus dem Agglomerationsprogramm Thun in den Richtplan aufzunehmen:</p> <ul style="list-style-type: none"> <li>- Bypass Thun Nord, MIV-3 (A-Massnahme)</li> <li>- VM Region Thun, NM-1 (A-Massnahme)</li> <li>- ÖV-Verbesserungen, ÖV-1 (A-Massnahme)</li> <li>- S-Bahn-Haltestelle Thun Nord. ÖV-3 (B-Massnahme)</li> <li>- Lüsslispanne, MIV-15 (B-Massnahme)</li> </ul>	<b>B</b>	Generell werden nur Massnahmen aus den Agglomerationsprogrammen mit Richtplanrelevanz aufgenommen und Massnahmen, die bereits im Bau sind, müssen nicht mehr im Richtplan geführt werden. Die Massnahme Verkehrsmanagement wurde aufgenommen. ÖV-Verbesserungen und Lüsslispanne sind aus Sicht Kanton nicht Richtplan-relevant bzw. zur Aufnahme qualifiziert. Bypass Thun Nord ist bereits enthalten. S-Bahn-Haltestelle ist im Massnahmenblatt B_04 enthalten und (in dieser Generation) nicht im B_02.
<p><b>Ville de Bienne</b></p> <p>De plus, nous demandons que soit ajouté aux mesures A la mesure "Bienne, 2ème passage sous la gare (Passage E)" conformément au Plan directeur CRTU Bienne-Seeland de 2ème génération (CRTU, LV-N-3). Il s'agit d'une mesure clé impliquant d'importants besoins de coordination, notamment avec les CFF et l'asm.</p> <p>Les projets d'agglomération liés aux transports et à l'urbanisation sont mis à jour. Le projet Regiotram est notamment remplacé dans les mesures A des projets d'agglomération "transports et urbanisation" par une ligne de bus aux Champs-de-Boujean. Il est désormais nouvellement inscrit dans les mesures B des projets d'agglomération "transports et urbanisation". Le projet "Gestion du trafic de l'agglomération biennoise" figure nouvellement dans les mesures A. Ces deux adaptations sont en principe saluées. Toutefois, le projet "Gestion du trafic de l'agglomération biennoise" désormais inscrit comme mesure A doit figurer dans les mesures B (selon le Plan directeur CRTU Bienne-Seeland, 2ème génération et le rapport de synthèse).</p>	<b>B</b>	La mesure est introduite dans le plan directeur.
<p><b>EVP Kanton Bern</b></p> <p>Die im Richtplan aufgeführten Massnahmen sind begründet und werden von der EVP nicht bestritten. Hingegen sehen wir einen unbedingten Handlungsbedarf darin, dass bei der Ausführung auf ein vertretbares Kosten-Nutzen-Verhältnis geachtet und jegliche Luxusbauwerke ausgeschlossen werden. Im Weiteren sollten sich ÖV und Individualverkehr möglichst wenig behindern. Es darf jedoch auch nicht sein, dass der Individualverkehr mit dem Bau neuer Strassen und der Beseitigung von Kapazitätsengpässen einseitig zulasten des ÖV bevorteilt wird.</p>	<b>B</b>	La gestion du trafic de l'agglomération biennoise a été transférée dans les mesures B.
<p><b>SP Kanton Bern</b></p> <p>Uns ist aufgefallen, dass die Verkehrssanierung Aarwangen/Langenthal schon in den Richtplan aufgenommen wurde, obwohl dazu noch ein Referendum hängig ist. Wir möchten deshalb beliebt machen, dass zuerst die Referendumsabstimmung vom 21. Mai 2017 abgewartet wird.</p>	<b>A</b>	
<p><b>Berner KMU</b></p> <p>Wir beantragen, die Massnahme «Bern, Netzentwicklung Zentrum (2. Tramachse)» zu streichen. Wir verweisen in diesem Zusammenhang auf die Antwort des Gemeinderats der Stadt Bern vom 20. Mai 2015 auf die im Stadtrat per Motion eingereichte Forderung, die zweite Tramachse zu realisieren. Nach der Ablehnung des Projekts «Tram Region Bern» am 28. September 2014 in den Gemeinden Köniz und Ostermundigen seien die Voraussetzungen entfallen, die zweite Tramachse weiterzuverfolgen. Der Gemeinderat habe deshalb die entsprechende Projektierung sistiert. Wir sind uns bewusst, dass die Regionalkonferenz Bern-Mittelland die zweite Tramachse im Regionalen Gesamtverkehrs- und Siedlungskonzept II vom 27. Oktober 2016 weiterhin aufführt. Wir weisen in diesem Zusammenhang aber darauf hin, dass namentlich der Abschnitt Bollwerk-Speichergasse-Nägelligasse-Kornhausplatz in städtischen und regionalen Wirtschaftskreisen auf sehr starken Widerstand stösst, weil die betreffenden Strassen sehr wichtig für die Belieferung der Innenstadtgeschäfte sind und das Projekt dazu keine Alternativen aufzeigt.</p>	<b>C</b>	Die Aufnahme in den Richtplan entspricht dem Stand der Planung und räumlichen Abstimmung. Politische Entscheide und Projektfinanzierung erfolgen nachgelagert; an der Referendumsabstimmung wurde zudem der Projektierungskredit angenommen.
<p><b>Pro Natura Bern</b></p> <p>Antrag: Die Verkehrssanierung Aarwangen - Langenthal Nord ist aus der Massnahmenliste zu streichen. Wir lehnen die Umfahrungsstrasse ab, weil nicht zielführend und mit zu grossen Eingriffen in Natur und Landschaft verbunden.</p>	<b>C</b>	Die Ausführung im Richtplan als Projekt im B-Horizont mit Koordinationsstand Zwischenergebnis entspricht dem Stand der Planung und räumlichen Abstimmung.
<p><b>VCS Bern</b></p> <p>Wir lehnen die Festsetzung der umstrittenen Umfahrungsstrasse Münsingen ab. Dieser Strassenausbau hat weitreichende Konsequenzen, da der MIV-Pendlerverkehr von Münsingen Richtung Bern (und darüber hinaus) gefördert wird. Der Kapazitätsausbau steht in direkter Konkurrenz zum geplanten Ausbau der Bahn (Infrastruktur und Angebot) zwischen Bern und Münsingen, fördert den MIV in einem Teil der Agglomeration, wo jegliches Verkehrswachstum zwingend mit dem ÖV aufgefangen werden muss, und hat zur Konsequenz, dass weitere Abschnitte („Autobahnzufahrt“ in Rubigen) auch ausgebaut werden müssen.</p> <p>Antrag: Streichung der Umfahrungsstrasse Münsingen aus dem Richtplan.</p> <p>Weiter lehnt der VCS die neue Erschliessungsstrasse von Heimberg, die im Zusammenhang mit dem Bypass Thun Nord neu in den Richtplan aufgenommen werden soll, ab. Entsprechend beantragen wir deren Streichung aus dem Richtplan. Heimberg gehört zum urbanen Kerngebiet und ist in der Vergangenheit als ein zersiedeltes Dorf ohne Kern gestaltet worden. Eine Süderweiterung fördert die Zersiedelung anstelle der notwendigen Verdichtung nach innen. Zudem hat Heimberg kein Verkehrskonzept und es besteht kein Bedarfsnachweis für Gewerbeland. Es steht im Gegenteil noch viel ungenutztes Gewerbeland zur Verfügung. Zudem würde eine Erschliessungsstrasse Heimbergs Naherholungsgebiet zerstören, das mit der geplanten Renaturierung der Zulg aufgewertet wird. Hinzu kommt, dass mit einem Autobahnanschluss und den dazu nötigen Schliessungen der Bahnübergänge der gesamte Langsamverkehr Richtung Thun lahmgelegt wird.</p> <p>Antrag: Streichung der Erschliessungsstrasse Heimberg aus dem Richtplan.</p>	<b>C</b>	Die formulierte Haltung wird zur Kenntnis genommen.
	<b>C</b>	Es handelt sich um ein wichtiges Vorhaben aus der kantonalen Synthese der RGSK und dem Agglomerationsprogramm Verkehr+Siedlung.
	<b>C</b>	Es handelt sich um ein wichtiges Vorhaben aus der kantonalen Synthese der RGSK und dem Agglomerationsprogramm Verkehr+Siedlung.

Nom / Catégorie	Appréciation	Remarque
<p>Das Referendum gegen das Verkehrssanierungsprojekt Aarwangen - Langenthal Nord ist zustande gekommen. Solange die Berner Stimmbevölkerung sich nicht dazu geäußert hat, sollen die Massnahmen nicht im Richtplan erscheinen.</p> <p>Antrag: Streichung des Verkehrssanierungsprojekts Aarwangen – Langenthal im oben genannten Massnahmenblatt.</p>	<b>C</b>	<p>Die Aufnahme in den Richtplan entspricht dem Stand der Planung und räumlichen Abstimmung. Der Projektierungskredit wurde in der Referendumsabstimmung angenommen.</p>
<p><b>WWF Bern</b></p>		
<p>Die «Verkehrssanierung» Aarwangen – Langenthal Nord als geplante Umfahrungsstrasse lehnt der WWF ab und soll so aus der Massnahmenliste gestrichen werden, wenn das Stimmvolk die Strasse im Mai beim Referendum ablehnt. Eine Sanierung der bestehenden Ortsdurchfahrt in Aarwangen (Variante Null+) würde gemäss kantonalen Studien die bestehenden Probleme besser und billiger lösen. Die Auswirkungen auf das Smaragdgebiet und Naherholungsgebiet erachten wir zudem als zu einschneidend.</p>	<b>C</b>	<p>Der Projektierungskredit wurde in der Referendumsabstimmung angenommen.</p>
<p><b>BLS Netz AG</b></p>		
<p>Eventuell könnte, gemäss neuester Erkenntnisse der Planungen der SBB, das 3. Gleis, Gümligen-Münsingen durch Entflechtung Wankdorf Süd ersetzt werden? Dies sollte mit der SBB geprüft werden.</p>	<b>B</b>	<p>Anpassung wird vorgenommen</p>

## B\_04: Fixer des priorités concernant les transports publics régionaux, d'agglomération et locaux

### Conférence des Maires du Jura bernois et Association régionale Jura-Bienne

Les Comités de la CMJB et de l'ARJB sont satisfaites de voir : La double voie Chavannes-Douanne en coordination réglée **A**

### Regionalkonferenz Emmental

Die Planungskommission der Regionalkonferenz Emmental hat einzig zur Massnahme B\_04 eine Ergänzung: Die Projekte der Massnahme B\_04 sind aufeinander abzustimmen, mit Minimierung des Flächenverbrauchs und Nutzung der grösstmöglichen Synergieeffekte unter den Projekten. Insbesondere Flächen von Anlagen wie Schulen sind zu schonen. **A**

### Commune Mixte de Plateau de Diesse

Stratégies : Chapitre B « Transports » — B11: Soucieux de solidarité et c'est tout à son honneur, le Canton «garantit une desserte de base pour tous les groupes de la population, dans toutes les régions ». Fort de ce constat, nous plaçons ici pour l'introduction d'une ligne régulière de bus reliant les villages de Larnboing et d'Orvin, puisque le trafic existant s'interrompt curieusement de part et d'autre de la route de Jorat, constituant ainsi une rupture incompréhensible dans la fluidité des liaisons, notamment de ou en direction de Bienne. En outre, cette ligne supplémentaire répondrait pleinement aux objectifs (B1.6) d'un accès dès lors planifié pour rejoindre, par le biais des transports publics, le site très touristique du Chasserai, dont la fréquentation est toujours croissante d'année en année. **D** L'offre concrète de bus ne relève pas du plan directeur cantonal.

### Gemeinde Innertkirchen

Oberland Ost: Festsetzung der Grimseibahn wird befürwortet. **A**

### Gemeinde Ittigen

Die Gebiete wurden gestützt auf das RGSK Bern-Mittelland / Agglomerationsprogramm sowie dem Angebotskonzept ausgeschrieben. Ausbau Bahnhof Ittigen als Festsetzung neu aufgenommen. **A**

### Gemeinde Jegenstorf

Wir gelangen mit einem für die Gemeinde Jegenstorf wichtigen aber in der Richtplanung geringfügigen Anpassungsvorschlag an Sie: Mit der Begriffsdefinition „Verlegung" Bahnhof Jegenstorf wird eine unglückliche und präjudizierende Formulierung gewählt. Diese führt zu Fehlinterpretationen, welche den Schluss zulassen, dass nur eine Verlegung des Bahnhofes in Frage kommt. Allerdings werden bewusst verschiedene Optionen geprüft; unter anderem auch ein Ausbau am bestehenden Standort. Aus diesem Grund beantragt der Gemeinderat Jegenstorf, den Begriff „Verlegung" mit „Standortplanung" Bahnhof Jegenstorf zu ersetzen. **B** Umformulierung wird vorgenommen.

### Gemeinde Müntschemier

Der Gemeinderat möchte es jedoch nicht unterlassen, die Wichtigkeit des im Richtplan enthaltenen Ausbaus der Bahnstrecke Kerzers — Ins hervorzuheben, dies insbesondere auch im Hinblick auf die Bestrebungen, durch den Ausbau des ÖV-Angebots in der Gemeinde einen Beitrag zur Reduktion des motorisierten Individualverkehrs und zur nachhaltigen Entwicklung der Gemeinde leisten zu können. **A**

### Gemeinde Muri b. Bern

Der Doppelspurausbau des Trams 6 im Bereich Thunstrasse Muri erfährt zu Recht eine Priorisierung, bildet diese Verbindung doch einen Engpass in der Anbindung der Gemeinde Muri bei Bern an die Stadt Bern. Eine besondere Chance stellt dabei dar, dass parallel zu diesem Projekt durch die Gemeinde eine Testplanung durchzuführen beabsichtigt ist, die nicht nur Art und Mass der Nutzung in dem Gebiet sondern auch den Strassenraum zu überprüfen beabsichtigt. **A**

### Stadt Thun

Richtplankarte: Die neue S-Bahn-Haltestelle ESP Thun Nord ist zu ergänzen. **B** "Neue Haltestelle Thun Nord" wird auf Karte ergänzt.

### Ville de Bienne

Les priorités sont mises à jour en fonction des mesures B\_02, notamment en ce qui concerne le projet de Regiotram. Cette adaptation du Plan directeur cantonal correspond aux objectifs de développement biennois. **A**

### Kanton Solothurn

Der Kanton Solothurn begrüsst die Massnahmen zur RBS-Linie Bern-Solothurn. Sie entsprechen den Eingaben zum STEP-Ausbaustritt 2030 und ergänzen die Beschlüsse im Entwurf 06/2015 des Solothurner Richtplans. **A**

### EVP Kanton Bern

Zu dieser Massnahme haben wir einzig eine Bemerkung zu den vorgesehenen Wendegleisen der RBS. Die Realisierung des Wendegleises in Bätterkinden steht für uns nicht in Frage, wenn die S8 bis dorthin verlängert wird. Hingegen sind wir nicht überzeugt, ob ein nur bis Zollikofen verdichteter Takt viel bringt, weil damit nur ein relativ kleines Segment des S8-Einzugsgebietes erfasst wird. Wir fragen uns deshalb, ob nicht ein 10 Minuten-Takt auf der ganzen Strecke machbar und effizienter wäre, und dafür das Wendegleis in Zollikofen eingespart werden könnte. **C** Im Planungshorizont 2030 besteht bei der S8 zwischen Zollikofen und Bern eine Überlastungssituation in den Hauptverkehrszeiten. Der Lösungsansatz sieht eine Verdichtung der S8 zum 7,5-Minutentakt vor. So kann die Problematik mit einem guten Kosten-Nutzenverhältnis gelöst werden.

### Dialog Nordquartier

«Entflechtung Wylerfeld» und «Ausbau Station Wankdorf Süd auf 3 Gleise» wurden gestrichen. Wir gehen davon aus, dass diese Streichungen nicht bedeuten, dass darauf verzichtet wird, sondern, dass die beiden Massnahmen im Bereich der Ausführung sind. **A** Das ist korrekt so.

StudentInnen des Studienprojekts MAS Raumplanung der ETH Zürich haben sich in den letzten zwei Jahren intensiv mit folgender Thematik auseinandergesetzt: «Wohnstadt Bern? Perspektiven für die Raumentwicklung in der Hauptstadtregion Bern». Wir greifen einen Teil daraus, der für den Stadtteil V von besonderer Bedeutung ist: Der Ausbau des Bahnhofs Wankdorf, um die Zughalte und die Umsteigebeziehungen im Nord-Süd-Verkehr vom Hauptbahnhof in die Bahnstation Wankdorf zu verlegen. Dadurch könnten sehr viele Fahrten zwischen Wankdorf und Hauptbahnhof vermieden werden. Daraus ergäbe sich die Chance, den städtebaulich krassen Ausbau des Lorraine-Viaduktes zu vermeiden. Für den Stadtteil V und für die kantonalen Finanzen wäre das ein Segen. Freilich würde das die Schaffung eines neuen «Stadtzentrums» im Wankdorf bedingen resp. fördern.

Wir beantragen, dass die Erkenntnisse der MAS ETH-StudentInnen, was die erwähnte Bahnhofverlegung betrifft, im kantonalen Richtplan Eingang finden. Wir bestreiten aufgrund der obigen Ausführungen den Ausbau des Lorraineviaduktes auf sechs Spuren. Evtl. könnten dieser Einwand auch in einer späteren Anpassung des Richtplans Eingang finden.

### VCS Bern

Bei der Erwähnung der BLS-Werkstätte bleibt der Richtplan sehr zurückhaltend und spricht von Vororientierung als Koordinationsstand. Der VCS ist der Meinung, dass eine derart grossflächige Werkanlage mit grosser Gleisfläche klar in einen Sachplan gehört. Dort sollen Vorhaben, die unabdingbar sind für den Bahnbetrieb und grosse Auswirkungen auf Raum und Umwelt haben, eingebracht werden. Vorteil ist die Festsetzung durch den Bundesrat und damit eine Verbindlichkeit. Vorteil ist aber auch ein öffentliches Mitwirkungsverfahren. Auch wird im Sachplanverfahren die Plausibilität der Ergebnisse der BLS-Begleitgruppe überprüft und vor allem auch die Bewilligungsfähigkeit (Wald, RPG).

Antrag: Der VCS erwartet, dass sich der Kanton Bern bei der Standortfrage der BLS-Werkstätte für ein Sachplanverfahren einsetzt.

Der VCS begrüsst den Doppelspurausbau Tram 6 und weist darauf hin, dass ein Verkehrsmanagement nötig ist, damit das Tram nicht im Stau stecken bleibt. Gleichzeitig darf bei dieser Dosierung die MIV-Kapazität nicht erhöht werden, sondern soll das Tram alleine bevorzugt bleiben.

Antrag: Zum Doppelspurausbau Tram 6 ein Verkehrsmanagement mit öV-Bevorzugung ergänzen.

Nach dem Regierungsrat hat nun auch das BAV entschieden, den Weissensteintunnel zu sanieren und damit die Solothurn-Moutier-Bahn SMB zu erhalten.

Antrag: Aufnahme Sanierung Weissensteintunnel (Festsetzung)

### BLS Netz AG

Eventuell könnte, gemäss neuester Erkenntnisse der Planungen der SBB, das 3. Gleis, Gümligen-Münsingen durch Entflechtung Wankdorf Süd ersetzt werden? Dies sollte mit der SBB geprüft werden.

**D** Wird zur Kenntnis genommen, ist aber nicht Gegenstand des aktuellen Richtplancontrollings. Das Vorhaben "Bern – Wylerfeld inkl. Lorrainebrücke: Ausbau auf 6 Gleisachsen" hat längerfristigen Horizont und hat erst Koordinationsstand Zwischenergebnis.

**B** Das Sachplanverfahren ist vorgesehen.

**A** ÖV-Bevorzugung ist vorgesehen.

**C** Die Tunnelsanierung ist nicht Richtplan-relevant

**B** Die Bemerkung ist richtig und wird übernommen.

Nom / Catégorie	Appréciation	Remarque
<b>B_04: Depot RBS</b>		
<b>Gemeinde Bätterkinden</b> Ausführliche Stellungnahme zum Depot RBS Bätterkinden.	<b>A</b>	-> Separate Auswertung Mitwirkung RBS-Depot Bätterkinden.
<b>SVP Kanton Bern</b> Stellungnahme zum Depot RBS Bätterkinden.	<b>A</b>	-> Separate Auswertung Mitwirkung RBS-Depot Bätterkinden.
<b>Berner Bauern Verband</b> Stellungnahme zum Depot RBS Bätterkinden.	<b>A</b>	-> Separate Auswertung Mitwirkung RBS-Depot Bätterkinden.
<b>Berner KMU</b> Stellungnahme zum Depot RBS Bätterkinden.	<b>A</b>	-> Separate Auswertung Mitwirkung RBS-Depot Bätterkinden.
<b>Burgergemeinde Bätterkinden</b> Ausführliche Stellungnahme zum Depot RBS Bätterkinden.	<b>A</b>	-> Separate Auswertung Mitwirkung RBS-Depot Bätterkinden.
<b>Natur- und Vogelschutz Bätterkinden</b> Ausführliche Stellungnahme zum Depot RBS Bätterkinden.	<b>A</b>	-> Separate Auswertung Mitwirkung RBS-Depot Bätterkinden.
<b>Pro Natura Bern</b> Stellungnahme zum Depot RBS Bätterkinden.	<b>A</b>	-> Separate Auswertung Mitwirkung RBS-Depot Bätterkinden.
<b>Stiftung Landschaftsschutz Schweiz</b> Stellungnahme zum Depot RBS Bätterkinden.	<b>A</b>	-> Separate Auswertung Mitwirkung RBS-Depot Bätterkinden.
<b>VCS Bern</b> Stellungnahme zum Depot RBS Bätterkinden.	<b>A</b>	-> Separate Auswertung Mitwirkung RBS-Depot Bätterkinden.
<b>Verein IG-Bätterkinden</b> Ausführliche Stellungnahme zum Depot RBS Bätterkinden (mit 361 Unterschriften).	<b>A</b>	-> Separate Auswertung Mitwirkung RBS-Depot Bätterkinden.
<b>Privat 01</b> Ausführliche Stellungnahme zum Depot RBS Bätterkinden.	<b>A</b>	-> Separate Auswertung Mitwirkung RBS-Depot Bätterkinden.
<b>Privat 02</b> Ausführliche Stellungnahme zum Depot RBS Bätterkinden.	<b>A</b>	-> Separate Auswertung Mitwirkung RBS-Depot Bätterkinden.
<b>Privat 03</b> Ausführliche Stellungnahme zum Depot RBS Bätterkinden.	<b>A</b>	-> Separate Auswertung Mitwirkung RBS-Depot Bätterkinden.
<b>Privat 04</b> Ausführliche Stellungnahme zum Depot RBS Bätterkinden.	<b>A</b>	-> Separate Auswertung Mitwirkung RBS-Depot Bätterkinden.
<b>Privat 05</b> Ausführliche Stellungnahme zum Depot RBS Bätterkinden.	<b>A</b>	-> Separate Auswertung Mitwirkung RBS-Depot Bätterkinden.
<b>Privat 06</b> Ausführliche Stellungnahme zum Depot RBS Bätterkinden.	<b>A</b>	-> Separate Auswertung Mitwirkung RBS-Depot Bätterkinden.
<b>Privat 07</b> Ausführliche Stellungnahme zum Depot RBS Bätterkinden.	<b>A</b>	-> Separate Auswertung Mitwirkung RBS-Depot Bätterkinden.
<b>Privat 08</b> Stellungnahme zum Depot RBS Bätterkinden.	<b>A</b>	-> Separate Auswertung Mitwirkung RBS-Depot Bätterkinden.
<b>Privat 09</b> Ausführliche Stellungnahme zum Depot RBS Bätterkinden.	<b>A</b>	-> Separate Auswertung Mitwirkung RBS-Depot Bätterkinden.
<b>Privat 10</b> Ausführliche Stellungnahme zum Depot RBS Bätterkinden.	<b>A</b>	-> Separate Auswertung Mitwirkung RBS-Depot Bätterkinden.
<b>Privat 11</b> Stellungnahme zum Depot RBS Bätterkinden.	<b>A</b>	-> Separate Auswertung Mitwirkung RBS-Depot Bätterkinden.
<b>Privat 12</b> Stellungnahme zum Depot RBS Bätterkinden.	<b>A</b>	-> Separate Auswertung Mitwirkung RBS-Depot Bätterkinden.

Nom / Catégorie	Appréciation	Remarque
<b>Privat 13</b> Stellungnahme zum Depot RBS Bätterkinden.	<b>A</b>	-> Separate Auswertung Mitwirkung RBS-Depot Bätterkinden.
<b>Privat 14</b> Ausführliche Stellungnahme zum Depot RBS Bätterkinden.	<b>A</b>	-> Separate Auswertung Mitwirkung RBS-Depot Bätterkinden.
<b>Privat 15</b> Ausführliche Stellungnahme zum Depot RBS Bätterkinden.	<b>A</b>	-> Separate Auswertung Mitwirkung RBS-Depot Bätterkinden.
<b>Privat 16</b> Ausführliche Stellungnahme zum Depot RBS Bätterkinden.	<b>A</b>	-> Separate Auswertung Mitwirkung RBS-Depot Bätterkinden.
<b>Privat 17</b> Ausführliche Stellungnahme zum Depot RBS Bätterkinden.	<b>A</b>	-> Separate Auswertung Mitwirkung RBS-Depot Bätterkinden.
<b>Privat 18</b> Ausführliche Stellungnahme zum Depot RBS Bätterkinden.	<b>A</b>	-> Separate Auswertung Mitwirkung RBS-Depot Bätterkinden.
<b>Privat 19</b> Gleichlautende Stellungnahme wie Zimmermann Christine und Daniel	<b>A</b>	-> Separate Auswertung Mitwirkung RBS-Depot Bätterkinden.

**B\_08: Mettre en œuvre les prescriptions relatives à la protection contre le bruit du trafic routier****Conférence des Maires du Jura bernois et Association régionale Jura-Bienne**

Nous apprécions aussi le fait que les mesures contre le bruit seront évaluées selon quatre critères, ce qui permettra une meilleure appréciation sur leur bien-fondé

**Gemeinde Biglen**

Eine Senkung der Höchstgeschwindigkeit als Lärmschutzmassnahme ist für den Gemeinderat Biglen gar keine Option.

**A** Geschwindigkeitsbegrenzungen werden mit den betroffenen Gemeinden abgesprochen. Es wäre falsch, bestimmte Massnahmen im vornherein auszuschliessen. Gemäss USG ist der Strasseneigentümer verpflichtet, unabhängig von der bestehenden Umweltbelastung alle Emissionen so weit zu begrenzen, als dies technisch und betrieblich möglich und wirtschaftlich tragbar ist. Zur Emissionsbegrenzung gehören aufgrund der aktuellen Rechtsprechung insbesondere auch Temporeduktionen. Viele Gemeinden sehen in Temporeduktionen eine Chance für die Raumplanung, weil entlang derart beruhigter Strassenzüge mit weniger Einschränkungen gebaut werden kann und eine erwünschte Entwicklung möglich wird.

**Gemeinde Ittigen**

Hinweis: die Reduktion des Tempo als Massnahme zum Lärmschutz wurde aufgenommen (stützt Argumentation für Grauholzstrasse mit Tempo 40).

**A****Gemeinde Muri b. Bern**

Die Fristverlängerung für die zu sanierenden Strassenabschnitte bis am 31.3.2018 und die Ausweisung des Lärmschutzes als Daueraufgabe nach 2018 werden begrüsst. Gemäss diesem Massnahmenblatt sind künftig quellenseitige Lärmschutzmassnahmen wie zum Beispiel der Einbau von lärmarmen Strassenbelägen und eine Senkung der Höchstgeschwindigkeit zu prüfen. Diese Ergänzung wird begrüsst.

**A****Gemeinde Saanen**

Antrag: Senkungen der Höchstgeschwindigkeit müssen mit der Gemeinde abgesprochen werden. Begründung: Die Gemeindeautonomie darf nicht noch weiter geschwächt werden.

**A** Geschwindigkeitsbegrenzungen werden mit den betroffenen Gemeinden abgesprochen. Es wäre falsch, bestimmte Massnahmen im vornherein auszuschliessen. Gemäss USG ist der Strasseneigentümer verpflichtet, unabhängig von der bestehenden Umweltbelastung alle Emissionen so weit zu begrenzen, als dies technisch und betrieblich möglich und wirtschaftlich tragbar ist. Zur Emissionsbegrenzung gehören aufgrund der aktuellen Rechtsprechung insbesondere auch Temporeduktionen. Viele Gemeinden sehen in Temporeduktionen eine Chance für die Raumplanung, weil entlang derart beruhigter Strassenzüge mit weniger Einschränkungen gebaut werden kann und eine erwünschte Entwicklung möglich wird.

**Stadt Thun**

Der Bund wird ab 2018 Strassenlärmsanierungen nicht mehr mitfinanzieren. Es zeigt sich aber, dass die Sanierung übermässig belasteter Strassenabschnitte teilweise über diesen Zeitraum hinausgehen wird. Wir schlagen vor, im Richtplan eine Zielsetzung aufzunehmen, welche die Mitfinanzierung „verspäteter“ Lärmsanierungsprojekte auch über die vom Bund gesetzte Frist ausreichend gewährleistet.

**B** Derzeit ist eine Änderung der LSV in der Vernehmlassung. Wird die LSV gemäss vorgelegtem Entwurf angepasst, können für verspätete Lärmsanierungsprojekte noch bis ins Jahr 2022 Beiträge bezogen werden. Die finanziellen Mittel sind jedoch begrenzt, die Kriterien bei der Verteilung der vorhandenen Gelder sind noch unklar. Der Kanton setzt sich beim Bund dafür ein, dass auch für später realisierte Projekte weiterhin Bundesbeiträge ausgerichtet werden.

**Conseil du Jura bernois**

Concernant la mise en oeuvre des prescriptions relatives à la protection contre le bruit du trafic routier, mesure B\_08, le CJB estime que la pose de parois antibruit le long de la route cantonale dans la vallée de Tavannes doit être reconsidérée à la lumière de l'ouverture complète et prochaine de la Transjurane. En effet, l'ouverture complète de l'A16 induira très certainement une diminution du trafic routier sur la route cantonale et probablement donc une réduction des émissions sonores y relatives. Dans l'idéal, le CJB estime que de nouvelles mesures des niveaux d'émissions sonores devraient être effectuées sur la route cantonale après l'ouverture complète de la Transjurane afin de déterminer la nécessité ou non de poser de telles parois. De manière plus générale, le CJB favorise plutôt la pose de fenêtres que de parois antibruit, d'une part pour des questions esthétiques, et d'autre part, pour des questions de réduction de la consommation énergétique des bâtiments.

**D** Les prévisions relatives à l'évolution du trafic ont déjà pris en compte les répercussions de la N16 sur le réseau routier s'agissant de l'assainissement acoustique des routes cantonales dans la vallée de Tavannes. Les hypothèses formulées seront réexaminées.

**Dialog Nordquartier**

Wir möchten in diesem Zusammenhang einen Teil des folgenden Abschnitts in Frage stellen: «Bestehen keine anderen Möglichkeiten, werden Schallschutzfenster in Wohngebieten nicht erst bei Alarmwertüberschreitungen (70 resp. 65 Dezibel), sondern bereits ab 68 Dezibel (tags) bzw. 58 Dezibel (nachts) eingebaut. Dies im Sinne der Vorsorge mit Blick auf den weiter zunehmenden Strassenverkehr.». Der letzte Satz des Abschnitts «Dies im Sinne der Vorsorge mit Blick auf den weiter zunehmenden Strassenverkehr» ist aus der Sicht der Stadt Bern nichtzutreffend. Ausführliche Begründung in der Originalstellungnahme (Beilage).

**A**



Die Gesamtaufwendungen für den Lärmschutz werden erhöht, zudem geht es neu um die (rasche) Umsetzung der Massnahmen. Grundsätzlich begrüssen wir die Erhöhungen der Beträge zu Lärmschutzmassnahmen befürchten hingegen, dass infolge des Zeitdrucks Massnahmen getroffen werden, die nicht zielführend sind.

A

Verweis auf Seite 16: «Quellenseitige Lärmschutz-Massnahmen wie z. B. der Einbau von lärmarmen Strassenbelägen und eine Senkung der Höchstgeschwindigkeit sind zu prüfen und in denjenigen Fällen anzuwenden, wo sie technisch und betrieblich möglich sowie wirtschaftlich tragbar, zweck- und verhältnismässig sind.» Weiter sind wir der Auffassung, dass den quellenseitigen Massnahmen klar Vorrang zu gewähren ist. Sie werden, mit Ausnahme der lärmarmen Strassenbeläge, in der Regel wirtschaftlich tragbarer sein als passive Massnahmen. Bei den lärmarmen Strassenbelägen sind wir, was Kosten und Langzeitwirkung betrifft, skeptisch. Wir sind der Meinung, dass gerade im Stadtteil V, den wir vertreten, prioritär tempovermindernde Massnahmen zu treffen sind. Wenn in der Rodtmattstrasse die LRV ohne lärmarme Strassenbeläge nicht einzuhalten wären, würden wir solche Beläge akzeptieren. Wo der Kanton, in der Regel via Polizei durchaus noch zulegen könnte und sollte, ist der Bereich Kontrolle der Höchstgeschwindigkeiten. Wir sind der Meinung, dass sowohl bei Tempo 50 als auch bei Tempo 30 klar zu wenig Kontrollen durchgeführt werden.

### VCS Bern

Der VCS bedauert, dass die vom Bundesrat festgelegte Frist bzgl. Lärmsanierung nicht eingehalten werden kann und die erforderlichen Lärmschutzmassnahmen voraussichtlich erst 2022 statt 2018 abgeschlossen werden können. Nebst den Lärmemissionen, welche die Bevölkerung zu ertragen hat, bedeutet es auch, dass bereitgestellte Subventionen des Bundes nicht abgeholt werden können.

Der VCS fordert, dass die Lärmschutzmassnahmen möglichst beschleunigt werden und dass bei neuen Bauzonen und Neubauten Lärmschutzmassnahmen von Anfang an konsequent Rechnung getragen wird. Das Bundesgericht hält in einem Entscheid vom letzten Jahr fest (1C\_589/2014), dass «alle möglichen und zumutbaren Sanierungsmassnahmen» ausgeschöpft werden müssen und dazu gehört eine Senkung der Höchstgeschwindigkeit (Tempo 30). Im Übrigen begrüsst der VCS die Erwähnung des Einbaus von lärmarmen Strassenbelägen. Das ASTRA baut als Standardbelag SDA 8 Klasse A ein. Sie machen aber ein Grosspilotprojekt im EP Acheregg-Beckenried mit SDA 8 Klasse B. Dieser ist deutlich lärmärmer.

Antrag: Der VCS fordert eine Beschleunigung bei den Lärmschutzmassnahmen. Zudem sollen Geschwindigkeitsreduktionen nicht erst als letzte Möglichkeit in Betracht gezogen werden und es darf nicht beim Flüsterbelag gespart werden

D Derzeit ist eine Änderung der LSV in der Vernehmlassung. Wird die LSV gemäss vorgelegtem Entwurf angepasst, können für verspätete Lärmsanierungsprojekte noch bis ins Jahr 2022 Beiträge bezogen werden. Die finanziellen Mittel sind jedoch begrenzt, die Kriterien bei der Verteilung der vorhandenen Gelder sind noch unklar. Der Kanton setzt sich beim Bund dafür ein, dass auch für später realisierte Projekte weiterhin Bundesbeiträge ausgerichtet werden. Die Nutzungsplanung ist Sache der Gemeinden. Der Kanton (Fachstelle Lärmschutz beim TBA) unterstützt die Gemeinden bei der optimalen Abstimmung der Ortsplanung auf die Erfordernisse des Lärmschutzes (vgl. Massnahmenblatt B\_08 unter "Hauptziele" und die Ergänzung unter "Abhängigkeit/Zielkonflikte"). Die Ausführungen bezüglich quellenseitigen Massnahmen (Beläge) werden zur Kenntnis genommen.

**C\_01: Réseau de centres****Conférence des Maires du Jura bernois et Association régionale Jura-Bienne**

Les Comités de la CMJB et de l'ARJB sont satisfaites de voir : Valbirse en centre de niveau 4.

**A****Entwicklungsraum Thun**

Der ERT hat im RGSK Thun-Oberland West (TOW) der 2. Generation beantragt, Wattenwil als regionales Zentrum der 4. Stufe festzusetzen. Damit wurde das Ziel aus dem RGSK TOW der 1. Generation weiterverfolgt, wo die Gemeinde als Zentrum in Anwartschaft mit dem Koordinationsstand Zwischenergebnis bezeichnet wurde.

Im kantonalen Vorprüfungsbericht zum RGSK TOW der 2. Generation vom 31. März 2016 wurde bekannt gegeben, dass dem Antrag nicht zugestimmt werden kann, da Wattenwil die kantonalen Vorgaben an ein regionales Zentrum 4. Stufe nicht erfüllt. Seither haben der ERT und die Gemeinde Wattenwil mehrmals schriftlich begründet um eine erneute Prüfung Wattenwils als Zentrum 4. Stufe gebeten (vgl. Beilagen).

Bezugnehmend auf die vergangenen Stellungnahmen, insbesondere das gemeinsame Schreiben des ERT und der Gemeinde Wattenwil an den Amtsvorsteher des Amts für Gemeinden und Raumordnung vom 1. Februar 17, bittet der ERT das Amt für Gemeinden und Raumordnung erneut, den Entscheid zu überdenken und Wattenwil als Zentrum der 4. Stufe aufzunehmen.

**C** Der Wiedererwägungsantrag wurde geprüft. Die Anforderungen an ein Zentrum 4. Stufe werden nicht erfüllt. Die Gemeinde Wattenwil und der Entwicklungsraum Thun wurden mit Schreiben vom 7. April 2017 entsprechend informiert.**Gemeinde Burgstein**

Gleichlautende Stellungnahme wie Gemeinde Seftigen zu C\_01.

**C** Der Wiedererwägungsantrag wurde geprüft. Die Anforderungen an ein Zentrum 4. Stufe werden nicht erfüllt. Die Gemeinde Wattenwil und der Entwicklungsraum Thun wurden mit Schreiben vom 7. April 2017 entsprechend informiert.**Gemeinde Forst-Längenbühl**

Als Kleingemeinde und integrierter Bestandteil der Region Thuner Westamt ist uns die Bedeutung der Zentrumsgemeinde Wattenwil sehr wichtig. Wir unterstützen die Argumente der Gemeinde Wattenwil und befürworten die Aufnahme von Wattenwil zur Einstufung als regionales Zentrum Stufe 4.

Vorzüge für Wattenwil und die Region:

- Wattenwil bildet das Verwaltungs- und Dienstleistungszentrum im oberen Gürbetal. Forst-Längenbühl ist bereits heute angeschlossen in den Bereichen Sozialdienste, AHV-Zweigstelle und RegioBV Westamt. Zudem erfolgt die Verwaltungsführung der Gemeindegemeinschaft und der Finanzverwaltung seit dem 01.01.2010 durch die Gemeinde Wattenwil.

- Forst-Längenbühl ist eine zentrumsnahe ländliche Gemeinde und klar auf Wattenwil ausgerichtet. Unsere Gemeinde kann demnach von den entsprechenden Entwicklungsmöglichkeiten von Wattenwil stark profitieren.

- Um als ländliche Gegend bestehen zu können und wahrgenommen zu werden, ist es äusserst wichtig, dass auch die entsprechende Zentrumsgemeinde über ein gewisses Gewicht verfügt.

- Die Gemeinden Pohlern und Forst-Längenbühl haben im Dezember 2016 dem Kredit für Fusionsabklärungen zugestimmt. Auch da steht Wattenwil als Vertragspartnerin direkt im Mittelpunkt. Als Zentrum 4 profitiert die Gemeinde ebenfalls von Entwicklungsmöglichkeiten, welche auch allfälligen und weiteren Fusionspartnern zugute kommen wird.

**C** Der Wiedererwägungsantrag wurde geprüft. Die Anforderungen an ein Zentrum 4. Stufe werden nicht erfüllt. Die Gemeinde Wattenwil und der Entwicklungsraum Thun wurden mit Schreiben vom 7. April 2017 entsprechend informiert. Die Fusionsabklärungen werden vom Kanton begrüsst und unterstützt.**Gemeinde Pohlern**

Bei der Zentralitätsstruktur des Kantons Bern können wir nicht nachvollziehen, weshalb Wattenwil nicht mehr als regionales Zentrum der 4. Stufe aufgeführt ist. Wattenwil nimmt im Thuner-Westamt die Funktion als Zentrumsgemeinde ein und ist für die umliegenden Gemeinden ein wichtiger Ansprechpartner. Wir sind daher der Meinung, dass Wattenwil auch weiterhin als regionales Zentrum der 4. Stufe aufgeführt sein müsste.

**C** Der Wiedererwägungsantrag wurde geprüft. Die Anforderungen an ein Zentrum 4. Stufe werden nicht erfüllt. Die Gemeinde Wattenwil und der Entwicklungsraum Thun wurden mit Schreiben vom 7. April 2017 entsprechend informiert.**Gemeinde Seftigen**

Der Gemeinderat befürwortet die Aufnahme von Wattenwil als Zentrum der vierten Stufe.

Vorteile für Wattenwil und die Region wären:

- Burgstein, Wattenwil und die weiteren Obergürbetaler Gemeinden arbeiten eng zusammen, um auch im ländlichen Raum für ihre Bürger eine hervorragende Dienstleistungsqualität anbieten zu können. Die Gemeinden sind auf den Agglomerations- und Gewerbeteil von Burgstein und den Zentrums- und Dienstleistungsteil von Wattenwil angewiesen, um als ländliche Gegend bestehen zu können, wahrgenommen zu werden und über ein gewisses Gewicht zu verfügen.

- Burgstein ist Agglomerationsgemeinde und kann von den entsprechenden Entwicklungsmöglichkeiten profitieren. Dies gilt auch für allfällige Fusionspartner.

- Wattenwil unterstützt deshalb die Bestrebungen von Burgstein und Seftigen, im Raum Bahnhof Burgstein den Entwicklungsschwerpunkt für Gewerbe und Industrie („Entwicklung Gewerbezone Pfandersmatt“) auszubauen und Arbeitsplätze in der Region zu sichern und zu generieren.

- Wattenwil bildet das Verwaltungs- und Dienstleistungszentrum im oberen Gürbetal. Als Zentrum 4 profitiert die Gemeinde ebenfalls von Entwicklungsmöglichkeiten, welche auch allfälligen Fusions- und Zusammenarbeitspartnern zugute kommen.

**C** Der Wiedererwägungsantrag wurde geprüft. Die Anforderungen an ein Zentrum 4. Stufe werden nicht erfüllt. Die Gemeinde Wattenwil und der Entwicklungsraum Thun wurden mit Schreiben vom 7. April 2017 entsprechend informiert.**Gemeinde Wattenwil**

Der Gemeinderat Wattenwil hat mit Bedauern festgestellt, dass die Gemeinde Wattenwil leider nicht die Zentrumsstufe 4 erhalten soll. Daraufhin fand im Januar 2017 eine Besprechung mit Regierungsrat Chr. Neuhaus und AGR-Amtsvorsteher D. Wachter statt. Anschliessend reichte der Gemeinderat am 30. Januar 2017 ein Wiedererwägungsgesuch, Zentrumsstufe 4 für Wattenwil, ein. Der Gemeinderat Wattenwil hält weiterhin am Wiedererwägungsgesuch vom 30. Januar 2017 fest (Beilage: Wiedererwägungsgesuch).

**C** Der Wiedererwägungsantrag wurde geprüft. Die Anforderungen an ein Zentrum 4. Stufe werden nicht erfüllt. Die Gemeinde Wattenwil und der Entwicklungsraum Thun wurden mit Schreiben vom 7. April 2017 entsprechend informiert.**Berner KMU**

Stellungnahme Berner KMU: Keine Einwände

**A**

Nom / Catégorie	Appréciation	Remarque
<b>Conseil du Jura bernois</b>	<b>A</b>	Le CJB soutient notamment les mesures suivantes : - Mesure C_01: Valbirse rejoint la catégorie des centres régionaux du 4ème niveau.

**C\_02: Classification des communes selon les types d'espace décrits dans le projet de territoire du****Conférence des Maires du Jura bernois et Association régionale Jura-Bienne**

Concernant les classifications des communes selon les types d'espaces, nous demandons que celles de Plateau de Diesse, Nods, Orvin et Saicourt passent de « régions de collines et de montagne » à « espaces ruraux à proximité d'un centre urbain ».

**D** Il n'est pas possible de faire passer une commune d'un type d'espace à un autre dans le cadre de la procédure de participation. La démarche adéquate à cet égard est décrite dans la fiche de mesure C\_02.

**Entwicklungsraum Thun**

Entsprechend dem ersten Teil dieses Schreibens beantragen wir die Aufnahme von Wattenwil als regionales Zentrum 4. Stufe und der entsprechenden Zuteilung in den Raumtyp Agglomerationsgürtel und Entwicklungsachsen inklusive Zentren 4. Stufe und Tourismuszentren.

**C** Der Wiedererwägungsantrag wurde geprüft. Die Anforderungen an ein Zentrum 4. Stufe werden nicht erfüllt. Die Gemeinde Wattenwil und der Entwicklungsraum Thun wurden mit Schreiben vom 7. April 2017 entsprechend informiert.

**Commune Mixte de Plateau de Diesse**

Enfin, qu'il nous soit fortement permis de regretter que vous confinez la Commune mixte de Plateau de Diesse en zone de «collines et montagnes». De fait, nous sommes reliés au réseau ferroviaire par le funiculaire de Prêles-Gléresse en direction de Bienne et de Neuchâtel et cette évidence n'a visiblement pas été examinée à sa juste valeur dans la première évaluation. Par ailleurs, l'évolution de notre population, au regard des 15 dernières années, s'établit à une augmentation de 8 %, alors que vous prévoyez une progression démographique bien en-deçà pour les 15 prochaines années, puisque vous l'estimez à 2 % seulement, en contradiction flagrante avec notre réalité quotidienne. Par conséquent, il nous semblerait plus avisé que notre Commune soit placée dans la catégorie des «Espaces ruraux à proximité d'un centre urbain », d'autant plus volontiers que c'est physiquement le cas.

**D** Il n'est pas possible de faire passer une commune d'un type d'espace à un autre dans le cadre de la procédure de participation. La démarche adéquate à cet égard est décrite dans la fiche de mesure C\_02.

De ce fait, nous pourrions alors entrevoir la revalorisation de notre zone industrielle de La Chau, à Lamboing, en catégorie d'importance régionale, en parfaite adéquation au demeurant avec les objectifs de développement que vous détaillez ad point 3.2 du Plan directeur (page

**Gemeinde Freimetigen**

Die Zentralitätsstruktur wurde sinnvoll ergänzt. Jedoch sollten die zentrumsnahen ländlichen Gemeinden, welche oftmals mit einer Zentrumsgemeinde «zusammengewachsen» aber halt politisch eigenständig sind, die gleichen Entwicklungsmöglichkeiten haben wie die Zentrumsgemeinden. Eine regionale Planung endet unseres Erachtens nicht an der Gemeindegrenze, zumal unsere Gemeinde gleich von zwei regionalen Zentren der 4. Stufe umgeben ist. Wir verlangen, den Raumtyp an die Nachbargemeinden anzupassen.

**C** Das Anliegen wurde geprüft. Die Gemeinde Freimetigen erfüllt die Anforderungen an ein Zentrum 4. Stufe nicht und wird daher weiterhin dem Raumtyp "zentrumsnahe ländliche Gebiete" zugeordnet.

**Gemeinde Innertkirchen**

Antrag: Verschiebung der Gemeinde Innertkirchen in den Raumtyp "Zentrumsnahe ländliche Gebiete".

Begründung: Das Hautsiedlungsgebiet und das grösste Arbeitsplatzangebot liegt unten im Tal der flächenmässig grössten Gemeinde des Kantons Bern. Gemäss kantonalem Register handelt es sich bei der Gemeinde Innertkirchen um ein "touristische Gemeinde". Weitere Gründe sind die Kraftwerksanlagen der KWO mit vielen Arbeitsplätzen und die bestehenden Erschliessungen (Strasse/ÖV). Zudem sind verschiedene Projekte zur wirtschaftlichen Entwicklung im Gange. Dazu gehört sicher auch die Aufnahme in den Richtplan der Grimselbahn, mit dem Nordportal in Innertkirchen. Dieses Projekt wird die ÖV-Erschliessung von Innertkirchen wesentlich verbessern. Entsprechend muss die Gemeinde auch die Möglichkeit erhalten, entsprechende Raumplanerischen Vorkehrungen zu treffen.

**D** Eine Neuzuteilung einer Gemeinde zu einem anderen Raumtyp kann nicht im Rahmen der Mitwirkung zum Richtplan erfolgen. Das Vorgehen ist in der Massnahme C\_02 vorgegeben.

**Gemeinde Muri b. Bern**

Die Gemeinde Muri bei Bern ist als stadtnahe und gut erschlossene Gemeinde dem Raumtyp "urbanes Kerngebiet der Agglomeration" zugeordnet. Zur Errechnung der Nachverdichtungspotentiale wird vom AGR für diesen Raumtyp für die Zone W2 eine Ausnützungsziffer von 0.5 angerechnet. Nimmt man im Gemeindegebiet die Zonen ZöN aus, so sind gegenwärtig rund 2/3 der Bauzone oder rund 183 ha der W2 oder der WL (Landhauszone) zugewiesen. Laut Datenblatt AGR führt dies nun zu einem aus unserer Sicht unrealistischen Nachverdichtungspotential von 45.6 ha. Neben relativ gewöhnlichen Wohnquartieren, welche durchaus das Potential für eine Nachverdichtung in der Grössenordnung einer Ausnützungsziffer (AZ) von 0.5 haben, gibt es aber auch Quartiere, welche ihren Charakter bzw. die spezifische Qualität bei einer derartigen Nachverdichtung verlieren würden. Insbesondere die WL besetzt weite Teile des aus Sicht des Orts- und Landschaftsbildes sensiblen Aarehanges. Wir plädieren daher dafür, diese Gebiete der Pflicht zu entheben und diese analog dem Gebiet Nieder- und Oberbottigen in Bern im kantonalen Richtplan auszunehmen. Der angelaufene Planungsprozess zur Revision der Ortsplanung wird sich 2017 mit der kommunalen Richtplanung beschäftigen. Um die vom Richtplan auszunehmenden Gebiete scharf umreissen zu können, möchten wir die Mitwirkung zu unserer kommunalen Richtplanung abwarten, um Ihnen die auszunehmenden Areale bekanntzugeben.

**E** Wohn-, Misch- und Kernzonen WMK, in denen die Verdichtung nicht gewünscht oder planerisch begründbar ist, weshalb nicht verdichtet werden kann/soll (z.B. Strukturerehaltungsgebiete oder inventarisierte Objekte) werden bei der Ermittlung der in Abzug zu bringenden Nutzungsreserven von 1/3 nicht berücksichtigt. Der im Berechnungsblatt A\_01 aufgeführte, rechnerisch ermittelte Wert berücksichtigt aber solche Gebiete noch nicht. Es obliegt der Gemeinde, im Rahmen der Ortsplanungsrevision die entsprechenden Nachweise der tatsächlich anrechenbaren Nutzungsreserven zu erbringen.

**Gemeinde Rüttschelen**

Die Gemeinde Rüttschelen ist dem Raumtyp „Hügel und Berggebiete“ zugeteilt. Mit dieser Zuteilung sind wir aus nachstehenden Gründen nicht einverstanden:

Rüttschelen orientiert sich stark nach Langenthal. Dort werden weiterführende Schulen, Kulturanlässe, usw. besucht. Die Gemeinde grenzt mit dem Bergquartier an die Gemeinde Lotzwil an. Der Bahnhof Lotzwil ist mit dem Fahrrad in wenigen Minuten oder zu Fuss in 15 Minuten erreichbar. Die Bevölkerung von Rüttschelen fühlt sich dem Raumtyp „Zentrumsnahe ländliche Gebiete“ zugehörig. Die Zuteilung zum Raumtyp „Hügel und Berggebiete“ bedeutet für Rüttschelen eine Einschränkung. Dadurch ist nur eine geringe bauliche Entwicklung möglich. Würde das „Bergquartier“ der Gemeinde Rüttschelen, welches an die Gemeinde Lotzwil angrenzt, dem Raumtyp „Zentrumsnahe ländliche Gebiete“ zugeordnet, könnte der Raumtyp „Hügel und Berggebiete“ für das übrige Gemeindegebiet eher akzeptiert werden.

**C** Eine Neuzuteilung einer Gemeinde zu einem anderen Raumtyp kann nicht im Rahmen der Mitwirkung zum Richtplan erfolgen. Das Vorgehen ist in der Massnahme C\_02 vorgegeben.

Nom / Catégorie	Appréciation	Remarque
<b>Berner KMU</b>	<b>A</b>	<b>D</b> Il n'est pas possible de faire passer une commune d'un type d'espace à un autre dans le cadre de la procédure de participation. La démarche adéquate à cet égard est décrite dans la fiche de mesure C_02.
Stellungnahme Berner KMU: Keine Einwände		
<b>Conseil du Jura bernois</b>		
<p>Concernant la classification des communes selon les types d'espace, mesure C_02, le CJB revendique la classification des communes d'Orvin, de Nods et de Plateau de Diesse dans la catégorie « espaces ruraux à proximité d'un centre urbain » comme le sont déjà les communes de Sauge et de Péry – La Heutte, les dernières étant pourtant très similaires aux premières en termes d'habitants ou de proximité par rapport à Bienne. En effet, les communes d'Orvin, de Nods et de Plateau de Diesse sont, géographiquement, à proximité immédiate des grands centres urbains que sont Bienne et même Neuchâtel. D'ailleurs, de nombreux habitants de ces communes pendulent chaque jour vers ces centres urbains pour se rendre au travail.</p>		

**C\_04: Réaliser des pôles de développement cantonaux (PDE)****Regionalkonferenz Bern-Mittelland**

Zum SAZ-Standort Nr. 23 Schönbrunnen: Die Regionalkonferenz Bern-Mittelland erarbeitet aktuell den Regionalen Richtplan ADT RKBM. In der Region und insbesondere im Teilraum Nord und West besteht derzeit ein akuter Mangel an Ablagerungsvolumen für unverschmutzten Aushub. Abhilfe soll hier der im Regionalen Richtplan ADT aufgenommene Standort Obermoos (Nr. 117, Gemeinden Deisswil, Münchenbuchsee, Rapperswil) schaffen. Der Standort Obermoos wird durch den SAZ-Standort Nr. 23 Schönbrunnen überlagert. Die Standorteingabe Obermoos/Schönbrunnen passt jedoch sehr gut ins regionale Ver- und Entsorgungskonzept.

Mit einem Gesamtvolumen von 2.24 Mio. m<sup>3</sup> an hervorragend erschlossener Lage sorgt sie für eine erhebliche Entlastung im Raum Nord der RKBM. Gleichzeitig kann die Ablagerung auch zur Bodenverbesserung einer 56 ha grossen Landwirtschaftsfläche genutzt werden. Der Standort Obermoos/Schönbrunnen ist unabhängig vom Kiesabbau und gewährleistet damit die angestrebte Kontinuität in der Verfügbarkeit. Er ist in der Lage, bei Bedarf kurzfristig auch grössere Mengen anzunehmen.

Aus den genannten Gründen ist der Standort Obermoos/Schönbrunnen gemäss Eingabe mit dem Koordinationsstand „Festsetzung“ in den Richtplan ADT aufgenommen worden. Nun hat sich im Rahmen der Bereinigungsgespräche gezeigt, dass der Kanton diesen Koordinationsstand bestätigt, sobald er aus der SAZ Nr. 23 Schönbrunnen entlassen wird. Bis dahin wird er lediglich als Zwischenergebnis im Richtplan ADT RKBM aufgenommen. Für die Standortbetreiber und Gemeinden würde mit dem Koordinationsstand Zwischenergebnis eine Ungewissheit bezüglich Nutzungs- und Betriebsplanung bestehen bleiben und für die Region RKBM ein wichtiger Standort im Ver- und Entsorgungskonzept des Regionalen Richtplans ADT mittelfristig nicht zur Verfügung stehen.

Dementsprechend hat die Kommission für Raumplanung der RKBM bereits am 8. Dezember 2016 ein entsprechendes Gesuch um Entlassung des Standort Obermoos aus der SAZ (Beilage) eingereicht.

Die in diesem Massnahmenblatt vorgenommenen Anpassungen unterstützen wir im Sinne der Koordination mit dem Synthesebericht RGSK II und der Fortschreibung und Aktualisierung vorbehaltlos.

**Verein seeland.biel/bienne**

Wir begrüssen die Aufnahme der Strategischen Arbeitszone (SAZ) Ins Zbangmatte in das ESP-Programm. Bei der Ansiedlung von arbeitsplatzintensiven Nutzungen ist darauf zu achten, dass in Ins auch eine entsprechende Wohnentwicklung möglich ist. Damit kann das Regionalzentrum Ins gestärkt und ein Beitrag zur Reduktion des Pendlerverkehrs geleistet werden.

Der ESP-Standort Studen ist weitgehend realisiert und wird richtigerweise nicht mehr unter den aktiv bewirtschafteten ESP geführt. Sollten sich in Zukunft Änderungen bei der Nutzung des heutigen COTRA-Areals ergeben, ist die ESP-Planung wieder aufzunehmen.

**Gemeinde Herzogenbuchsee**

Der Ergänzung betreffend Wohnnutzung für den ESP-D Herzogenbuchsee, Bahnhof können wir zustimmen. Er entspricht der im Rahmen der Ortsplanungsrevision definierten und im von Kanton genehmigten Richtplan Bahnhof der Gemeinde Herzogenbuchsee. Wir erinnern bei dieser Gelegenheit daran, dass der ESP Herzogenbuchsee einen Nutzungsmix von bis zu 2000 Dienstleistungsarbeitsplätzen oder zusätzlichen Einwohnern vorsieht. Die im Massnahmenblatt C4 definierten Anforderungen für die Festlegung eines zusätzlichen Wohnungsanteils widersprechen zumindest in Teilen der geltenden Richtplanung der Gemeinde.

Allgemein haben wir den Eindruck, dass zwar die Möglichkeit eines Wohnanteils neu geschaffen werden soll. Die Anforderungen hierfür sind jedoch (zu) streng und das Verfahren administrativ zu aufwendig, kostenintensiv und kompliziert angedacht. Die hohen Anforderungen und die komplizierte Interessenabwägung zwischen den verschiedenen Nutzungen dürfen nicht dazu führen, dass in den betroffenen Gemeinden über Jahre an bester Lage Umnutzungen von Industriebrachen verhindert werden und es damit erneut zur Hortung von Bauland kommt. Es soll einmal mehr sehr stark in die Planungshoheit der Gemeinde eingegriffen werden. Der geringe Mehrnutzen, der sich für Gemeinden mit einem ESP ergibt, droht in ein Missverhältnis zu geraten. Unerwünschte Folgen davon könnten sein, dass einzelne Gemeinden künftig auf den Status ESP verzichten werden.

**Gemeinde Ittigen**

Bei den beiden ESP wurden keine Änderungen vorgenommen und gelten als "weitgehend realisierte Standorte". Neu wird die Wohnnutzung in den ESPs theamtisiert -> die beiden ESPs in Ittigen haben einen hohen Wohnanteil, insb. im ESP Worblauen wird dieser nun noch etwas erhöht.

**Gemeinde Köniz**

31 Köniz Liebefeld: Da im Perimeter das gesamte Areal Station Liebefeld inbegriffen ist, muss beim Namen in der Liste in der Klammer noch eine (4) ergänzt werden, damit das in der kommunalen Planung vorgesehene schwerpunktmässige Wohnen möglich ist. Da die Entwicklung des Areal Station Liebefeld aktuell auf Stufe Gemeinde aktiv bearbeitet wird und noch nicht realisiert ist, regen wir an, den gesamten Standort in die Tabelle „aktiv bewirtschaftete ESP / SAZ-Standorte“ zu integrieren.

**B** Die RKBM hat im Rahmen der Erarbeitung des regionalen Richtplans ADT künftige Ver- und Entsorgungsstandorte der Region Bern-Mittelland definiert.

Dabei stellte die RKBM fest, dass im Teilraum Nord ein akuter Mangel an Ablagerungsvolumen für unverschmutzten Aushub besteht. Sie schlägt deshalb vor, den Standort Obermoos im regionalen Richtplan ADT aufzunehmen.

Aus Sicht der kantonalen Fachstellen sind für die Aufnahme dieses Standortes mit einem Koordinationsstand "Festsetzung" alle Kriterien erfüllt, ausser dass sich der Standort mit der SAZ Schönbrunnen überschneidet.

Im Rahmen des ESP-Controllings 2012-16 hatte der Kanton am SAZ-Standort Schönbrunnen sowohl im ESP-Programm als auch im kantonalen Richtplan festgehalten. Da allerdings schon damals die Wahrscheinlichkeit einer Realisierung sehr gering erschien, plante der Kanton, über die Beibehaltung als SAZ 2018 neu zu befinden. Um die Aufnahme des Standortes Obermoos im regionalen Richtplan ADT zu ermöglichen, wird der Kanton den Standort Schönbrunnen bereits jetzt aus dem ESP-Programm entlassen und im kantonalen Richtplan streichen.

**A**

**A**

**A**

**B** Die neuen Rahmenbedingungen für den ESP-Wohnanteil gelten nur für die Zulassung zusätzlicher Wohnnutzung im ESP-Perimeter, die über den planungsrechtlichen Stand hinausgeht. Die Bestandesgarantie ist gegeben.

**B** Teilweise berücksichtigt.

Mit der Möglichkeit einer Nutzungsdurchmischung in besonders zentralen und hervorragend erschlossenen ESP soll die Attraktivität dieser Standorte gesteigert sowie ein Beitrag zur Siedlungsentwicklung nach innen geleistet werden. Dabei soll aber die grundsätzliche Ausrichtung des ESP dieselbe bleiben, nämlich Arbeitsplätze konzentriert an gut erschlossenen Standorten anzusiedeln. Die Anforderungen wurden erneut geprüft. Der 4. Alinea "Nachweis Baulandbedarf Arbeiten" wird modifiziert: Die Nachweispflicht dafür, dass kein zusätzlicher Bedarf an Bauland besteht, ist auf Bauland für Dienstleistungsbetriebe mit hoher Wertschöpfung beschränkt.

**A** Im Richtplan werden von den sich für Wohnnutzung eignenden ESP nur diejenigen gekennzeichnet, welche aktiv bewirtschaftet sind.

**C** Im Richtplan werden von den sich für Wohnnutzung eignenden ESP nur diejenigen gekennzeichnet, welche aktiv bewirtschaftet sind.

Für die Reaktivierung eines Standorts muss die Standortgemeinde zu Händen des JGK-Direktors einen Antrag stellen. Im Rahmen der Prüfung des Antrags wird parallel beurteilt, ob sich der Standort für Wohnnutzung eignet.

**Gemeinde Ostermundigen**

Antrag: Es sei in geeigneten ESP-Standorten- D (Dienstleistung, Freizeit, Detailhandel) auch ohne weitere Nachweise untergeordnete Wohnanteile zuzulassen.  
 Eventuell seien die "Anforderungen an ESP-Standorte, welche sich für Wohnnutzungen eignen" (Massnahmenblatt C\_04, S. 3) wesentlich offener zu umschreiben oder der Standort Bahnhof Ostermundigen sei aus der Liste der ESP-Standorte im kantonalen Richtplan zu streichen.  
 Ausführliche Begründung in der Originalstellungnahme (Beilage). Auszug:  
 Zusammenfassend ist damit der Nachweis erbracht, dass die ÜO "Poststrasse Süd" den wohlverstandenen Anforderungen an eine Wohnnutzung in einem ESP D Rechnung trägt. Das Massnahmenblatt C\_04 (S. 3) ist deshalb dahingehend zu ergänzen, dass Wohnnutzungen in einem untergeordneten Ausmass auch ohne weiteren Nachweis zuzulassen sind, wenn offensichtlich ist, dass die vorgesehene Wohnnutzung - wovon bei der ÜO "Poststrasse Süd" auszugehen ist - die mit dem ESP D verfolgten Zielsetzungen nicht in Frage stellt. Zumindest aber müssten die Anforderungen an den gemäss Massnahmenblatt C\_04 (S. 3) zu erbringenden Nachweis ganz entscheidend und in einer Weise reduziert werden, die den Gemeinden - anders als dies im Entwurf vorgesehen ist - realistische Möglichkeiten bieten, diesen Nachweis mit vernünftigen (Zeit)aufwand auch tatsächlich erbringen zu können.  
 Sollten die zuständigen kantonalen Instanzen nicht bereit sein, diesen Vorschlägen zu entsprechen, erwägt die Gemeinde Ostermundigen das Gebiet Bahnhof Ostermundigen als ESP aus dem kantonalen Richtplan zu entlassen, damit die Überbauungsordnung und letztendlich das Bauprojekt ausserhalb der ESP-Planung weiter verfolgt werden kann und auf diese Weise in einem Gebiet ein Startschuss erfolgen kann, der für die weitere und dringend erwünschte Entwicklung des Gebiets überfällig wäre. Würde die Gemeinde wegen einer untergeordneten Wohnnutzung, welche die Zielsetzungen der ESP Planung in keiner Weise in Frage zu stellen vermag, erneut auf eine aufwändige und langwierige Strafrunde (Nachweis gemäss Massnahmenblatt C\_04, S. 3) geschickt, vermöchte der Gemeinderat - jedenfalls rückblickend - keine Vorteile aus der Zuweisung seines Bahnhofgebiets in einen ESP zu erkennen.

**Gemeinde Steffisburg**

Auf der Rückseite (Seite 2 von 3) ist unser Entwicklungsschwerpunkt (ESP) Bahnhof Steffisburg als ESP aufgeführt, welcher mehrere Profile erfüllt. Bei der ursprünglichen Aufnahme des ESP wurde dieser mit folgender Formulierung umschrieben und aufgenommen:  
 "An privilegierter Lage entsteht ein durchmischter Wohn- und Arbeitspark mit hoher Lebensqualität. Der besterschlossene Entwicklungsschwerpunkt im Grünen wächst zum zweiten Zentrum in Steffisburg heran. Ein attraktives Angebot von Gewerbe und Dienstleistungen wird ergänzt durch eine umfassende Angebotspalette von selbständigem über betreutem Wohnen bis hin zu speziellen Wohnmodellen sowie einem Pflegeheim." (aus dem genehmigten Realisierungsplan vom 30. September 2010)  
 Diese Umschreibung des ESP ist nach wie vor zutreffend, da unser ESP drei unterschiedliche Teilgebiete umfasst, siehe hierzu auch den genehmigten Realisierungsplan vom 30. September 2010. Die Gemeinde Steffisburg wird bei der aktuell laufenden Ortsplanungsrevision die raumplanerischen Aspekte des ESP Bahnhof Steffisburg verifizieren und allenfalls den neusten Entwicklungen anpassen. Wir bitten Sie, auch den ESP Bahnhof Steffisburg mit der neuen Definition "Eignung für die Wohnnutzung" zu ergänzen, damit einer bereits heute vorhandenen Situation gerecht wird.  
 Beilage: Realisierungsplan vom 30.09.2010

**Gemeinde Worb**

Die Nichtberücksichtigung des Worbodens als ESP, welcher sich für die Wohnnutzung eignet, ist für uns in keiner Weise nachvollziehbar. Sie widerspricht den gegenüber dem Kanton deklarierten Absichten der Worber Planungsbehörde und ist nicht kompatibel mit den bisherigen offiziellen Stellungnahmen des AGR und der AG ESP vom 9. März respektive vom 16. Juni 2015 gegenüber der Gemeinde Worb. Wir sind darüber sehr ungehalten und fühlen uns vor den Kopf gestossen. Der von uns geführte intensive Dialog mit den kantonalen Fachstellen und die umfangreiche Vorarbeit mit den Grundeigentümern im ESP Süd werden mit diesem Vorgehen des Kantons ad absurdum geführt.  
 Es ist für uns inakzeptabel, dass die in Aussicht gestellte Möglichkeit für zusätzliche Wohnnutzungen im Gebiet ESP Süd in den Baufeldern B, C und D der UeO N9 nun aufgrund der vorgesehenen Richtplananpassungen nicht einmal mehr geprüft werden könnten. Wir verlangen und erwarten, dass der ESP Worboden zu den ESP gezählt wird, welche sich für Wohnnutzungen eignen.  
 Ausführliche Begründung in Original-Stellungnahme (Beilage).

**Stadt Bern**

Antrag: Die Anforderungen für die Festlegung eines zusätzlichen Wohnanteils soll auf die wesentlichen notwendigen Punkte reduziert werden oder es soll ganz darauf verzichtet werden. Der Gemeinderat begrüsst die Öffnung der bisher einseitig definierten Nutzungsart, die insbesondere in der Stadt Bern zu einem Überhang von Arbeitsplätzen mit gleichzeitig hoher Wertschöpfung führte. Der Grundsatz zur Fussnote 4 könnte allerdings klarer zugunsten einer Nutzungsdurchmischung mit Erlebnisdichte für alle Tages- und Nachtstunden formuliert werden. Auch die individuelle Beurteilung der Standorte hinsichtlich der raumplanerischen und wirtschaftlichen Interessen sowie der Lage innerhalb der Agglomerationen ist sinnvoll. Die in der Änderung formulierten Anforderungen der Nachweise sind jedoch zu aufwändig. Schlussendlich muss jede (Areal)Planung raumplanerisch plausibel sein und den Bedürfnissen entsprechen. Wichtiger ist, dass zeitgerechte und nahtlose Umsetzungen erfolgen können. Analysen, Gesamtübersichten und Nachweise, die ohne konkrete Realisierungsabsichten der Grundeigentümer/Investoren über grosse, unterschiedlich baureife Gebiete erbracht werden müssen, hemmen die Entwicklung eines Areals und können leicht zu Planungsleihen führen. Selbstverständlich muss sich die Entwicklung eines Areals nach den Nachhaltigkeitskriterien in den Stadtteil einfügen und einen Beitrag zur Qualität des Orts leisten. Der Gemeinderat beantragt die Anforderungen auf wenige Punkte zu reduzieren oder ganz darauf zu verzichten.

**B** Teilweise berücksichtigt.  
 Mit der Möglichkeit einer Nutzungsdurchmischung in besonders zentralen und hervorragend erschlossenen ESP soll die Attraktivität dieser Standorte gesteigert sowie ein Beitrag zur Siedlungsentwicklung nach innen geleistet werden. Dabei soll aber die grundsätzliche Ausrichtung des ESP dieselbe bleiben, nämlich Arbeitsplätze konzentriert an gut erschlossenen Standorten anzusiedeln. Die Anforderungen wurden erneut geprüft. Der 4. Alinea "Nachweis Baulandbedarf Arbeiten" wird modifiziert: Die Nachweispflicht dafür, dass kein zusätzlicher Bedarf an Bauland besteht, ist auf Bauland für Dienstleistungsbetriebe mit hoher Wertschöpfung beschränkt.

**C** Die Bestimmungen zum Wohnanteil in den ESP wurden von der kantonalen Arbeitsgruppe ESP im Hinblick auf das Richtplancontrolling 16 erarbeitet. Dabei wurden Kriterien aufgestellt, die für alle ESP im Kanton gelten. Diesen Kriterien genügt der ESP Steffisburg Bahnhof nicht.  
 Die neuen Rahmenbedingungen für den ESP-Wohnanteil gelten nur für die Zulassung zusätzlicher Wohnnutzung im ESP-Perimeter, die über den planungsrechtlichen Stand hinausgeht. Die Bestandegarantie ist gegeben.

**C** Die Bestimmungen zum Wohnanteil in den ESP wurden von der kantonalen Arbeitsgruppe ESP im Hinblick auf das Richtplancontrolling 16 erarbeitet (nach den in der Mitwirkungseingaben erwähnten Kontakten mit der Gemeinde Worb). Dabei wurden Kriterien aufgestellt, die für alle ESP im Kanton gelten. Diesen Kriterien genügt der ESP Worb Worboden nicht.  
 Die neuen Rahmenbedingungen für den ESP-Wohnanteil gelten nur für die Zulassung zusätzlicher Wohnnutzung im ESP-Perimeter, die über den planungsrechtlichen Stand hinausgeht. Die Bestandegarantie ist gegeben.

**B** Teilweise berücksichtigt.  
 Mit der Möglichkeit einer Nutzungsdurchmischung in besonders zentralen und hervorragend erschlossenen ESP soll die Attraktivität dieser Standorte gesteigert sowie ein Beitrag zur Siedlungsentwicklung nach innen geleistet werden. Dabei soll aber die grundsätzliche Ausrichtung des ESP dieselbe bleiben, nämlich Arbeitsplätze konzentriert an gut erschlossenen Standorten anzusiedeln. Die Anforderungen wurden erneut geprüft. Der 4. Alinea "Nachweis Baulandbedarf Arbeiten" wird modifiziert: Die Nachweispflicht dafür, dass kein zusätzlicher Bedarf an Bauland besteht, ist auf Bauland für Dienstleistungsbetriebe mit hoher Wertschöpfung beschränkt.

**Stadt Burgdorf**

Wir würden uns wünschen, dass der ESP-Standort Nr. 27 Burgdorf Buechnatt wieder in die Kategorie der aktiv bewirtschafteten ESP-Standorte aufgenommen wird. Dies aufgrund dessen, da das Gebiet über mehrere unbebaute Bauzonen verfügt und Potenzial zur Siedlungsentwicklung nach Innen aufweist.

**C** Für die Reaktivierung eines Standorts kann die Standortgemeinde einen Antrag zu Händen des JGK-Direktors stellen.

**Stadt Langenthal**

Im Jahr 2012 genehmigte das AGR den Richtplan ESP Bahnhof Langenthal, welcher namhafte Wohnanteile vorsieht. Basierend darauf wurde in zwei Studienverfahren (Stadtraum Bahnhof Langenthal und Geiser Agro.com) namhafte Wohnanteile im Gebiet des ESP Bahnhof Langenthal ausgewiesen. Diese Vorhaben wurden in Abstimmung und Begleitung von kantonalen Vertretungen seitens AGR und AöV erarbeitet und vom Kanton mitfinanziert. Die bisherigen Vorgaben bilden für die Stadt Langenthal und die beteiligten Investoren eine wichtige Grundlage als Nutzungsvorgabe in den nun laufenden Planungsvorhaben am Bahnhof Langenthal. Eine Reduktion des Wohnungsanteils in der laufenden Revision des Richtplan ESP Bahnhof gegenüber dem bisher gültigen ist daher weder vorgesehen noch von allen Beteiligten erwünscht. Im Sinne einer Bestandsgarantie erwartet der Gemeinderat deshalb die weitere Zustimmung des Kantons am bisher vorgesehenen, namhaften Wohnungsanteil am ESP Bahnhof Langenthal, insbesondere bei den noch entsprechend zu erarbeitenden Überbauungsordnungen im ESP Bahnhofgebiet Langenthal, damit diese folgend im Sinne der bisherigen Nutzungsvorgaben einer Genehmigung zugeführt werden können.

**B** Die neuen Rahmenbedingungen für den ESP-Wohnanteil gelten nur für die Zulassung zusätzlicher Wohnnutzung im ESP-Perimeter, die über den planungsrechtlichen Stand hinausgeht. Die Bestandesgarantie ist gegeben.

Neue Rahmenbedingungen hinsichtlich des ESP-Wohnnutzungsanteils:

In der im Massnahmenblatt C\_04 aufgeführten Liste der aktiv bewirtschafteten ESP / SAZ Standorte wird der ESP Bahnhof Langenthal korrekterweise mit der eingeführten Ziffer 4 ergänzt. Diese weist neu darauf hin, dass sich dieser ESP auch für Wohnnutzung eignet. Gleichzeitig wird damit auf die Rückseite 3 verwiesen, wo neu die Anforderungen von ESP Standorte für eine Wohnungsnutzungsseignung formuliert werden. Dazu wird eine Liste von Anforderungen aufgeführt, die für die Festlegung eines zusätzlichen Wohnanteils und zur konkreten Lokalisierung der Wohnnutzung an die entsprechenden ESP-Standorte gestellt werden. Inwieweit das Ausmass und die Resultate dieser Anforderungen Auswirkungen auf diese Standorte haben, ist unklar. Insbesondere die Formulierung "Die Standortgemeinde weist nach, dass kein zusätzlicher Baulandbedarf für Arbeitsplätze mit hoher Wertschöpfung ausserhalb des ESP-Perimeters absehbar ist. Der Nachweis ist offenzulegen" ist aus Sicht der Stadt Langenthal irreführend formuliert. So wurde der Stadt Langenthal z.B. gerade im Rahmen der kantonalen Vorprüfung des Siedlungsrichtplans von der kantonalen Wirtschaftsförderung und dem AGR empfohlen, wenn möglich noch zusätzliches Land für neue, grössere Gewerbenutzungen einzuzonen. Inwieweit eine solche Massnahme mit diesen Richtplananpassungen des Massnahmenblatt C\_04 im Widerspruch wäre, ist seitens der Stadt Langenthal nicht ersichtlich.

**B** Teilweise berücksichtigt. Mit der Möglichkeit einer Nutzungsdurchmischung in besonders zentralen und hervorragend erschlossenen ESP soll die Attraktivität dieser Standorte gesteigert sowie ein Beitrag zur Siedlungsentwicklung nach innen geleistet werden. Dabei soll aber die grundsätzliche Ausrichtung des ESP dieselbe bleiben, nämlich Arbeitsplätze konzentriert an gut erschlossenen Standorten anzusiedeln. Die Anforderungen wurden erneut geprüft. Der 4. Alinea "Nachweis Baulandbedarf Arbeiten" wird modifiziert: Die Nachweispflicht dafür, dass kein zusätzlicher Bedarf an Bauland besteht, ist auf Bauland für Dienstleistungsbetriebe mit hoher Wertschöpfung beschränkt.

**Stadt Thun**

Die (neuen) Anforderungen, welche an ESP-Standorte mit Wohnnutzung gestellt werden, sind zu umfangreich, zu starr und unverhältnismässig; insbesondere die unter „Gesamtübersicht“ (3. Alinea) und „Nachweis Baulandbedarf Arbeiten“ (4. Alinea) gestellten Forderungen sind nicht praktikabel. Die Anforderungen sind zu Gunsten einer grossen Flexibilisierung anzupassen.

**B** Teilweise berücksichtigt. Mit der Möglichkeit einer Nutzungsdurchmischung in besonders zentralen und hervorragend erschlossenen ESP soll die Attraktivität dieser Standorte gesteigert sowie ein Beitrag zur Siedlungsentwicklung nach innen geleistet werden. Dabei soll aber die grundsätzliche Ausrichtung des ESP dieselbe bleiben, nämlich Arbeitsplätze konzentriert an gut erschlossenen Standorten anzusiedeln. Die Anforderungen wurden erneut geprüft. Der 4. Alinea "Nachweis Baulandbedarf Arbeiten" wird modifiziert: Die Nachweispflicht dafür, dass kein zusätzlicher Bedarf an Bauland besteht, ist auf Bauland für Dienstleistungsbetriebe mit hoher Wertschöpfung beschränkt.

Wir bitten Sie, den ESP Nr. 17 „Thun, Bahnhof/Aarefeld“ in „Thun, Bahnhof Thun“ umzubenennen. (Der offizielle Name beinhaltet auch das Teilgebiet Rosenau-Scherzligen, vgl. Bemerkungen zu A\_08, der Verweis auf Fussnote (4) ist korrekt).

**B** Der ESP Nr. 17 "Thun Bahnhof /Aarefeld wird zu "ESP Thun Bahnhof" umbenannt.

Die Einträge zum ESP Nr. 18 „Thun Nord“, insbesondere die Ergänzung des Verweises auf Fussnote (2), sind korrekt.

**A**

**Ville de Bienne**

Cette adaptation du Plan directeur cantonal touche le pôle de développement cantonal « Masterplan » de la Ville de Bienne. Ce secteur fait déjà partie des « sites prioritaires de développement économique de la Région capitale suisse » ainsi que des « emplacements où les projets générant une importante fréquentation sont admis, voire déjà réalisés ». Il est désormais également défini comme « PDE adaptés à un usage d'habitation ». De nouvelles exigences relatives aux PDE adaptés à un usage d'habitation ont été formulées dans le Plan directeur cantonal 2016.

**A**

La Ville de Bienne est favorable à cette adaptation du Plan directeur cantonal, qui offre davantage de flexibilité au niveau des affectations possibles dans le secteur Masterplan. Les nouvelles exigences formulées à ce sujet sont adaptées et correspondent aux objectifs de développement biennois.

**Kanton Solothurn**

Bei der Weiterentwicklung des Standorts 43 Niederbipp, Stockmatte sind insbesondere die Verkehrsauswirkungen mit der Gemeinde Oensingen abzustimmen.

**A**



**EVP Kanton Bern**

Neu gibt es im Richtplan eine Differenzierung von ESPs mit und solchen ohne Wohnnutzung. Wir erachten die Möglichkeit eines Anteils Wohnnutzung als sinnvoll. Hingegen scheint uns die Differenzierung zwischen ESPs mit und solchen ohne Wohnnutzung willkürlich, wenn wir z.B. die ESPStandorte in Burgdorf (mit Wohnnutzung) und in Worb (ohne Wohnnutzung) vergleichen. Diese Ungleichbehandlung können wir nicht nachvollziehen. Dies umso mehr, als die Gemeinde Worb selber einen Wohnanteil wünscht. Der betreffende ESP liegt nahe am Dorfkern, in einem Gebiet, das die Gemeinde gerne beleben möchte, und grenzt zugleich an eine Schulanlage, was ebenfalls für einen Wohnanteil spricht. Sowohl in Burgdorf wie in Worb liegen die ESPs in Bahnhofnähe. Der Bahnhof Worb Dorf aber ist ein reiner Personenbahnhof, währenddem der Bahnhof Burgdorf ein volles Leistungsangebot bieten kann.

**C** Die Bestimmungen zum Wohnanteil in den ESP wurden von der kantonalen Arbeitsgruppe ESP im Hinblick auf das Richtplancontrolling'16 erarbeitet. Dabei wurden Kriterien aufgestellt, die für alle ESP im Kanton gelten. Im Gegensatz zum ESP Burgdorf Bahnhof genügt der ESP Worb Worboden diesen Kriterien nicht.

**SVP Kanton Bern**

Wohnnutzung in geeigneten ESPs: Die Bezeichnung von ESP mit Potential für Wohnnutzungen wird ausdrücklich begrüsst. Es bietet sich so die Möglichkeit, Wohn- und Arbeitsplatz-Kombinationen zu verbessern und so Pendelverkehr zu reduzieren. Wir sehen hier zudem grosses Potential für den haushälterischen Umgang mit dem Boden. Eine Bauweise, welche in die Höhe strebt, ermöglicht gute Kombinationen, ohne zusätzlich Land zu beanspruchen. Zu nennen ist hier insbesondere der ESP Wankdorf, wo aus unserer Sicht grosses Potential bestünde, indem auf die bestehenden Bürogebäude weitere Geschosse an Wohnungen realisiert werden könnten. Es gibt noch bisher ungenützte Chancen. Die Planung und Koordination muss noch deutlich besser werden.

**A**

ESP Stockmatte Niederbipp: Die Erschliessung ist abzustimmen mit Nachbargemeinden und dem Kanton Solothurn, auf die Schonung von Fruchtfolgeflächen ist zu achten.

**A**

Die Aufnahme der ESP-D Herzogenbuchsee Bahnhof sowie SAZ Ins Zbandmatte werden nicht bestritten, da dies der Umsetzung von Regierungsbeschlüssen entspricht.

**A****Berner Bauern Verband**

Die Aufnahme der ESP-D Herzogenbuchsee Bahnhof sowie SAZ Ins Zbandmatte werden nicht bestritten, da dies der Umsetzung von Regierungsbeschlüssen entspricht.

**A**

Wohnnutzung in geeigneten ESPs: Die Bezeichnung von ESP mit Potential für Wohnnutzungen wird begrüsst. Es bietet sich so die Möglichkeit, Wohn und Arbeitsplatz Kombinationen zu verbessern und so Pendelverkehr zu reduzieren. Wir sehen hier zudem grosses Potential für den haushälterischen Umgang mit dem Boden. Eine Bauweise, welche in die Höhe strebt, ermöglicht gute Kombinationen ohne zusätzlich Land zu beanspruchen. Als Beispiel im ESP Wankdorf wäre aus unserer Sicht grosses Potential bestanden, indem auf die bestehenden Bürogebäude weitere Geschosse an Wohnungen realisiert worden wären. Hier muss die Planung und Koordination noch deutlich besser werden.

**A****Berner KMU**

Mit der Anpassung auf der Rückseite (Seite 3 von 3) des Massnahmenblatts C\_04 soll die Entwicklung von «zusätzlichem» Wohnraum in wirtschaftlichen Entwicklungsschwerpunkten (ESP) eingeschränkt werden. Für eine zulässige zusätzliche Wohnnutzung gelten bestimmte Anforderungen. Darunter wird von der «Ansiedlung von Arbeitsplätzen mit hoher Wertschöpfung» gesprochen. Welche Arbeitsplätze darunterfallen sollen, wird nicht beschrieben. Vermutungshalber werden Arbeitsplätze des Gewerbes kaum dazu zu zählen sein. Diese Stossrichtung ist nicht zu unterstützen. Auch das Gewerbe bedarf der Möglichkeit von zentrumsnahen Standorten, um seine Kunden bedienen zu können. Dessen Verdrängung aus den Zentren führt des Weiteren zur Dezentralisierung, welche es gemäss Kapitel C1 explizit zu stoppen gilt. Die Verdrängung von Gewerbe mit Arbeitsplätzen mit relativ tiefer Wertschöpfung (Blumengeschäfte, Bäckereien, Coiffeurläden, Gastgewerbe, etc.) hat nicht zuletzt einen reduktiven Einfluss auf die Lebensqualität der Bewohner eines Siedlungsgebiets (aktuelle Themen in der städtischen Diskussion: «Tote Schaufenster», «Verlust der Vielfalt des Angebots – Lädelisterber», «lebendige Innenstadt», etc.). Auf die Verwendung des undefinierten Begriffs der «Arbeitsplätze mit hoher Wertschöpfung» ist zu verzichten.

**B**

Teilweise berücksichtigt. Alle Anforderungen an zusätzlichen Wohnanteil bewirken, dass Arbeitsplätze konzentriert an gut erschlossenen Standorten angesiedelt werden. Um zu verhindern, dass potentielle Arbeitsplätze mit hoher Wertschöpfung im ESP durch eine Wohnnutzung verdrängt werden, verlangt Alinea 4, dass die Standortgemeinde nachweist, dass der ESP den Baulandbedarf für Arbeitsplätze mit hoher Wertschöpfung abdeckt und kein zusätzlicher Bedarf ausserhalb des ESP-Perimeters absehbar ist. Der 4. Alinea "Nachweis Baulandbedarf Arbeiten" wird wie folgt präzisiert: Die Nachweispflicht dafür, dass kein zusätzlicher Bedarf an Bauland besteht, ist auf Bauland für Dienstleistungsbetriebe mit hoher Wertschöpfung beschränkt.

**Dialog Nordquartier**

Das Verhältnis des kantonalen Richtplans zum Richtplan der ESP ist uns zu wenig klar. Beispielsweise wird im Richtplan ESP Wankdorf oft von der Abstimmung von Siedlung und Verkehr gesprochen. Bisher haben wir das so verstanden, dass Zusatznutzungen so dosiert werden, dass die bestehenden Verkehrsanlagen den Zusatzverkehr bewältigen können. Mit dem geplanten Ausbau der Bolligenstrasse und dem benachbarten Projekt des ASTRA scheint das neuerdings umgekehrt zu laufen: Ausbau der Verkehrsanlagen auf Vorrat. Hier müsste der kantonale Richtplan Vorgaben vorsehen, um den Ausbau der Verkehrsanlagen in Grenzen zu halten. Der Kanton müsste insbesondere der Stadt behilflich sein, dass sich vom Guisanplatz aus kein zusätzlicher Fremverkehr in die Wohnquartiere ergiesst. Evtl. könnten dieser Einwand auch in einer späteren Anpassung des Richtplans Eingang finden.

**A**

Die Abstimmung von Siedlung und Verkehr ist ein Oberbegriff. Er beinhaltet verschiedene Strategien und Massnahmen. Der Kantonale Richtplan und das ESP-Programm wie auch die Regionalen Gesamt-, Verkehrs- und Siedlungskonzepte und die Agglomerationsprogramme zielen darauf ab, eine geordnete Besiedlung und ein funktionierendes, umweltverträgliches Verkehrssystem zu stärken. Dabei hat ein funktionierender Verkehrsfluss auf dem Hauptverkehrsnetz eine hohe Bedeutung, damit der öffentliche Verkehr bevorzugt behandelt werden kann und für Velofahrende und Fussgänger gesicherte und komfortable Verbindungen zur Verfügung stehen. Insbesondere im Anschlussystem zur Autobahn haben deshalb – auch zum Schutz des umliegenden Siedlungsgebietes – leistungsfähige Hauptachsen oberste Priorität.

Beim ESP Wankdorf ist auf Seite 25 die Signatur (4) dazugekommen: «ESP, welche sich auch für Wohnnutzung eignen». Wir begrüssen diese Anpassung ausdrücklich (sie kommt freilich sehr spät) und möchten sie noch verstärken. In diesem Zusammenhang erwähnen wir eine bekannte Tatsache, die für die Stadt Bern gilt: In keiner Stadt der Schweiz liegt das Verhältnis von Arbeitsplätzen zu Wohnplätzen derart hoch wie in Bern.

Die Bedingungen auf Seite 26: «Anforderungen an ESP-Standorte, welche sich für Wohnnutzung eignen» sind uns deshalb zu restriktiv. Zitat: «Um eine koordinierte Entwicklung zu gewährleisten, welche die verschiedenen raumplanerischen und wirtschaftspolitischen Interessen berücksichtigt, wird in diesen Standorten eine Nutzungsdurchmischung zugelassen.» Richtig wäre jedoch für den ESP Wankdorf «eine Nutzungsdurchmischung zu fördern». Ebenso restriktiv ist die Formulierung «Die Standortgemeinde weist nach, dass kein zusätzlicher Baulandbedarf für Arbeitsplätze mit hoher Wertschöpfung ausserhalb des ESP-Perimeters absehbar ist. Der Nachweis ist offenzulegen.» Wir vermissen bei dieser Formulierung eindeutig die stadtplanerische Gesamtsicht und legen dies an einem Beispiel dar: Im Stadtentwicklungskonzept Bern (STEK 2016) ist beispielsweise das Kasernenareal als «Chantier» festgelegt. Das heisst, dass dort eine Verdichtung vorgesehen ist. Nun befindet sich dieses Areal ebenfalls im Perimeter des ESP Wankdorf. Aus unserer Sicht besteht mit den erwähnten restriktiven Bedingungen für den Wohnungsbau die Gefahr, dass dort anstelle von Wohnungen erneut zusätzliche Arbeitsplätze entstehen. Wir fordern, dass die obige Formulierung zugunsten der Gesamtsicht resp. der Wohnnutzung angepasst wird.

### Kantonal-Bernischer Baumeisterverband

Der ESP Herzogenbuchsee Bahnhof und die SAZ Ins Zbangmatte wurde neu im Massnahmenblatt aufgenommen. Zudem soll an besonders zentralen und hervorragend erschlossenen ESP die Nutzungsdurchmischung angegangen werden. Die Anforderungen an ESP Standorte, die sich auch für Wohnraum eignen, wurden im Massnahmenblatt detailliert aufgenommen und aufgeführt. Der Kantonal-Bernischer Baumeisterverband befürwortet die Aufnahme des ESP Herzogenbuchsee und der SAZ Ins Zbangmatte in das Massnahmenblatt. Die Gemeinden Herzogenbuchsee und Ins können damit ihre Standortattraktivität weiter steigern. Mit der Massnahme, zentrale und gut erschlossene ESP's auch für die Wohnnutzung zuzulassen, wird die wirtschaftliche Entwicklung des Kantons Bern unterstützt.

### Pro Natura Bern

Das Massnahmenblatt enthält neu den Standort Nr. 45 Ins Zbangmatte zwischen Bahnhof und T10, dessen Fläche teilweise bereits eingezont ist. Damit zeigt sich die typische Entwicklung bei Umfahrungenstrassen (und Autobahnen), dass zuerst bei den Auf- und Abfahrten, und danach auch auf weiteren anstossenden Flächen Neubauten wuchern. Die unselige Landi stellt bereits ein negatives Präjudiz dar. Das Ausgreifen des Siedlungsgebiets ins Grosse Moos ist aber aus raumplanerischen und Landschaftsschutz-Gründen abzulehnen. Antrag: Auf die Aufnahme des Standorts ist zu verzichten.

### Quartierkommission Bümpliz-Bethlehem QBB

Die QBB beschränkt sich auf eine Stellungnahme zu den Anpassungen des Massnahmenblatts C\_04 Kantonale Entwicklungsschwerpunkte (ESP). Die QBB ist von diesen Anpassungen direkt betroffen, da der Premium ESP Ausserholligen in ihrem Einflussgebiet liegt.

Die QBB begrüsst, dass eine gegenüber dem aktuellen Planungsstand erhöhte Wohnnutzung an den ESP-Standorten thematisiert wird. Insbesondere die zentral gelegenen ESP bedürfen unserer Ansicht des sich abzeichnenden nachhaltig sinkenden Bedarfs an Büroflächen einer grundsätzlichen Überarbeitung der bisherigen planerischen Konzeption. Der ESP Wankdorf zeigt beispielhaft, dass mit funktionengetretenen Anordnung grosskörniger Volumina mit einer einseitigen Fokussierung auf „Arbeitsplätze mit sogenannt hohen Wertschöpfung“ (in der Regel Büroarbeitsplätze) kein attraktiver, lebendiger Ort werden kann. Die Stadt Bern bekennt sich zu einer „grünen Wohn- und Arbeitsstadt“. Diese zeichnet sich durch verträgliches Neben- und Miteinander zwischen Wohnen und Arbeiten, sowie kurze Wege aus. Diese Ziele sollen mit einer Siedlungsentwicklung verfolgt werden, welche einen breiten Nutzungsmix zulässt, der auch geläufig „nicht als hochwertig“ bezeichnete Arbeitsplätze kleinerer und mittelgrosser Gewerbebetriebe umfasst. Diese für die Versorgung einer Stadt wichtigen Betriebe drohen immer mehr aus der Stadt verdrängt zu werden.

Die gemäss Entwurf der Richtplananpassung zu erbringenden Nachweise zur Erhöhung des Wohnanteils eines ESP scheinen uns als nicht zielführend und gleichzeitig als zu aufwändig. Die QBB beantragt einen Verzicht auf die Nachweise zur Festlegung eines zusätzlichen Wohnanteils an einem ESP-Standort. Die geforderten räumlichen Analysen werden im Rahmen von Ortsplanungsrevisionen sowieso von den Standortgemeinden durchgeführt. Dabei soll sichergestellt werden, dass die Zielsetzungen eines ESP auf die städtischen Planungsziele abgestimmt sind. Im Verständnis der QBB lässt sich Urbanität nicht auf baulich verdichteten Wohnraum und hochwertige Arbeitsplätze reduzieren. Sie setzt vielmehr Interaktion und Vielfalt voraus, deren organischer Entwicklung Zeit eingeräumt werden muss und nicht durchgeplant werden kann. Die im Richtplan formulierten Richtlinien zu den ESP-Standorten müssen vielfältigere Nutzungen – auch wertschöpfungsärmeres Gewerbe und Wohnnutzungen – zulassen. Standorte wie der ESP Ausserholligen – zentral, aber durchzogen von grösseren Verkehrsachsen und deshalb mit einem gewissen „Manko“ behaftet – bringen ideale Voraussetzungen für solche vielfältigen, lebendigen Quartiere mit sich. Insbesondere soll in Entwicklungsschwerpunkten auch kostengünstiger Wohnraum angeboten werden. Weiter ist zentral, dass Entwicklungsschwerpunkte gut mit ihrer Umgebung vernetzt und in diese integriert werden. Sie sollten kein „Drop in“ in bestehende städtische Strukturen darstellen, sondern sorgfältig auf diese abgestimmt und in diese integriert werden.

**B** Teilweise berücksichtigt. Mit der Möglichkeit einer Nutzungsdurchmischung in besonders zentralen und hervorragend erschlossenen ESP soll die Attraktivität dieser Standorte gesteigert sowie ein Beitrag zur Siedlungsentwicklung nach innen geleistet werden. Dabei soll aber die grundsätzliche Ausrichtung des ESP dieselbe bleiben, nämlich Arbeitsplätze konzentriert an gut erschlossenen Standorten anzusiedeln. Die Anforderungen wurden erneut geprüft. Der 4. Alinea "Nachweis Baulandbedarf Arbeiten" wird modifiziert: Die Nachweispflicht dafür, dass kein zusätzlicher Bedarf an Bauland besteht, ist auf Bauland für Dienstleistungsbetriebe mit hoher Wertschöpfung beschränkt.

**A** Der Standort Ins Zbangmatte stellt aus kantonaler Sicht ein prioritäres Gebiet im Bereich Arbeiten dar. Er wurde 2015 ins kantonale ESP-Programm als strategische Arbeitszone aufgenommen. Mit dem ESP-Programm verfolgt der Kanton seit mehr als 25 Jahren das Ziel, Arbeitsplätze konzentriert an ausgesuchten Standorten anzusiedeln. Der Kanton gestaltet damit nicht nur seine wirtschaftliche Entwicklung nachhaltig. Er trägt auch – durch die gezielte Entwicklung am richtigen Ort – zum Erhalt der hohen Lebensqualität bei.

**A** Die QBB beschränkt sich auf eine Stellungnahme zu den Anpassungen des Massnahmenblatts C\_04 Kantonale Entwicklungsschwerpunkte (ESP). Die QBB ist von diesen Anpassungen direkt betroffen, da der Premium ESP Ausserholligen in ihrem Einflussgebiet liegt. Die QBB begrüsst, dass eine gegenüber dem aktuellen Planungsstand erhöhte Wohnnutzung an den ESP-Standorten thematisiert wird. Insbesondere die zentral gelegenen ESP bedürfen unserer Ansicht des sich abzeichnenden nachhaltig sinkenden Bedarfs an Büroflächen einer grundsätzlichen Überarbeitung der bisherigen planerischen Konzeption. Der ESP Wankdorf zeigt beispielhaft, dass mit funktionengetretenen Anordnung grosskörniger Volumina mit einer einseitigen Fokussierung auf „Arbeitsplätze mit sogenannt hohen Wertschöpfung“ (in der Regel Büroarbeitsplätze) kein attraktiver, lebendiger Ort werden kann. Die Stadt Bern bekennt sich zu einer „grünen Wohn- und Arbeitsstadt“. Diese zeichnet sich durch verträgliches Neben- und Miteinander zwischen Wohnen und Arbeiten, sowie kurze Wege aus. Diese Ziele sollen mit einer Siedlungsentwicklung verfolgt werden, welche einen breiten Nutzungsmix zulässt, der auch geläufig „nicht als hochwertig“ bezeichnete Arbeitsplätze kleinerer und mittelgrosser Gewerbebetriebe umfasst. Diese für die Versorgung einer Stadt wichtigen Betriebe drohen immer mehr aus der Stadt verdrängt zu werden.

**B** Teilweise berücksichtigt. Mit der Möglichkeit einer Nutzungsdurchmischung in besonders zentralen und hervorragend erschlossenen ESP soll die Attraktivität dieser Standorte gesteigert sowie ein Beitrag zur Siedlungsentwicklung nach innen geleistet werden. Dabei soll aber die grundsätzliche Ausrichtung des ESP dieselbe bleiben, nämlich Arbeitsplätze konzentriert an gut erschlossenen Standorten anzusiedeln. Die Anforderungen wurden erneut geprüft. Der 4. Alinea "Nachweis Baulandbedarf Arbeiten" wird modifiziert: Die Nachweispflicht dafür, dass kein zusätzlicher Bedarf an Bauland besteht, ist auf Bauland für Dienstleistungsbetriebe mit hoher Wertschöpfung beschränkt.

**Quartiermitwirkung Stadtteil 3**

Der ESP Ausserholligen liegt grösstenteils auf dem Gebiet des Stadtteils 3 und nimmt eine wichtige Rolle nicht nur in der Quartierentwicklung sondern in der gesamten Stadtentwicklung der nächsten Jahre ein. So haben wir uns schon in anderen Stellungnahmen zum ESP Ausserholligen geäussert, z. B. im Stadtentwicklungskonzept 2016 (STEK) oder dem Regionalen Gesamtsiedlungs- und Verkehrskonzept (RGSK) (Beilagen). Wir unterstützen es sehr, dass mit dieser Anpassung der ESP Ausserholligen nicht nur für Gewerbenutzung sondern auch fürs Wohnen zur Verfügung stehen soll. Im Bereich des ESP eignen sich mehrere Teilgebiete ausgezeichnet für eine Wohnnutzung. In einem guten Mix sollen sich die Nutzungen so ergänzen, dass der ESP belebt und zu allen Wochentagen und Tageszeiten genutzt werden kann und die Sicherheit im öffentlichen Raum damit jederzeit gewährleistet ist. So wünschen wir uns, dass verschiedene und unterschiedlich grosse Gewerbe und Dienstleistungsfirmen ihren Platz auf dem ESP finden werden. Und es sollten verschiedene Wohnungstypen und insbesondere günstiger Wohnraum angeboten werden können. Wichtig ist uns ausserdem, dass die Gebiete des ESP intern sowie auch mit den umliegenden (Wohn-)quartieren sehr gut vernetzt werden.

Die Liste der zahlreichen Anforderungen, welche nachweisen sollen, dass eine Wohnnutzung auf einem ESP gerechtfertigt ist, hinterlässt bei uns Fragen. Wir können deren Auswirkungen zu wenig abschätzen. Es scheint uns aber angebracht, die Anforderungen auf ein notwendiges Mass zu beschränken. Es macht aus unserer Sicht nicht Sinn, dass ein optimal erschlossener Ort nicht für Wohnraum genutzt werden kann, während die Standortgemeinde (Stadt) dazu gezwungen wird, Gebiete ohne jegliche Infrastruktur mit grossem Aufwand fürs Wohnen bereitzustellen.

**VCS Bern**

Der VCS begrüsst die Bezeichnung von möglichen Wohnnutzungen in gewissen ESP. Es sollen insbesondere jene Standorte in Gemeinden mit Wohnungsknappheit in diesem Sinne erweitert werden. Diese Standorte sind sehr gut mit dem öV erschlossen und daher muss eine autoreduzierte Wohnplanung erfolgen. Die Kombination von VIV-Standort und Wohnnutzung muss genau durchdacht werden, damit kein Nutzungskonflikt entsteht.

Antrag: Der VCS fordert, dass die VIV in ESP mit kombinierten Wohnnutzungen einen Modalsplit von 20% (MIV) zu 80% (öV, Langsamverkehr) anstreben sollen.

**A****B****C**

Teilweise berücksichtigt.

Mit der Möglichkeit einer Nutzungsdurchmischung in besonders zentralen und hervorragend erschlossenen ESP soll die Attraktivität dieser Standorte gesteigert sowie ein Beitrag zur Siedlungsentwicklung nach innen geleistet werden. Dabei soll aber die grundsätzliche Ausrichtung des ESP dieselbe bleiben, nämlich Arbeitsplätze konzentriert an gut erschlossenen Standorten anzusiedeln. Die Anforderungen wurden erneut geprüft. Der 4. Alinea "Nachweis Baulandbedarf Arbeiten" wird modifiziert: Die Nachweispflicht dafür, dass kein zusätzlicher Bedarf an Bauland besteht, ist auf Bauland für Dienstleistungsbetriebe mit hoher Wertschöpfung beschränkt.

Die Rahmenbedingungen, an welche die Planung bzw. Errichtung eines VIV gebunden ist, sind im RPG, der BauV und dem kant. Richtplan (Massnahmenblatt B\_01) definiert. Die Koppelung an einen Modalsplit gehört, unabhängig vom VIV-Standort, nicht dazu. Auch in den sich in Erarbeitung befindenden Ausführungsbestimmungen zum Thema VIV (Vollzugshilfe zum MB B\_01) ist dieses nicht vorgesehen. Die Festlegung eines VIV erfordert jedoch eine sorgfältige raumplanerische Gesamtbetrachtung, welche die verschiedenen tangierten Nutzungen und Interessengruppen im Betrachtungsperimeter des VIV berücksichtigt. Dazu gehören neben lufthygienischen und infrastrukturellen Überlegungen (Strassenkapazität, öV-Mindestangebot, PP-Angebot etc.) selbstverständlich auch Wohnnutzungen im Perimeter des VIV, und zwar unabhängig davon, ob sich der Standort in einem ESP befindet oder nicht.

**C\_14: Sites d'extraction nécessitant une coordination à un niveau supérieur****Conférence des Maires du Jura bernois et Association régionale Jura-Bienne**

Concernant les sites d'extraction et de de décharges, nous vous signalons que nous sommes en train de réviser notre plan directeur régional. Notre assemblée des délégués devra approuver les nouveaux sites proposés le 31 mai prochain.

**A****Entwicklungsraum Thun**

Im Weiteren verweisen wir auf die aktuell laufende Gesamtrevision der Richtplanung ADT ERT bzw. TOW (Stand kant. Vorprüfung). Daraus ergeben sich möglicherweise weitere Standorte.

**A**

Aus dem gültigen Richtplan Abbau und Deponie Thun-InnertPort fehlt der bestehende Standort „Gipsgrube Rigips“ in Krattigen und Leissigen, wo jährlich rund 100'000 m3 Gips und Anhydrit abgebaut werden. Der Standort ist nutzungsplanerisch gesichert (Ausgangslage) und in Betrieb. Als übergeordnetes Interesse ist der Wald betroffen.

**C**

Muss beim nächsten kantonalen Richtplancontrolling geprüft werden.

**Regionalkonferenz Bern-Mittelland**

Die in diesem Massnahmenblatt vorgenommen Anpassungen unterstützen wir im Sinne der Koordination mit dem Synthesebericht RGSK II und der Fortschreibung und Aktualisierung vorbehaltlos.

**A**

Nachstehende Eingabe wird bei C\_14 nur zur Information eingefügt; Antwort wird in den Bemerkungen zu C\_04 gegeben:

**D**

Siehe Bemerkung im C\_04

Zum SAZ-Standort Nr. 23 Schönbrunnen: Die Regionalkonferenz Bern-Mittelland erarbeitet aktuell den Regionalen Richtplan ADT RKBM. In der Region und insbesondere im Teilraum Nord und West besteht derzeit ein akuter Mangel an Ablagerungsvolumen für unverschmutzten Aushub. Abhilfe soll hier der im Regionalen Richtplan ADT aufgenommene Standort Obermoos (Nr. 117, Gemeinden Deisswil, Münchenbuchsee, Rapperswil) schaffen. Der Standort Obermoos wird durch den SAZ-Standort Nr. 23 Schönbrunnen überlagert. Die Standorteingabe Obermoos/Schönbrunnen passt jedoch sehr gut ins regionale Ver- und Entsorgungskonzept.

Mit einem Gesamtvolumen von 2.24 Mio. m3 an hervorragend erschlossener Lage sorgt sie für eine erhebliche Entlastung im Raum Nord der RKBM. Gleichzeitig kann die Ablagerung auch zur Bodenverbesserung einer 56 ha grossen Landwirtschaftsfläche genutzt werden. Der Standort Obermoos/Schönbrunnen ist unabhängig vom Kiesabbau und gewährleistet damit die angestrebte Kontinuität in der Verfügbarkeit. Er ist in der Lage, bei Bedarf kurzfristig auch grössere Mengen anzunehmen.

Aus den genannten Gründen ist der Standort Obermoos/Schönbrunnen gemäss Eingabe mit dem Koordinationsstand „Festsetzung“ in den Richtplan ADT aufgenommen worden. Nun hat sich im Rahmen der Bereinigungsgespräche gezeigt, dass der Kanton diesen Koordinationsstand bestätigt, sobald er aus der SAZ Nr. 23 Schönbrunnen entlassen wird. Bis dahin wird er lediglich als Zwischenergebnis im Richtplan ADT RKBM aufgenommen. Für die Standortbetreiber und Gemeinden würde mit dem Koordinationsstand Zwischenergebnis eine Ungewissheit bezüglich Nutzungs- und Betriebsplanung bestehen bleiben und für die Region RKBM ein wichtiger Standort im Ver- und Entsorgungskonzept des Regionalen Richtplans ADT mittelfristig nicht zur Verfügung stehen.

Dementsprechend hat die Kommission für Raumplanung der RKBM bereits am 8. Dezember 2016 ein entsprechendes Gesuch um Entlassung des Standort Obermoos aus der SAZ eingereicht.

**Verein seeland.biel/bienne**

Wir beantragen, alle Abbau- und Deponiestandorte gemäss Richtplan ADT Biel-Seeland in den Richtplan aufzunehmen, da alle Standorte Bundesinteressen (FFF, Wald) betreffen und einen entsprechenden Koordinationsbedarf aufweisen. Aus unserer Region sind demnach folgende Standorte zusätzlich im Richtplan aufzuführen:

Pieterlen: Greuschenhubel, Gryfenberg, Wald, FS/ZE

Biel: Vorberg, Wald, FS/VO

Lyss: Chrützwald, Wald, A/VO

Rapperswil: Zilmatt, FFF, FS/ZS/VO

Schüpfen: Gritt, Wald, FS/VO

Radelfingen: Bodenacher, FFF, FS

Finsterhennen / Siselen: Höchi/Girisberg, FFF, A

Lengnau: Firis-Neuban, Wald, A/VO

Leuzigen: Leuzigenwald, Wald, A/VO

Leuzigen: Dennier, FFF, A/V

**Gemeinde Gerzensee**

Die Anpassungen des Richtplans folgen grösstenteils aus der Zusammenführung der verschiedenen Regionalen Gesamtverkehrs- und Siedlungskonzepten (RGSK) und auch die Erkenntnisse aus den Sachplanungen Abbau, Deponie, Transporte (ADT) sind eingeflossen.

**A**

Die Richtplananpassungen werden zustimmend zur Kenntnis genommen.

**Gemeinde Hasle b. Burgdorf**

Der Gemeinderat verzichtet auf eine ausführliche Stellungnahme zu den vorgesehenen Anpassungen. Die Erweiterung des Kiesabbaugebiets wird durch die Gemeinde begleitet.

**A****Gemeinde Lengnau**

Die Aufnahme des Neubans als übergeordneter Standort mit Koordinationsbedarf wird begrüsst. Dabei ist der Wasserversorgung jedoch grösste Beachtung zu schenken und es ist auf da Risiko i.S. Grundwasserschutzzone hinzuweisen.

**E**

Die Thematik Wasserversorgung und Grundwasserschutzzone wird auf Stufe Nutzungsplanung abgeklärt werden müssen.

**Gemeinde Saanen**

Antrag: Standort Nr. 14 Marchgrabe löschen  
 Begründung: Das Massnahmenblatt C\_14 soll an den Teilrichtplan Abbau, Deponie und Transporte (ADT) der Bergregion Obersimmental Saanenland angepasst werden. Der Teilrichtplan Abbau, Deponie und Transporte (ADT) der Bergregion Obersimmental Saanenland wurde am 12. September 2016 beim Amt für Gemeinden und Raumordnung (AGR) zur Vorprüfung eingereicht. Der Vorprüfungsbericht ist datiert auf den 21. Dezember 2016.

**C** Muss bei nächster kantonalen Richtplanrevision geprüft werden. Der zur Vorprüfung eingereichte regionale Richtplan wurde noch nicht genehmigt, darum ist er auch nicht Bestandteil dieser kantonalen Richtplanrevision.

**Gemeinde Trachselwald**

Gemäss Massnahme C 14 wird der Standort Nr. 34 Pfaffenboden (Uf de Achere) in den Gemeinden Trachselwald und Lützelflüh neu in den Richtplan aufgenommen. Als betroffenes Interesse werden die Fruchtfolgeflächen angegeben, der Koordinationsstand als Festsetzung eingestuft. Wir sind mit dem Koordinationsstand Festsetzung nicht einverstanden. Aus unserer Sicht muss eine Koordination mit weiteren Interessen auf Stufe Region und Bund noch erfolgen, insbesondere mit folgenden Aspekten:

- Landschaft: Regionales Landschaftsschutzgebiet gemäss Teilrichtplan Landschaft der Regionalkonferenz Emmental
- Ortsbild: Dorf Trachselwald (zum Teil in der Gemeinde Lützelflüh liegend) als Ortsbild von nationaler Bedeutung gemäss Inventar der schützenswerten Ortsbilder der Schweiz (ISOS)
- Kulturgüter: Schlossbezirk als Teil des ISOS-Objektes.

Die Gemeinde Trachselwald wird deshalb im Rahmen der laufenden Ortsplanung keine grundeigentümergebundenen Festlegungen veranlassen. Unseres Erachtens hat eine entsprechende Interessenabwägung unter Einbezug aller Beteiligten, so auch der Gemeinde Trachselwald, noch nicht stattgefunden. Deshalb beantragen wir, den Koordinationsstand auf Vororientierung zurückzustufen.

**C** Das Erweiterungsgebiet ist bereits im regionalen Richtplan von 2003 festgesetzt.

**Gemeinde Treiten**

Unterstützen kann der Gemeinderat den derzeitigen Ausbau der BLS-Strecke auf Doppelspur. Auch wenn Treiten momentan keinen direkten Anschluss an den OeV hat, werden sich nach Auffassung des Gemeinderates positive Auswirkungen zeigen. In diesem Zusammenhang möchte die Gemeinde Treiten erwirken, dass der Abbaustandort Treiten/Finsterhennen als Standort von schweizerischer Bedeutung und Wichtigkeit klassiert wird. Der Abbauort ist von nationaler Bedeutung für die Produktion von Bahnschwellen und somit bedeutend für einen hohen qualitativen Unterhalt und Ausbau der Bahninfrastruktur in der Schweiz. Ebenso besteht eine rege Nachfrage aus dem umliegenden Ausland.

**C** Wird ggf. bei nächster kantonalen Richtplanrevision geprüft.

**Kanton Freiburg**

Wir nehmen mit Interesse aber gerne folgendes zur Kenntnis:

> Massnahme C 14, Abbaustandorte mit übergeordnetem Koordinationsbedarf Standorte "Challnechwald", "Oberholz-Riedern" und "Bim heilige Boum" sind neu Abbaustandorte mit übergeordnetem Koordinationsbedarf.

Hinweis: Aufführen des Kantons Freiburg (Nachbarskantone) unter "Betroffenes Interesse" bei Nr. 45 Kallnach.

**B** Der Standort Challnechwald ist wie erwähnt ein neuer Standort. Der Kanton Freiburg wird unter der Kategorie "Betroffenes Interesse" aufgenommen. Die Standorte Oberholz-Riedern (Koordinationsstände AL, FS, ZE und VO) und "Bim heilige Boum" (Koordinationsstände AL und FS) sind Erweiterungen von bestehenden Standorten.

**Kanton Solothurn**

Der Standort 53 Lengnau Neuban wird als neuer Standort in der Abstimmungskategorie Zwischenergebnis in den Richtplan aufgenommen. Er dient als Ersatz des Abbaugebiets Firsi in Grenchen. Die Erschliessung des neuen Standorts ist mit der Stadt Grenchen abzustimmen. Bei den betroffenen Interessen ist deshalb der Kanton Solothurn aufzuführen.

**B** Unter der Kategorie "Betroffenes Interesse" wird der Kanton Solothurn aufgenommen.

**EVP Kanton Bern**

Die neuen Abbaustandorte beanspruchen viel Fruchtfolge- und Waldflächen. Wir sehen zwar ein, dass es diese Standorte wohl früher oder später brauchen wird, sehen aber auch, dass sie im Widerspruch zur Erhaltung von Fruchtfolge- und Waldflächen stehen. Für den Wald gibt es dazu detaillierte gesetzliche Regelungen. Für die Fruchtfolgeflächen ist hingegen der Schutz unseres Erachtens weniger gut. Es bedarf deshalb einer Regelung, wonach Abbaustandorte in Fruchtfolgeflächen nur dann verfügbar gemacht werden sollten, wenn alte Standorte in gleichem Umfang regeneriert werden. Dabei wäre auch eine zeitliche Überlappung möglich, z.B. in dem Sinne, dass spätestens fünf Jahre nachdem der Abbau an einem neuen Standort begonnen wird, ein alter Standort regeneriert sein muss.

**A** Die strengen Vorschriften bzgl. Kulturland und insbesondere auch FFF, die im Rahmen der Baugesetzrevision 2016 erarbeitet wurden, fordern eine Interessensabwägung (Entscheidbaum) bei allen Nutzungen von FFF, auch bei temporären, wie im Bereich ADT (siehe AHOP Umgang mit Kulturland).

**FDP.Die Liberalen Kanton Bern**

Im Bereich Materialabbau regen wir folgende zusätzlichen Anpassungen an: Die Ziele und Grundsätze des Sachplans ADT sind in den Kantonalen Richtplan aufzunehmen. Bei der Massnahme C14 «Abbaustandorte mit übergeordnetem Koordinationsbedarf» sind alle Standorte aufzuführen, die einen Beitrag zur Gewährleistung der planerischen Eigenversorgung des Kantons leisten.

**D** Das Anliegen wird zur Kenntnis genommen, steht im Rahmen der laufenden kantonalen Richtplanrevision aber nicht zur Diskussion.

Begründung: Gemäss Art. 104 Abs. 1 BauG muss der Kantonale Richtplan die Vorgaben des Sachplans ADT berücksichtigen. Durch die Aufnahme in den Richtplan erhält die kantonale Vorsorgepolitik die ihr gebührende Bedeutung. Die Aufnahme sämtlicher Abbaustandorte ist zur Gewährleistung der planerischen Eigenversorgung des Kantons notwendig.

**Berner KMU**

Zum Kapitel C5 «Ver- und Entsorgung» beantragen wir, die wichtigsten Ziele und Grundsätze des Sachplans Abbau, Deponie und Transport (ADT) auf die Stufe des Richtplans anzuheben und damit mit einer höheren Legitimation zu versehen. Im Richtplan sind die folgenden Punkte festzuhalten:

- Planerische Eigenversorgung und -entsorgung des Kantons
- Grundsatz der regionalen Ver- und Entsorgung
- Nationales Interesse an der ausreichenden regionalen Ver- und Entsorgung
- Ziel der Sicherung ausreichender Abbau- und Deponiereserven für die nächsten 30 bis 45 Jahre
- Haushälterischer Umgang mit den natürlichen Kiesressourcen
- Hohe Bedeutung der Materialgewinnung und -entsorgung für die Wirtschaft.

**D** Das Anliegen wird zur Kenntnis genommen, steht im Rahmen der laufenden kantonalen Richtplanrevision aber nicht zur Diskussion.

Wir beantragen, den Titel dieser Massnahme wie folgt zu ändern: «Abbaustandorte von kantonaler Bedeutung». Wir beantragen weiter, unter dem Titel «Ausgangslage» auch alle anderen bestehenden Abbauvorhaben aufzunehmen. Wir weisen in diesem Zusammenhang darauf hin, dass Abbaustandorte in aller Regel eine vorübergehende Beeinträchtigung der landwirtschaftlichen Nutzung zur Folge haben. Das revidierte Baugesetz verlangt deshalb zu Recht bei Materialabbau- und Deponievorhaben mit einer Dauer von bis zu 30 Jahren keine Kompensation.

**D** Das Anliegen wird zur Kenntnis genommen, steht im Rahmen der laufenden kantonalen Richtplanrevision aber nicht zur Diskussion.

### Handels- und Industrieverein des Kantons Bern

Gemäss Art. 104 Abs. 1 BauG muss der Kantonale Richtplan die Vorgaben des Sachplans ADT berücksichtigen. Das heisst, der Richtplan muss sich mit den wichtigen Inhalten des Sachplans ADT befassen. Ein blosser Verweis auf den Sachplan ist nach unserem Dafürhalten unzureichend. Die kantonale Vorsorgepolitik ist raumwirksam und von kantonalem Interesse. Der Kantonale Richtplan muss deshalb die Ziele und Grundsätze des ADT-Bereichs zwingend als eigene Festlegungen aufführen. Nur so werden diese Teil der Genehmigung des Richtplans durch den Bund und erhalten das ihnen gebührende Gewicht. Wir beantragen daher, dass die folgenden Ziele und Grundsätze des Sachplans ADT in Kapitel C5 aufzunehmen:

- Planerische Eigenversorgung und -entsorgung des Kantons
- Grundsatz der regionalen Ver- und Entsorgung
- Nationales Interesse an der ausreichenden regionalen Ver- und Entsorgung
- Ziel der Sicherung ausreichender Abbau- und Deponiereserven für die nächsten 30-45 Jahre
- Haushälterischer Umgang mit den natürlichen Kiesressourcen
- Hohe Bedeutung der Materialgewinnung und -entsorgung für die Wirtschaft.

**D** Das Anliegen wird zur Kenntnis genommen, steht im Rahmen der laufenden kantonalen Richtplanrevision aber nicht zur Diskussion.

Gemäss Art. 8 Abs. 2 RPG sind die Kantone verpflichtet, Vorhaben mit gewichtigen Auswirkungen auf Raum und Umwelt in den Richtplan aufzunehmen. Abbau- und Deponievorhaben haben gewichtige Auswirkungen auf Raum und Umwelt; es sind Projekte, die Jahrzehnte lang dauern, Schwerverkehr generieren und ein grosses Potential an Interessenkonflikten bergen. Sie gehören deshalb auch aus diesem Grund zwingend im Kantonalen Richtplan verankert. Zwecks Gewährleistung der planerischen Eigenversorgung des Kantons ist aus unserer Sicht die Aufnahme sämtlicher Standorte in den Kantonalen Richtplan notwendig. Der Sachplan ADT verlangt die planerische Eigenversorgung und -entsorgung des Kantons. Dieses Ziel ist von kantonalem Interesse. Nebst den 57 Abbaustandorten mit übergeordnetem Koordinationsbedarf sind unter dem Titel „Ausgangslage“ daher auch die bereits bestehenden Standorte aufzunehmen. Mit dieser Anpassung würde die Struktur des Massnahmenblatts C\_14 jener des Massnahmenblatts C\_15 angeglichen.

**D** Das Anliegen wird zur Kenntnis genommen, steht im Rahmen der laufenden kantonalen Richtplanrevision aber nicht zur Diskussion.

Es ist nicht nachvollziehbar, weshalb die Bereiche Versorgung und Entsorgung unter Kapitel C5 zwar als gleichwertige Interessen von kantonaler Bedeutung aufgeführt, in den Massnahmenblättern jedoch derart unterschiedlich behandelt werden. Vor diesem Hintergrund stellen wir die folgenden Anträge:

- Im Massnahmenblatt C\_14 sind alle Abbauvorhaben als Abbaustandorte von kantonaler Bedeutung aufzunehmen und der Titel ist in „Abbaustandorte von kantonaler Bedeutung“ zu ändern.
- Unter dem Titel „Ausgangslage“ sind auch alle anderen bestehenden Abbauvorhaben aufzunehmen.
- Der Sachplan ADT ist entsprechend nachzuführen.

### Kantonal-Bernischer Baumeisterverband

Auf Grund des neu konzipierten Sachplans Abbau, Deponie, Transporte (ADT) wurden die Abbaustandorte, die FFF benötigen, mit übergeordnetem Koordinationsbedarf in den Massnahmen aufgenommen. Art. 8 Abs. 2 RPG verpflichtet die Kantone, Vorhaben mit gewichtigen Auswirkungen auf Raum und Umwelt in den Richtplan aufzunehmen. Abbau- und Deponievorhaben haben gewichtige Auswirkungen auf Raum und Umwelt; es sind Projekte, die Jahrzehnte lang dauern, Schwerverkehr generieren und ein grosses Potential an Interessenkonflikten bergen. Sie gehören auch aus diesem Grund zwingend in den Kantonalen Richtplan. Der Kantonal-Bernische Baumeisterverband begrüsst, dass die Abbaustandorte, die FFF beanspruchen, in die Massnahmen aufgenommen wurden. Aus Sicht unserer Branche wäre es sinnvoll, sämtliche Abbaustandorte in die Massnahmen aufzunehmen, so wie dies bei den Deponien der Fall ist.

**D** Das Anliegen wird zur Kenntnis genommen, steht im Rahmen der laufenden kantonalen Richtplanrevision aber nicht zur Diskussion.

### KSE Bern

Wir sind nach wie vor der Meinung, dass der kant. Richtplan bezüglich des Bereichs Materialabbau nicht konsistent umgesetzt wird. Die folgenden wichtigen Ziele und Grundsätze des Sachplans ADT sind in Kapitel C5 unter Ziffer C51 ff. aufzunehmen:

- Planerische Eigenversorgung und -entsorgung des Kantons
- Grundsatz der regionalen Ver- und Entsorgung
- Nationales Interesse an der ausreichenden regionalen Ver- und Entsorgung
- Ziel der Sicherung ausreichender Abbau- und Deponiereserven für die nächsten 30-45 Jahre
- Haushälterischer Umgang mit den natürlichen Kiesressourcen
- Hohe Bedeutung der Materialgewinnung und -entsorgung für die Wirtschaft.

Begründung: Nach Art. 104 Abs. 1 BauG muss der Kantonale Richtplan die Vorgaben des Sachplans ADT berücksichtigen. Das heisst, der Richtplan muss sich mit den wichtigen Inhalten des Sachplans ADT befassen. Es genügt nicht, nur auf den Sachplan zu verweisen und festzuhalten, dieser enthalte die Ziele, Grundzüge und Grundsätze der kantonalen Vorsorgepolitik. Die kantonale Vorsorgepolitik ist raumwirksam und von kantonalem Interesse. Der Kantonale Richtplan muss deshalb die oben aufgeführten Ziele und Grundsätze des ADT-Bereichs zwingend als eigene Festlegungen aufführen. Nur so werden diese Teil der Genehmigung des Richtplans durch den Bund und erhalten die ihnen gebührende Bedeutung.

**D** Das Anliegen wird zur Kenntnis genommen, steht im Rahmen der laufenden kantonalen Richtplanrevision aber nicht zur Diskussion.

Im Übrigen möchten wir zu den Ergänzungen des Massnahmenblatts C\_14 festhalten, dass uns die wenigsten - unter Einnahme der Optik des Koordinationsbedarfs und in Bezug auf die Fruchtfolgeflächen - als notwendig erscheinen: Wie die Erläuterungen zum Massnahmenblatt C\_14 darlegen, sind Abbaustandorte immer von temporärem Charakter und die Rekultivierung ist gewährleistet. Das revidierte Baugesetz verlangt aus diesem Grund bei Materialabbau- und Deponievorhaben von max. 30 Jahren keine Kompensation (Art. 8b (neu) Abs. 4 Bst. c BauG). Das Bundesrecht legt betreffend FFF lediglich Anforderungen an die Einzonung von FFF fest (Art. 30 Abs. 1 bis RPV). Abbau- und Ablagerungszonen sind aber gemäss Bundesgericht als Nichtbauzonen zu qualifizieren (BGE vom 23.2.2004, 1 A.115/2003, E. 2.5). Art 30 Abs. 1 BauV regelt sogar explizit, dass Abbau- und Ablagerungsvorhaben nicht in der Bauzone errichtet werden dürfen. Bei Abbaustandorten, die Fruchtfolgeflächen (FFF) benötigen, besteht also kein übergeordneter Koordinationsbedarf. Zwar will der Bund wissen, wie sich die FFF des Kantons Bern in Bezug auf Lage, Umfang und Qualität entwickeln. Dazu genügt aber die in Art. 30 Abs. 4 RPV genannte Berichterstattung. Die Genehmigung jedes einzelnen Abbaustandorts in einer FFF durch den Bund ist aus diesen Gründen nicht notwendig. Diejenigen, die länger als 30 Jahre dauern und deshalb kompensiert werden müssen, würden genügen.

D Das Anliegen wird zur Kenntnis genommen.

Antrag: 1. Im Massnahmenblatt C 14 sind alle Abbauvorhaben als Abbaustandorte von kantonaler Bedeutung aufzunehmen und der Titel ist in «Abbaustandorte von kantonaler Bedeutung» zu ändern.

D Das Anliegen wird zur Kenntnis genommen, steht im Rahmen der laufenden kantonalen Richtplanrevision aber nicht zur Diskussion.

2. Aufzunehmen sind unter dem Titel «Ausgangslage» auch alle ändern bestehenden Abbauvorhaben.

3. Der Sachplan ADT ist entsprechend nachzuführen.

Zwecks Gewährleistung der planerischen Eigenversorgung des Kantons ist aus unserer Sicht die Aufnahme sämtlicher Standorte in den Kantonalen Richtplan notwendig. Der Sachplan ADT verlangt die planerische Eigenversorgung und -entsorgung des Kantons (Grundzug 1). Dieses Ziel ist von kantonalem Interesse. Auch das Ziel der Massnahme C\_14 lautet «Gewährleistung einer (...) Versorgung mit Baurohstoffen». Die Optik des Kantonalen Richtplans muss deshalb geändert werden: Weg vom formellen Aspekt des Koordinationsbedarfs, hin zur Eigenversorgung des Kantons. Das heisst, neben den 57 Abbaustandorten mit übergeordnetem Koordinationsbedarf sind unter dem Titel «Ausgangslage» auch die bereits bestehenden Standorte, also quasi die bereits bestehenden Grundpfeiler der Eigenversorgung des Kantons aufzunehmen. Diese Anpassung des Massnahmenblatts C\_14 würde dem Ansatz des Massnahmenblatts C\_15 entsprechen. Weitere Argumentation in der Originalstellungnahme (Beilage).

#### Verband bernischer Burgergemeinden und burgerlicher Korporationen

Gemäss Art. 8 Abs. 2 RPG sind die Kantone verpflichtet, Vorhaben mit gewichtigen Auswirkungen auf Raum und Umwelt in den Richtplan aufzunehmen. Abbau- und Deponievorhaben haben gewichtige Auswirkungen auf Raum und Umwelt; es sind Projekte, die Jahrzehnte lang dauern, Schwerverkehr generieren und ein grosses Potential an Interessenkonflikten bergen. Sie gehören deshalb auch aus diesem Grund zwingend im Kantonalen Richtplan verankert.

D Das Anliegen wird zur Kenntnis genommen, steht im Rahmen der laufenden kantonalen Richtplanrevision aber nicht zur Diskussion.

Zwecks Gewährleistung der planerischen Eigenversorgung des Kantons ist aus unserer Sicht die Aufnahme sämtlicher Standorte in den Kantonalen Richtplan notwendig.

Der Sachplan ADT verlangt die planerische Eigenversorgung und -entsorgung des Kantons. Dieses Ziel ist von kantonalem Interesse. Nebst den 57 Abbaustandorten mit übergeordnetem Koordinationsbedarf sind unter dem Titel „Ausgangslage“ daher auch die bereits bestehenden Standorte aufzunehmen. Mit dieser Anpassung würde die Struktur des Massnahmenblatts C\_14 jener des Massnahmenblatts C\_15 angeglichen. Es ist nicht nachvollziehbar, weshalb die Bereiche Versorgung und Entsorgung unter Kapitel C5 zwar als gleichwertige Interessen von kantonaler Bedeutung aufgeführt, in den Massnahmenblättern jedoch derart unterschiedlich behandelt werden. Vor diesem Hintergrund stellen wir die folgenden Anträge:

- Im Massnahmenblatt C\_14 sind alle Abbauvorhaben als Abbaustandorte von kantonaler Bedeutung aufzunehmen und der Titel ist in „Abbaustandorte von kantonaler Bedeutung“ zu ändern.

- Unter dem Titel „Ausgangslage“ sind auch alle anderen bestehenden Abbauvorhaben aufzunehmen.

- Der Sachplan ADT ist entsprechend nachzuführen.

D Das Anliegen wird zur Kenntnis genommen, steht im Rahmen der laufenden kantonalen Richtplanrevision aber nicht zur Diskussion.

Gemäss Art. 104 Abs. 1 BauG muss der Kantonale Richtplan die Vorgaben des Sachplans ADT berücksichtigen. Das heisst, der Richtplan muss sich mit den wichtigen Inhalten des Sachplans ADT befassen. Die kantonale Versorgepolitik ist raumwirksam und von kantonalem Interesse. Der Kantonale Richtplan muss deshalb die Ziele und Grundsätze des ADT-Bereichs zwingend als eigene Festlegungen aufführen. Nur so werden diese Teil der Genehmigung des Richtplans durch den Bund und erhalten das ihnen gebührende Gewicht. Wir beantragen daher, dass die folgenden Ziele und Grundsätze des Sachplans ADT in Kapitel C5 aufzunehmen:

- Planerische Eigenversorgung und -entsorgung des Kantons

- Grundsatz der regionalen Ver- und Entsorgung

- nationales Interesse an der ausreichenden regionalen Ver- und Entsorgung

- Ziel der Sicherung ausreichender Abbau- und Deponiereserven für die nächsten 30-45 Jahre

- haushälterischer Umgang mit den natürlichen Kiesressourcen

- hohe Bedeutung der Materialgewinnung und -entsorgung für die Wirtschaft.

#### Marti AG Bern

Gleichlautende Stellungnahme wie Novakies AG

D Die Planung des Standortes Silbersboden-Oberhard ist Teil der laufenden, noch nicht genehmigten, regionalen Richtplanrevision ADT der RK Emmental. Der künftige Standort ist nicht Gegenstand der laufenden kantonalen Richtplanrevision.

**Novakies AG**

Im rechtsgültigen und behördenverbindlichen Richtplan Abbau, Deponie, Transport (ADT) der Region Bern (VRB) gilt das Drei-Säulen-Prinzip als wichtigste Grundlage, um die Region mit Kies zu versorgen und Aushub zu entsorgen. Ziel dabei ist, dass die Lasten der Ver- und Entsorgung gleichmässig in der Region verteilt sind. Aus dem Faktenblatt Säule-Nord (Beilage) geht hervor, dass künftig die Region einzig mit den Standorten Silbersboden-Oberhard (Mattstetten, Hindelbank) und Bubenloo (Urtenen-Schönbühl) versorgt werden kann. Der Standort Silbersboden-Oberhard wirkt durch seine geografische Lage hauptsächlich in die Region Bern und dient der Sicherung der Abbaureserven.

Der Richtplan ADT der Region hält folgendes Vorgehen fest:

1. Die Gemeinde Mattstetten beschliesst innerhalb von 5 Jahren eine Überbauungsordnung und sichert ein zusätzliches Kiesvolumen von ungefähr 2.3 Mio m3.

2. Die Region beantragt bei der Nachbarregion Burgdorf die Aufnahme des Standortes Silbersboden-Oberhard (Gemeinde Hindelbank) in den regionalen Richtplan. (2008 erfolgt)

Antrag: Wir beantragen beim Amt für Gemeinden und Raumordnung als Koordinationsbehörde, die Planung und Festsetzung des Standortes Silbersboden-Oberhard (Gde. Hindelbank) im Teilrichtplan ADT, Region

Emmental aktiv zu unterstützen und voranzutreiben. Erster und grundlegender Schritt ist die Aufnahme des Standortes Silbersboden-Oberhard im Massnahmenblatt C\_14. Die Novakies AG hat den Kiesabbau Standort Oberhard (Hindelbank) in der Regionalen Richtplanung Aushub, Deponie und Transport (ADT) der Region Emmental beantragt.

**D** Die Planung des Standortes Silbersboden-Oberhard ist Teil der laufenden, noch nicht genehmigten, regionalen Richtplanrevision ADT der RK Emmental. Der künftige Standort ist nicht Gegenstand der laufenden kantonalen Richtplanrevision.

**Vigier Holding AG**

Stellungnahme zu Grundsatzfragen gleichlautend wie Stellungnahme KSE.

**D** Das Anliegen wird zur Kenntnis genommen, steht im Rahmen der laufenden kantonalen Richtplanrevision aber nicht zur Diskussion.



## C\_15: Installations de traitement des déchets d'importance cantonale (plan sectoriel déchets)

### Conférence des Maires du Jura bernois et Association régionale Jura-Bienne

Les Comités de la CMJB et de l'ARJB sont satisfaites de voir : Celtor en site de décharge B, D et E. **A**  
 Nous vous signalons cependant que nous sommes en train de réviser notre plan directeur régional et que dès août 2017, ce site passera en coordination réglée

### Entwicklungsraum Thun

Im Weiteren verweisen wir auf die aktuell laufende Gesamtrevision der Richtplanung ADT ERT bzw. TOW (Stand kant. Vorprüfung). Daraus ergeben sich möglicherweise weitere Standorte. **A**

Aus den Unterlagen ist nicht klar ersichtlich, was die Kriterien für eine Abfallanlage von kantonalen Bedeutung sind. Aus dem gültigen Richtplan Abbau und Deponie Thun-InnertPort müsste womöglich die Aufnahme des Standorts „Bümberg“ in Heimberg und Kiesen geprüft werden. Der Standort, an dem ebenfalls Kies abgebaut wird (ca. 200'000 m<sup>3</sup>/Jahr), ist nutzungsplanerisch gesichert (Ausgangslage) und in Betrieb. Das jährliche Auffüllvolumen beträgt rund 200'000 m<sup>3</sup>.

**C** Der Standort muss im Rahmen der nächsten kantonalen Richtplanrevision geprüft werden.

### Gemeinde Köniz

Grundlagen: Sachplan Abfall: Aufgeführt ist der Sachplan Abfall vom April 2009. Der neue Sachplan Abfall war 2016 in der Vernehmlassung. Hier müsste auf den neuen Sachplan verwiesen werden. **C**

**C** Der neue Sachplan Abfall ist noch nicht genehmigt worden, deshalb kann noch nicht auf ihn verwiesen werden.

Technische Verordnung über Abfälle (TVA): Diese Verordnung ist veraltet und müsste gestrichen werden. Gültig seit 4. Dezember 2015: Verordnung über die Vermeidung und die Entsorgung von Abfällen (VEA). **B**

### Gemeinde Saanen

Antrag: Standort Nr. 26, Deponie Dorfrüti-Allmiwald, Deponietyp A und B  
 Koordinationsstand: Festsetzung, Erweiterung als Zwischenergebnis  
 Aufgeführt im Teilrichtplan ADT Koordinationsblatt Nr. 101.1

**C** Standorte im C\_15 werden als Gesamtperimeter betrachtet.

Antrag: Neuer Standort, Deponie La Rite, Saanen, Rougemont Deponietyp A und B,  
 Koordinationsstand: Festsetzung  
 Aufgeführt im Teilrichtplan ADT Koordinationsblatt Nr. 101.2, aufgeführt im Richtplan Kanton Waadt «Carte du Plan Directeur Cantonal (PDCn)»

**C** Der Teilrichtplan ADT der Bergregion Obersimmental Saanenland wurde noch nicht genehmigt und ist somit nicht Gegenstand des kantonalen Richtplancontrollings.

Begründung: Das Massnahmenblatt C\_15 soll an den Teilrichtplan Abbau, Deponie und Transporte (ADT) der Bergregion Obersimmental Saanenland angepasst werden. Der Teilrichtplan Abbau, Deponie und Transporte (ADT) der Bergregion Obersimmental Saanenland wurde am 12. September 2016 beim Amt für Gemeinden und Raumordnung (AGR) zur Vorprüfung eingereicht. Der Vorprüfungsbericht ist datiert auf den 21. Dezember 2016.

Antrag: Standort Nr. 27, Deponie Teilegg, Saanen, Deponietyp A  
 Koordinationsstand: Festsetzung

**C** Der Standort Teilegg in Saanen wird zugunsten des Standortes La Rite in Rougemont gestrichen.

Aufgeführt im Teilrichtplan ADT Koordinationsblatt Nr. 101.5. Dieses Projekt ist nicht abgeschlossen. Aufgeführt im Richtplan Kanton Waadt «Carte du Plan Directeur Cantonal (PDCn)»

### Kanton Luzern

Die Abteilung Rohstoffabbau und Abfallbewirtschaftung stellt fest, dass es sich bei den Anpassungen der Massnahmen C\_14 (Abbaustandorte) und C\_15 (Abfallanlagen) primär um Aktualisierungen auf Grund der heute höheren Bedeutung der Fruchtfolgeflächen (FFF) sowie der neuen Abfallverordnung, VVEA, handelt. Für die Region Huttwil und somit auch für den Kanton Luzern interessant ist die Information zum Deponieprojekt Typ B in Sumiswald (Nr. 33), da die Deponie Typ B Briseck in Zell LU weitgehend aufgefüllt ist und für grössere Materialanlieferungen nicht mehr zur Verfügung steht. **E**

### Kanton Solothurn

Der Standort 72 Leuzigen Mettlen/Dennier wird neu als Deponie Typ A in den Richtplan aufgenommen. Als Koordinationsstand wird „Proj. bez.“ angegeben. Dieser Stand entspricht nicht einer Bezeichnung nach Raumplanungsgesetzgebung. Wir bitten Sie, uns über dieses Vorhaben, das nahe der Kantongrenze zu Solothurn liegt, zu informieren. **C**

**C** Der Standort wird als projektgebundene Deponie für den Aushub des Autobahnausbauprojektes A5 (Westtangete Biel) verwendet.

### SVP Kanton Bern

Abfallanlagen: Der Kanton soll seine Aufgaben zusammen mit den Regional-Planungen bzw. -Konferenzen vom Planungsprozess bis ins Bewilligungsverfahren besser wahrnehmen, sodass den Unternehmungen und Bauherren genügend Deponievolumen zur Verfügung steht. Wenn Angebot und Nachfrage ins Gleichgewicht gebracht werden, entsteht ein gesunder Markt. **A**

### Berner KMU

Stellungnahme Berner KMU: Keine Bemerkungen. **A**

### Kantonal-Bernischer Baumeisterverband

Die Vorschriften für Deponien, insbesondere für die Anforderungen an Standort, Bauwerk und die Ablagerung von Abfällen, sind in der neuen Verordnung über die Verminderung und Entsorgung von Abfällen neu definiert worden. Neu werden fünf Deponietypen (A – E) unterschieden. Der Kantonal-Bernische Baumeisterverband begrüsst die Anpassung von drei auf fünf Deponietypen, die die aktuelle Ausgangslage widerspiegeln. Ebenso begrüsst unsere Branche die vier neu aufgenommenen Standorte, weil damit einem drohenden Deponienotstand entgegengewirkt wird. **A**

Nom / Catégorie	Appréciation	Remarque
<b>Vigier Holding AG</b>		
<p>Antrag: Im Massnahmenblatt C_15 ist der Standort 24, Steinigand, Wimmis, von der Referenzierung mit der Fusszeile 2 („Die Unternehmung nimmt derzeit kein inertes Material an“) auszunehmen.</p>	<p><b>B</b> Der Standort nimmt wieder inertes Material (Typ B) an.</p>	
<p>Begründung: Vor einigen Jahren konnte zwar der Standort 24, Steingand Wimmis, der von Vigier betrieben wird, aus betriebstechnischen Gründen während einer kurzen Zeit kein Inertstoffmaterial entgegennehmen. Der Standort Steinigand Wimmis, erfüllt aber seit Behebung dieses Umstandes seinen Entsorgungsauftrag für Inertstoff wieder. Deshalb ist die Referenzierung mit der Fusszeile 2 („Die Unternehmung nimmt derzeit kein inertes Material an“) auszunehmen.</p>		

**C\_27: Garantir le traitement public des eaux usées****Commune Mixte de Plateau de Diesse**

Nous observons que vos prévisions pour la Station d'épuration de Prêles (21) se dirigent vers une fermeture probable de la structure à moyen terme, par le biais d'un raccordement à la STEP de Douanne, que vous jugez plus rentable; telle n'est pas, a priori, notre conclusion, puisqu'il est actuellement envisagé d'acheminer au Landeron les eaux usées de Lamboing et de Diesse, jusqu'ici raccordées, précisément, à Douanne. Force nous est de constater que cette nouvelle option, quelques années à peine après la mise hors service de la STEP de Lamboing, induira à nouveau pour notre commune de très importants investissements le cas échéant. En conséquence et pour l'heure, nous ne pouvons donc pas exclure le maintien de la STEP de Prêles, sous réserve évidemment de sa modernisation, et avons mandaté un bureau d'ingénieur pour étudier différentes pistes de réflexion incluant cette dernière alternative.

**Gemeinde Herzogenbuchsee**

Wir begrüßen die Ergänzung nach einem Anschluss an die ZALA ausdrücklich. Nach wie vor keine Alternative zum Betrieb der bestehenden Abwasserreinigungsanlage in Wanwil stellt für uns ein Anschluss an die ARA Wangen dar. Wir sind nicht bereit, rein aus betriebswirtschaftlichen Überlegungen zum Erhalt der ARA Wangen a.A. beträchtliche Mehrkosten für das teure und ökologisch wenig sinnvolle Zuführen des Schmutzwassers mittels Pumpen in Kauf zu nehmen. Wir ersuchen den Kanton, diese Variante zu beerdigen und entsprechend aus dem Richtplan zu streichen.

**Gemeinde Innertkirchen**

Mit der Festsetzung "der jetzige Standort bleibt" sind wir einverstanden.

**Gemeinde Ittigen**

Festsetzung bezüglich ARA Worblaufen richtig, Anlagen zur Energiegewinnung in den ARAs nicht Gegenstand des Richtplans.

**Gemeinde Meienried**

Die ARA Region Orpund und Umgebung hat uns als eine der Betreibergemeinden darauf hingewiesen, dass in der Richtplananpassung 16 aus von ihnen nicht nachvollziehbaren Gründen alte Daten in den Massnahmen C\_27 „öffentliche Abwasserentsorgung“ übernommen wurden. Aus diesem Grund erfolgt von uns folgende Mitwirkungseingabe: Gewünschte Anpassungen:

- Textänderung im Feld „Koordinationsbedarf“: Ausbau und Erweiterung zur Nitrifikation, Sicherheitskonzept, Betriebsüberwachung

- Karte „Kreis Koordinationsbedarf“: Das Trasse für Anschlussbauwerk ist zu entfernen.

Die Begründung der ARA Region Orpund beinhaltet u.a. dass der Vorstand der ARO am 09.02.2012 entschieden hat, die ARO selbständig weiter zu führen. Dieser Entscheid wurde an der DV vom 10.05.2012 bestätigt. Für die Anlage wurde ein Finanzplan bis 2028 erstellt, der aufzeigt wie die Anlage für die Zukunft aufgerüstet wird und welche finanziellen Mittel von den Gemeinden erbracht werden müssen, welche in den Spezialfinanzierungen enthalten sind.

**Gemeinde Meisberg**

Nr. 32, Orpund: Die Delegiertenversammlung hat am 10. Mai 2012 beschlossen, dass die Abwasserregion Orpund und Umgebung selbständig weitergeführt wird. Ebenso steht im Sachplan Siedlungsentwässerung Massnahmenprogramm 2016 - 2022 bei der ARO Abwasserregion Orpund und Umgebung: Ausbau und Erweiterung zur Nitrifikation, Sicherheitskonzept und Betriebsüberwachung. Diese Massnahmen sind in der Finanzplanung enthalten. Wir bitten Sie deshalb, den Text im Feld "Koordinationsbedarf" zu ändern sowie auf der Karte der Kreis "Koordinationsbedarf: Trasse für Anschlussbauwerk" zu entfernen.

**Gemeinde Schwadernau**

Antrag: Der in der Tabelle „Koordinationsbedarf“ enthaltene Text ist zu korrigieren; Auf der Karte muss der Kreis „Koordinationsbedarf: Trasse für Anschlussbauwerk“ entfernt werden.

Begründung: Die Formulierung entspricht nicht den heutigen Begebenheiten. Die aktuellen Massnahmen können aus der Wasserstrategie, Sachplan Siedlungsentwässerung Massnahmenprogramm 2016 - 2022, entnommen werden.

Aus der Studie des AWA „Anschlussmöglichkeiten ARA Region Orpund an ARA Grenchen“ des Ingenieurbüros Scheidegger AG vom 29.12.2011 wurde eine Variantenstudie mit Kostenvergleich nach Methodik AWA Kanton Bern durchgeführt. Aus dieser Studie geht kein klarer Vorteil zum Anschluss an die ARA Grenchen hervor. Die Delegiertenversammlung hat am 10.05.2012 dem Antrag des Vorstandes zugestimmt, die ARA Abwasserregion Orpund und Umgebung selbständig weiterzuführen. Das AWA wurde mit Schreiben vom 30.05.2012 über den Beschluss informiert. Die Parameter haben sich nicht verändert, so dass eine erneute Prüfung nicht gerechtfertigt wäre. Für die Anlage besteht ein Finanzplan bis ins Jahr 2028. Dieser zeigt auf, wie die Anlage in Zukunft aufgerüstet und welche finanziellen Mittel die Gemeinden aufbringen müssen.

**A** La fermeture de la STEP est envisagée pour des raisons de protection des eaux avant tout. Le plan sectoriel d'assainissement, programme de mesures 2017 – 2022, la prévoit à l'horizon 2025. La mesure n'a pas été contestée par la commune de Plateau de Diesse

**C** Zurzeit laufen im Rahmen der "ARA-Regionalstudie Oberaargau" Abklärungen, ob ein Anschluss der ARA Herzogenbuchsee an die ARA Wangen-Wiedlisbach tatsächlich weiterzuverfolgen ist. Die entsprechenden Ergebnisse liegen noch nicht vor. Aus diesem Grund kann keine der beiden Anschlussvarianten a priori ausgeschlossen werden. Die Aussage zur ARA Herzogenbuchsee wird deshalb nicht geändert.

**A**

**A**

**C** Das AWA hat zwar Kenntnis vom Entscheid der DV vom 10.05.2012; allerdings sind uns bis anhin keine konkreten Pläne unterbreitet worden, die den erwähnten Entscheid untermauern bzw. konkretisieren würden. Namentlich der Finanzplan 2028 mit den enthaltenen Sanierungsmassnahmen ist dem AWA nicht bekannt. Wir halten deshalb der Vollständigkeit weiter daran fest, dass auch der Anschluss an die ARA Grenchen eine valable Option ist. Auch im Massnahmenprogramm 2017 - 2022 des Sachplans Siedlungsentwässerung wurde die Massnahme der ARA Orpund entsprechend angepasst (Änderung gegenüber der Vernehmlassungsversion).

**C** Das AWA hat zwar Kenntnis vom Entscheid der DV vom 10.05.2012; allerdings sind uns bis anhin keine konkreten Pläne unterbreitet worden, die den erwähnten Entscheid untermauern bzw. konkretisieren würden. Namentlich der Finanzplan 2028 mit den enthaltenen Sanierungsmassnahmen ist dem AWA nicht bekannt. Wir halten deshalb der Vollständigkeit weiter daran fest, dass auch der Anschluss an die ARA Grenchen eine valable Option ist. Auch im Massnahmenprogramm 2017 - 2022 des Sachplans Siedlungsentwässerung wurde die Massnahme der ARA Orpund entsprechend angepasst (Änderung gegenüber der Vernehmlassungsversion).

**C** Das AWA hat zwar Kenntnis vom Entscheid der DV vom 10.05.2012; allerdings sind uns bis anhin keine konkreten Pläne unterbreitet worden, die den erwähnten Entscheid untermauern bzw. konkretisieren würden. Namentlich der Finanzplan 2028 mit den enthaltenen Sanierungsmassnahmen ist dem AWA nicht bekannt. Wir halten deshalb der Vollständigkeit weiter daran fest, dass auch der Anschluss an die ARA Grenchen eine valable Option ist. Auch im Massnahmenprogramm 2017 - 2022 des Sachplans Siedlungsentwässerung wurde die Massnahme der ARA Orpund entsprechend angepasst (Änderung gegenüber der Vernehmlassungsversion).

**Gemeinde Studen**

Der Gemeinderat Studen nimmt mit Erstaunen zur Kenntnis, dass die Abwasserreinigungsanlage Orpund in die Tabelle „ARA-Standorte mit bekanntem Koordinationsbedarf“ überführt werden soll. Er ist damit nicht einverstanden und beantragt, darauf zu verzichten. Die ARA Orpund gehört nach wie vor in die Tabelle „ARA-Standorte ohne Koordinationsbedarf“. Entsprechend ist der ARA-Standort auf der Grafik mit der Berner Landkarte wieder so einzuzeichnen wie vorher, also „ohne Koordinationsbedarf“ und ohne den Kreis „Koordinationsbedarf: Trasse für Anschlussbauwerk“. Begründung: Basierend auf der Studie des AWA „Anschlussmöglichkeiten ARA Region Orpund an ARA Grenchen“ des Ingenieurbüros Scheidegger AG vom 29.12.2011 wurde eine Variantenstudie mit Kostenvergleich nach Methodik AWA Kanton Bern durchgeführt. Aus dieser Studie geht kein klarer Vorteil zum Anschluss an die ARA Grenchen hervor. Im Gegenteil, es bestehen noch viele Unsicherheiten bezüglich der Linienführung der Anschlussleitung der Aare entlang resp. unten durch. Am 09.02.2012 hat der Vorstand der ARO entschieden die ARA Abwasserregion Orpund und Umgebung selbstständig weiterzuführen. Dieser Entscheid wurde an der Delegiertenversammlung vom 20.05.2012 bestätigt. Das AWA wurde mit Schreiben vom 30.05.2015 mit sämtlichen Unterlagen orientiert.

Aus heutiger Sicht haben sich keine Parameter verändert, welche eine erneute Prüfung rechtfertigen. Im Gegenteil: Für die Anlage wurde ein Finanzplan bis 2028 erstellt, der aufzeigt wie die Anlage für die Zukunft aufgerüstet wird und welche finanziellen Mittel von den Gemeinden erbracht werden müssen.

Zudem widerspricht die Massnahme der kantonalen Wasserstrategie, Sachplan Siedlungsentwässerung, Massnahmenprogramm 2016 – 2022. Dort steht nämlich in Tab. 1 bei Orpund: „Ausbau und Erweiterung zur Nitrifikation, Sicherheitskonzept, Betriebsüberwachung (z.B. Online) – Frist 2025“.

**Gemeinde Wangen an der Aare**

Nr 23 Wangen-Wiedlisbach: In den letzten Jahren wurde durch den Gemeindeverband Abwasser- und Fernwärmeregion Wangen - Wiedlisbach auf dem Areal der ARA eine Fernwärmezentrale gebaut und die Lieferung von Fernwärme vorangetrieben. Die personellen Synergien sowie die Verwendung des Klärgases würden mit einer Verlegung der ARA zunichte gemacht. Daher meldet der Gemeinderat bezüglich eines Anschlusses an die ZALA Vorbehalte an.

**Abwasserregion Orpund und Umgebung**

Die Änderungen beim Punkt 32 Orpund sind nicht richtig eingeflossen. Die aktuellen Massnahmen können aus der Wasserstrategie, Sachplan Siedlungsentwässerung Massnahmenprogramm 2016 - 2022 entnommen werden. Uns liegt das Papier aus der Stellungnahme vom Juni 2016 vor (Beilage: relevante Seiten).

Nötige Anpassungen in der Massnahme C\_27: Text im Feld „Koordinationsbedarf: Ausbau und Erweiterung zur Nitrifikation, Sicherheitskonzept, Betriebsüberwachung“. Zudem muss auf der Karte der Kreis „Koordinationsbedarf: Trasse für Anschlussbauwerk“ entfernt werden.

Begründung: Aus der Studie des AWA „Anschlussmöglichkeiten ARA Region Orpund an ARA Grenchen“ des Ingenieurbüros Scheidegger AG vom 29.12.2011 wurde eine Variantenstudie mit Kostenvergleich nach Methodik AVVA Kanton Bern durchgeführt. Aus dieser Studie geht kein klarer Vorteil zum Anschluss an die ARA Grenchen hervor. Im Gegenteil, es bestehen noch viele Unsicherheiten bezüglich der Linienführung der Anschlussleitung der Aare entlang resp. unten durch. Am 09.02.2012 hat der Vorstand der ARO entschieden die ARA Abwasserregion Orpund und Umgebung selbstständig weiterzuführen. Dieser Entscheid wurde an der Delegiertenversammlung vom 10.05.2012 bestätigt. Das AWA wurde mit Schreiben vom 30.05.2012 mit sämtlichen Unterlagen orientiert.

Aus heutiger Sicht haben sich keine Parameter verändert, welche eine erneute Prüfung rechtfertigen. Im Gegenteil: Für die Anlage wurde ein Finanzplan bis 2028 erstellt, der aufzeigt wie die Anlage für die Zukunft aufgerüstet wird und welche finanziellen Mittel von den Gemeinden erbracht werden müssen, welche in den Spezialfinanzierungen enthalten sind.

**Berner KMU**

Stellungnahme Berner KMU: Keine Bemerkungen.

**Conseil du Jura bernois**

Le CJB soutient notamment les mesures suivantes :

- Mesure C\_27: Prêles sera raccordé à la STEP de Douane. Pour Moutier, un raccordement à la STEP de Delémont est à l'étude, en collaboration avec la RCJU.

**C** Das AWA hat zwar Kenntnis vom Entscheid der DV vom 10.05.2012; allerdings sind uns bis anhin keine konkreten Pläne unterbreitet worden, die den erwähnten Entscheid untermauern bzw. konkretisieren würden. Namentlich der Finanzplan 2028 mit den enthaltenen Sanierungsmassnahmen ist dem AWA nicht bekannt. Wir halten deshalb der Vollständigkeit weiter daran fest, dass auch der Anschluss an die ARA Grenchen eine valable Option ist. Auch im Massnahmenprogramm 2017 - 2022 des Sachplans Siedlungsentwässerung wurde die Massnahme der ARA Orpund entsprechend angepasst (Änderung gegenüber der Vernehmlassungsversion).

**A** Im Rahmen der laufenden "ARA-Regionalstudie Oberaargau" wird der Aspekt der Fernwärme berücksichtigt.

**C** Das AWA hat zwar Kenntnis vom Entscheid der DV vom 10.05.2012; allerdings sind uns bis anhin keine konkreten Pläne unterbreitet worden, die den erwähnten Entscheid untermauern bzw. konkretisieren würden. Namentlich der Finanzplan 2028 mit den enthaltenen Sanierungsmassnahmen ist dem AWA nicht bekannt. Wir halten deshalb der Vollständigkeit weiter daran fest, dass auch der Anschluss an die ARA Grenchen eine valable Option ist. Auch im Massnahmenprogramm 2017 - 2022 des Sachplans Siedlungsentwässerung wurde die Massnahme der ARA Orpund entsprechend angepasst (Änderung gegenüber der Vernehmlassungsversion).

**A**

**A**

**D\_08: Créer des aires de séjour et de transit destinées aux gens du voyage****Gemeinde Muri b. Bern**

Muri bei Bern gehört zu den acht im Richtplan erwähnten Standorten, in denen ein Standplatz für Fahrende errichtet werden soll. Die Evaluation des Muriger Standortes erfolgte gemeinsam und wir sind zuversichtlich, dass die notwendigen planerischen und baulichen Massnahmen einvernehmlich realisiert werden können.

**A****Ville de Bienne**

Pour la Ville de Bienne, l'adaptation consiste en l'ajout d'un site désigné comme aire de séjour pour les gens du voyage : l'aire de séjour de la rue du Lindenhof. Il s'agit toutefois d'un site existant, déjà prévu comme aire de séjour à l'heure actuelle.

**A**

L'aire de séjour de la rue du Lindenhof à Bienne est déjà à l'heure actuelle inscrite comme telle dans les lignes directrices "Aire de séjour et de transit destinées aux gens du voyage dans le canton de Berne" de Juin 2011 qui figurent dans les "études de base" de la mesure D\_08 du Plan directeur cantonal. Cela fait déjà des décennies que ce site est utilisé par les gens du voyage suisses, qui louent ce site à longue durée. En ce qui concerne la sécurité publique, aucune difficulté n'a été signalée au cours de ces dernières années. Dans ce sens, la Ville de Bienne peut accepter le maintien du site comme "aire de séjour pour les gens du voyage" qui correspond à son utilisation actuelle.

**SVP Kanton Bern**

Wir begrüssen grundsätzlich die Schaffung von Halteplätzen für Schweizer wie auch ausländische Fahrende, da somit der Druck auf illegale Abstellplätze reduziert werden kann. Wir lehnen es jedoch ab, dass diese Standplätze auf bewirtschaftetem Landwirtschaftsland realisiert werden. Es gibt genügend bereits versiegelte Flächen, welche hier genutzt werden können. Die vorgesehenen Plätze, ausser Muri, erfüllen diese Anforderungen, was zeigt, dass unser Anliegen umsetzbar ist. Wir fordern daher auf den Platz in Muri zu verzichten und Alternativen zu suchen. Der Grundsatz des Kulturlandschutzes ist auch hier zu berücksichtigen.

**C**

Aufgrund der im Erläuterungsbericht zum Massnahmenblatt D\_08 beschriebenen Standortevaluation ist der Standort in Muri b. Bern ein geeigneter Standort für die Schaffung eines neuen Halteplatzes. Die betreffende Parzelle ist bereits rechtskräftig eingezont und als ZöN X mit dem Zweck "Winterstandplatz für Fahrende" für die Nutzung durch Fahrende vorgesehen. Die neuen Bestimmungen zum Schutz des Kulturlandes (Art. 8a BauG bzw. Art. 11a ff. BauV) werden berücksichtigt.

Wir erachten in dieser Thematik auch die interkantonale Koordination als wichtig, denn es kann nicht sein, dass andere Kantone ihre Probleme auf den Kanton Bern abwälzen, ohne die Leistungen entsprechend zu entgelten.

**A**

Betreffend Kosten erlauben wir uns den Hinweis, dass die kantonalen Planungsverantwortlichen gut daran tun, auf überzogene Projekte wie den Durchgangplatz für ausländische Fahrende in Meinisberg 2016 zu verzichten.

**A****Berner Bauern Verband**

Wir begrüssen grundsätzlich die Schaffung von Halteplätzen für Schweizer wie auch ausländische Fahrende, da somit der Druck auf illegale Abstellplätze reduziert werden kann. Wir lehnen es jedoch ab, dass diese Standplätze auf bewirtschaftetem Landwirtschaftsland realisiert werden. Es gibt genügend bereits versiegelte Flächen, welche hier genutzt werden können. Die vorgesehenen Plätze, ausser Muri, erfüllen diese Anforderungen, was zeigt, dass unser Anliegen umsetzbar ist. Wir fordern daher auf den Platz in Muri zu verzichten und Alternativen zu suchen. Der Grundsatz des Kulturlandschutzes ist auch hier zu berücksichtigen.

**C**

Aufgrund der im Erläuterungsbericht zum Massnahmenblatt D\_08 beschriebenen Standortevaluation ist der Standort in Muri b. Bern ein geeigneter Standort für die Schaffung eines neuen Halteplatzes. Die betreffende Parzelle ist bereits rechtskräftig eingezont und als ZöN X mit dem Zweck "Winterstandplatz für Fahrende" für die Nutzung durch Fahrende vorgesehen. Die neuen Bestimmungen zum Schutz des Kulturlandes (Art. 8a BauG bzw. Art. 11a ff. BauV) werden berücksichtigt.

Wir erachten in dieser Thematik auch die interkantonale Koordination als wichtig, denn es kann nicht sein, dass andere Kantone ihre Probleme auf den Kanton Bern abwälzen, ohne die Leistungen entsprechend zu entgelten.

**A****Berner KMU**

Stellungnahme Berner KMU: Diese Massnahme ist von geringer wirtschaftspolitischer Relevanz.

**A****Verband bernischer Burgergemeinden und burgerlicher Korporationen**

Wir begrüssen grundsätzlich die Schaffung von Halteplätzen für Schweizer wie auch ausländische Fahrende, da somit der Druck auf illegale Abstellplätze reduziert werden kann. Wir lehnen es jedoch ab, dass diese Standplätze auf bewirtschaftetem Landwirtschaftsland realisiert werden. Es gibt genügend bereits versiegelte Flächen, welche hier genutzt werden können. Die vorgesehenen Plätze, ausser Muri, erfüllen diese Anforderungen, was zeigt, dass unser Anliegen umsetzbar ist. Wir fordern daher auf den Platz in Muri zu verzichten und Alternativen zu suchen. Der Grundsatz des Kulturlandschutzes ist auch hier zu berücksichtigen.

**C**

Aufgrund der im Erläuterungsbericht zum Massnahmenblatt D\_08 beschriebenen Standortevaluation ist der Standort in Muri b. Bern ein geeigneter Standort für die Schaffung eines neuen Halteplatzes. Die betreffende Parzelle ist bereits rechtskräftig eingezont und als ZöN X mit dem Zweck "Winterstandplatz für Fahrende" für die Nutzung durch Fahrende vorgesehen. Die neuen Bestimmungen zum Schutz des Kulturlandes (Art. 8a BauG bzw. Art. 11a ff. BauV) werden berücksichtigt.

Wir erachten in dieser Thematik auch die interkantonale Koordination als wichtig, denn es kann nicht sein, dass andere Kantone ihre Probleme auf den Kanton Bern abwälzen, ohne die Leistungen entsprechend zu entgelten.

**A**

Nom / Catégorie	Appréciation	Remarque
<b>Tunnel du Grimsel</b>		
<b>Regionalkonferenz Oberland-Ost</b>		
Die im Kantonalen Richtplan neu aufgenommene Massnahme R_10 Grimseltunnel wurde in Koordination mit unserer Fachstelle Verkehr & Siedlung und in Anlehnung an die neue Massnahme in unserem regionalen Gesamtverkehrs- und Siedlungskonzept Oberland-Ost (RGSK) formuliert. Sie entspricht dem aktuellen Stand nach der regionalen Vernehmlassung zur Änderung im RGSK Oberland-Ost.	<b>A</b>	
<b>Gemeinde Biglen</b>		
Der Gemeinderat Biglen begrüsst die Bündelung der beiden Grossprojekte. Die Finanzierung des Bahntunnels über den Bahninfrastrukturfonds (FABI) muss sichergestellt sein. Es darf keine Quersubventionierung zwischen Bahn und Stromleitung geben.	<b>A</b>	
<b>Gemeinde Guttannen</b>		
Die Gemeinde Guttannen begrüsst die Anpassungen des Richtplans. Vor allem die Aufnahme der Grimselbahn bedeutet uns sehr viel. Diese ist für die Gemeinde eine grosse Chance, sich zu entwickeln, mehr Touristen zu erhalten und den Bewohnern eine sichere ganzjährige Verbindung zu garantieren.	<b>A</b>	
<b>Gemeinde Innertkirchen</b>		
Diese Massnahme ist zwingend in den Richtplan aufzunehmen.	<b>A</b>	
<b>Gemeinde Meiringen</b>		
Der Gemeinderat von Meiringen hat bereits der Regionalkonferenz Oberland Ost im Rahmen der Mitwirkung zur ausserordentlichen RGSK-Anpassung, Grimsel Tunnel, die Wichtigkeit der expliziten Erwähnung von Meiringen als zentraler Bahnhof dargelegt und diese Eingabe wurde von der Regionalkonferenz Oberland-Ost entsprechend in den ausserordentlichen RGSK-Anpassungen aufgenommen. Für Meiringen, sowie für die ganze Tourismusregion Haslital, hat das Projekt eine sehr hohe Bedeutung. Wir sehen in der Grimselbahn ein einmaliges touristisches Angebot mit einem klaren Mehrwert für die ländlichen Regionen. Der Gemeinderat Meiringen steht somit vollumfänglich hinter dem Projekt.	<b>A</b>	
Da die Grimselbahn auch direkte Auswirkungen auf Meiringen als Regionalzentrum und Verkehrsdrehscheibe des Haslitals haben wird, ist es von zentraler Bedeutung, dass Meiringen neben den Bahnhöfen/Haltestellen Innertkirchen, Guttannen, Handegg und Oberwald auch im kantonalen Richtplan explizit erwähnt wird.	<b>B</b>	
<b>Gemeinde Schattenhalb</b>		
Die Aufnahme der neuen Massnahme R_10 Grimsel-Tunnel wird sehr begrüsst, ist dieses Projekt für das Oberhasli und die gesamte Region Oberland von zentraler Bedeutung.	<b>A</b>	
<b>Kanton Uri</b>		
Wir begrüssen die Massnahme. Sie ermöglicht nicht nur die Befreiung alpiner Gebiete von Übertragungsleitungen, sondern verbindet insbesondere das Schmalspurnetz des inneralpinen Raums mit dem Bahn-Netz nördlich der Alpen. Damit wird in erster Linie ein touristisches Angebot ermöglicht, welches neue Möglichkeiten für touristische Angebote, Produkte sowie deren Vermarktung zur Steigerung der Wertschöpfung in der Gotthardregion bringt. Davon profitiert die gesamte Gotthardregion und damit auch der Kanton Uri.	<b>A</b>	
<b>EVP Kanton Bern</b>		
Zum aktuellen Zeitpunkt erachten wir es als sinnvoll, weitere Abklärungen zum Grimsel-Tunnel zu machen und das Projekt weiter zu verfolgen. Wir sehen aber auch, dass für jene Orte, die einen Anschluss verlieren, ein minimaler Service aufrechterhalten werden sollte (z.B. Rufbus oder Ruftaxis bis zum nächsten Bahnhof).	<b>E</b>	
<b>Berner KMU</b>		
Wir begrüssen und unterstützen diese neue und sinnvolle Massnahme.	<b>A</b>	
<b>Kantonal-Bernischer Baumeisterverband</b>		
Die Massnahme Grimsel-Tunnel wurde neu aufgenommen. Mit dem Grimsel-Tunnel sollen eine 380 kV-Übertragungsleitung und eine Bahnverbindung zusammengelegt werden. Damit soll die Landschaft im Grimselgebiet von der Übertragungsleitung Innertkirchen – Ulrichen befreit und gleichzeitig die Bahn-Schmalspurnetze nördlich der Alpen mit den Netzen im inneralpinen Raum verbunden werden. Mit der Aufnahme in die Richtpläne Kanton Bern und Wallis sowie in das RGSK Oberland-Ost werden die räumlichen Voraussetzung auf Stufe Richtplan geschaffen. Der Kantonal-Bernische Baumeisterverband begrüsst die Aufnahme des Grimsel-Tunnel in den kantonalen Richtplan. Damit ist ein wichtiger Schritt in Richtung „Umsetzung“ dieses seit langem gewünschten Projekts gemacht.	<b>A</b>	
<b>Pro Natura Bern</b>		
Der Grimseltunnel ist eine interessante Projektidee, die zu einer landschaftlichen Verbesserung durch den Rückbau der Freileitung über den Grimselpass führen würde. Auf der anderen Seite sind namentlich durch die Deponien auch negative Natur- und Landschaftseingriffe zu erwarten. Es wird Sache der Projektierung sein, diese zu minimieren. Warum der Rückbau der Freileitung fünf Jahre dauern soll, ist nicht einsehbar, da die Planung dazu ja bereits während des Tunnelbaus erfolgen kann.	<b>C</b>	Der Rückbau der Freileitung muss bei der Weiterbearbeitung des Projekts genauer geregelt werden.
Antrag: Der Rückbau der Freileitung hat innerhalb von drei Jahren zu erfolgen.		
<b>Stiftung Landschaftsschutz Schweiz</b>		
Zudem unterstützen wir explizit die Zuordnung der Gemeinden zu Raumtypen und die Aufnahme des Grimseltunnels. Zu letzterem ist noch zu sagen, dass auch bei einer ev. Nichtrealisierung des Tunnels die 220 kV-Leitung über die Grimsel verkabelt werden sollte.	<b>A</b>	

Nom / Catégorie	Appréciation	Remarque
<b>VCS Bern</b>		
Der VCS begrüsst die Aufnahme dieser Massnahme in den Richtplan. Machbarkeitsstudien sollen die Vor- und Nachteile des Tunnels aufzeigen und insbesondere das Kosten/Nutzen-Verhältnis analysieren. Als Projekt des öffentlichen Verkehrs erschliesst es eine Randregion mit attraktiven Verbindungen und fördert so die Nutzung der Bahn. Dank der neuen Höchstspannungsleitung im Tunnel verschwinden die Strommasten aus dem BLN-Schutzgebiet und kantonalen Schutzgebieten. Zwingend ist entsprechend, dass dieser Rückbau rasch umgesetzt wird.	<b>A</b>	
<b>WWF Bern</b>		
Der WWF erachtet den Plan eines Grimseltunnels als eine Chance, die Landschaft durch die Verlegung der Starkstromleitung in den Tunnel wieder attraktiver zu machen. Wenn es zur Realisierung kommt, muss jedoch darauf geachtet werden, dass die Eingriffe in die Natur durch die Deponien minimiert werden.	<b>E</b>	
<b>Swissgrid AG</b>		
Streichen von: Kurzfristig bis 2020: Die Machbarkeitsstudie für eine Bahnverbindung von Meiringen nach Oberwald der Interessengemeinschaft Grimselbahn geht von ca. 4 Jahren vom Projektstart bis zum Erhalt einer rechtskräftigen Baubewilligung und 5-5½ Jahren Bauzeit aus. Eine Realisierung bis 2020 ist damit nicht möglich.	<b>C</b>	Die Frist bezieht sich auf die Planung; im Moment nicht auf die Realisierung.
Als Teil des strategischen Netzes 2025 plant Swissgrid den Umbau der bestehenden 220-kV-Leitung zwischen Innertkirchen und Ulrichen auf 380 kV. In der Vorprojektphase prüft Swissgrid dabei verschiedene Umsetzungsmöglichkeiten. Geprüft werden Optionen einer Freileitung, einer Erdverkabelung und einer Bündelung von Bahn- und Übertragungsleitungen (Grimsel-Tunnel). Swissgrid weist darauf hin, dass der Entscheid zur Umsetzung einer dieser Optionen im Rahmen eines Sachplanverfahrens erarbeitet werden wird. Das BFE hat dies in einem Schreiben an das BAV vom 5. August 2016 bestätigt. Dieses Sachplanverfahren wurde noch nicht eingeleitet. Vorher sind bezüglich Bündelung der Infrastrukturen Sicherheitsfragen zu klären. Zu Regeln sind ausserdem Fragen der Finanzierung.	<b>A</b>	
In den Unterlagen des Richtplans nicht als Dritte erwähnt sind die KWO. Diese sind aber Eigentümer und Betreiber der Bahnlinie Meiringen-Innertkirchen. Sie sind damit unmittelbar betroffen, wenn die Schmalspurbahnen, wie in den Erläuterungen und im Richtplan dargestellt, verbunden werden sollen.	<b>B</b>	
Änderungswunsch für das Massnahmenblatt: Richtige Reihenfolge: Ausgangspunkt des Projekts ist Bahnverbindung.	<b>B</b>	
Streichen der Punkte 2 und 3 Vorgehen; Ersetzen mit: 2. Fortführung der Prüfung der Machbarkeit eines zusammengelegten Bahn- und Übertragungsnetzprojektes 3. Behördliche Entscheide, insbesondere Festlegung des Korridors für die Leitung Innerkirchen - Ulrichen 4. Realisierung	<b>B</b>	Vorgehen wurde angepasst
Zu Punkt 2: Die Finanzierung eines Projektes Grimsel-Tunnel wird auch bei einem gemeinsamen Projekt zwischen Bahn und Übertragungsnetz separat erfolgen. Swissgrid wird im Rahmen eines Sachplanverfahrens die Finanzierung einer 380-kV-Leitung sicherstellen. Die Finanzierung des Bahnprojektes obliegt der Grimselbahn AG. Die Realisierung eines gemeinsamen Vorhabens erfolgt weder durch die Einfache Gesellschaft Grimsel-Tunnel noch abschliessend durch die Grimselbahn AG oder die Swissgrid AG. Die Realisierung einer Übertragungsleitung beinhalten Sachplan- und Plangenehmigungsverfahren. Das Sachplanverfahren wird vom BFE, das Plangenehmigungsverfahren durch das ESTI respektive das BFE geleitet. Für ein gemeinsames Vorhaben Bahn und Übertragungsnetz würde das Sachplanverfahren voraussichtlich durch das BFE geleitet. Das Plangenehmigungsverfahren durch das BAV (unter Einbezug des ESTI).		
Streichen Punkt 3 im Vorgehen: Zeigt sich im Rahmen des Sachplanverfahrens von Swissgrid, dass die 220-kV-Leitung Innertkirchen-Ulrichen zurückgebaut werden kann, wird Swissgrid dies zeitgerecht umsetzen. Die kantonalen Stellen können Empfehlungen zu Umsetzungsfristen aussprechen (Vergleiche Erläuterungen Massnahmen R_10, Abschnitt Landschaft, 1. Absatz). Im Rahmen des Richtplans sind diese jedoch nicht rechtlich bindend, weshalb auf eine Formulierung mit „zwingend“ zu verzichten ist.	<b>C</b>	Der Rückbau ist ein zentrales Anliegen des Kantons; als wichtiges kantonales Ziel wird er nicht gestrichen.
Div. detaillierte Änderungswünsche für das Massnahmenblatt und die Erläuterungen	<b>B</b>	Teilweise berücksichtigt

## Autres mesures

### Conférence des Maires du Jura bernois et Association régionale Jura-Bienne

S'agissant des constructions et installations sises hors de la zone à bâtir, nos communes souhaitent de la compréhension de l'OACOT, notamment pour la réaffectation des stands de tir (en lien avec objectif A41).

**D** La construction hors de la zone à bâtir est régie par le droit fédéral.

S'agissant de notre plan directeur des parcs éoliens, une révision est également en cours, qui sera approuvée au printemps 2018 avec de nouveaux sites en coordination réglée.

**D**

### Commune Mixte de Plateau de Diesse

Fiche de mesure C\_19 — Captage d'eau d'importance suprarégionale ou régionale: Nous avons constaté avec étonnement que les zones de captage de notre commune ne sont pas classifiées dans ce document. Il nous paraît opportun d'en faire mention conformément à la carte de protection des eaux que vous trouvez en annexe pour votre bonne information. Par ailleurs et dans le prolongement de la réflexion précédente, l'Exécutif communal souhaiterait que la source de Lamboing soit dûment répertoriée également.

**D** La fiche de mesure C\_19 ne faisait pas l'objet de la procédure de participation.

Fiche de mesure C\_21 - Périmètres propices à l'implantation d'éoliennes: Nous remarquons avec satisfaction que le site du Mont Sujet (S13) compte au nombre des périmètres propices à l'implantation d'éoliennes, corroborant ainsi nos propres analyses démontrant la qualité indéniable du site, comme l'accrédite d'ailleurs la carte des vents ci-jointe, établie par vos soins dans le Géoportail. Pour autant, l'état de la coordination de ce site ne nous donne pas satisfaction, dans la mesure où il devrait être à notre sens être compris comme «coordination réglée ». Appuyant cette notion, nous relevons en outre que la Commune mixte de Plateau de Diesse est propriétaire, non seulement de tous les terrains susceptibles d'accueillir des équipements d'aéromoteurs, mais en outre de son propre réseau de distribution électrique dans le village de Lamboing. A l'évidence, une production locale d'énergie devrait se voir davantage soutenue par les autorités cantonales et une reclassification du site en « situation réglée », à la faveur de la prochaine révision actuellement en cours du plan directeur éolien du Jura bernois, constituerait un premier pas fort apprécié dans cette direction.

**D** La fiche de mesure C\_21 ne faisait pas l'objet de la procédure de participation.

Stratégies : Chapitre A « Zones à bâtir » - A41: L'une de nos spécificités communales liée à cet aspect est constituée de la dissémination, hors de la zone à bâtir de notre territoire, de différents stands de tir, dont nous avons d'ailleurs assaini les cibles y a peu. Ces installations militaires ont été destinées à des besoins officiels pendant de longues années, mais leur utilité dans ce cadre tend à s'amenuiser. Il n'est donc pas fondamentalement impossible qu'à moyen terme ces équipements doivent changer d'affectation et il nous paraît judicieux que le canton de Berne crée réellement les conditions nécessaires à des modifications facilitées dans ce domaine.

**D** La construction hors de la zone à bâtir est régie par le droit fédéral.

### Gemeinde Hasle b. Burgdorf

Massnahme B\_12: Der Gemeinderat weist darauf hin, dass im Massnahmenblatt Langsamverkehr die Veloverbindung zwischen Schafhausen und Hasle (Riefershäusern) möglichst hoch zu priorisieren ist, da es sich um einen sehr gefährlichen Schulweg handelt. Erst kürzlich kam auf dieser Strecke ein Fussgänger ums Leben.

**D** Die Massnahme B\_12 stand nicht zur Mitwirkung.

### Gemeinde Heimberg

B\_01: Allerdings muss der Gemeinderat mit Erstaunen davon Kenntnis nehmen, dass der bestehende Verkehrsintensive Standort VIV Megastore Heimberg (früher Pery-Markt, Jumbo und Hobby Heimberg) im Massnahmenblatt B\_01 nicht aufgeführt ist. Beim Standort Heimberg wurde das Fahrtenkontingent gemäss Fahrleistungsmodell im Rahmen der Baubewilligung geregelt. Dieser Standort gehört in den Richtplan 2030, da er seit Jahrzehnten definitiv über 5000 DTV aufweist. Im Rahmen der Erarbeitung der AP 3 / RGSK 2 hat ja der Kanton Bern in Aussicht gestellt, dass eine Überprüfung der verkehrintensiven Vorhaben aufgrund der neuen Bundesgesetzgebung (RPG Art. 8) im AP 4 / RGSK 3 erfolgen soll. Der Gemeinderat bittet Sie deshalb, die Aufnahme des Standortes Heimberg Megastore in das Massnahmenblatt B\_01 im kantonalen Richtplan 2030 wohlwollend zu prüfen.

**D** Die Massnahme B\_01 stand nicht zur Mitwirkung. Die Anregung stimmt mit den Informationen des Kantons überein. Die Aufnahme des VIV Megastore Heimberg in den Richtplan bei der nächsten Gelegenheit (Anpassung KRP) ist in Absprache mit dem BECO vorgesehen.

### Gemeinde Saanen

Antrag: Sobald ein konkretes Projekt vorliegt, soll ein neues Massnahmenblatt „Campus Le Rosey“ in den Richtplan aufgenommen werden.

Begründung: Das renommierte Schweizer Institut Le Rosey mit Hauptsitz in Rolle verfügt im Berner Oberland über zwei Dependancen in Gstaad und Schönred. Die Gebäude sind zum Teil überaltert und bieten nicht mehr genügend Platz für die Zukunft. Die heutigen Gebäude in Gstaad sollen deshalb ersetzt und an einem neuen Standort konzentriert werden. Im neuen Campus sollen Aufenthaltsräume, Unterrichtsräume und Unterkünfte für 450 Studierende und ca. 100 Lehrkräfte entstehen. Ein neuer Campus Le Rosey wurde im Gebiet Erlen, Schönried mittels der Ueberbauungsordnung Nr. 75, Erlen, geplant. Die fundamentale Kritik der Kommission zur Pflege der Orts- und Landschaftsbilder (OLK) hat die vom Amt für Gemeinden und Raumordnung (AGR) am 23. Oktober 2013 genehmigte Ueberbauungsordnung Nr. 75, Erlen, zu Fall gebracht.

**D** Der Antrag ist zu gegebener Zeit zu stellen und zu prüfen.

### Gemeinde St. Stephan

Dem Controllingbericht '16 haben wir entnommen, dass im Massnahmenblatt „A\_05 Baulandbedarf Arbeiten bestimmen“ für alle Einzonungen von Arbeitszonen eine Arbeitszonenbewirtschaftung (AZB) eingeführt wird. Wir halten diese Massnahme für übertrieben. Wir verlangen, dass die AZB nur eingeführt wird, wenn sie zwingend vom Bund vorgeschrieben ist. Wir verlangen, dass der Kanton in diesem Fall bei der Umsetzung der AZB nicht über die minimalen Bundesvorgaben hinausgehen darf.

**C** Der Bundesrat hat in der Genehmigung des Richtplans 2030 vom 4. Mai 2016 vorgeschrieben, dass alle Einzonungen von Arbeitszonen zwingend der AZB unterliegen; der Kanton wollte die Arbeitszonen von lokaler Bedeutung davon ausnehmen.

### Gemeinde Wattenwil

Zudem bestärkt der Gemeinderat Wattenwil die Absichten der Gemeinden Burgstein und Seftigen, die Arbeitszentren im Bereich Pfandersmatt und Sägerei Jaussi, zu unterstützen, da diese Massnahmen für die Region wichtig sind.

**A**



Nom / Catégorie	Appréciation	Remarque
<b>SVP Kanton Bern</b>		
Massnahme A_05: Wir begrüßen, dass die Arbeitszonenbewirtschaftung bereits jetzt bei allen Einzonungen zur Anwendung kommt, wie dies der Bundesrat fordert.	<b>A</b>	
<b>Berner Bauern Verband</b>		
Massnahme A_05: Wir begrüßen, dass die Arbeitszonenbewirtschaftung bereits jetzt bei allen Einzonungen zur Anwendung kommt, wie dies der Bundesrat fordert.	<b>A</b>	
<b>Berner KMU</b>		
R_02: Wir sind mit der Streichung dieser Massnahme einverstanden.	<b>A</b>	
<b>Mieterinnen- und Mieterverband Kanton Bern</b>		
Anpassungen im Rahmen des Richtplancontrollings umfassen gemäss Ihren Ausführungen inhaltliche Änderungen oder die Aufnahme neuer Massnahmen in den Richtplan. Wir nehmen deshalb enttäuscht zu Kenntnis, dass dies im Bereich Wohnen nicht erfolgt ist, obwohl akuter Handlungsbedarf besteht. Die Wohnkosten nehmen anhaltend zu und der Wohnungsmarkt ist angespannt: Das Bundesamt für Wohnungswesen BWO hat letztes Jahr festgestellt, dass über 40% der Gemeinden im Kanton Bern einen Leerwohnungsbestand von unter 1% aufweisen. Von Kantonen mit ausgewiesenem Handlungsbedarf verlangt der Bund die Festlegung von Zielen und Massnahmen im Richtplan zur Sicherstellung eines Wohnraumangebots für alle Bedürfnisse, insbesondere zur Förderung von preisgünstigem, familienfreundlichem und altersgerechtem Wohnungsbau. Im Rahmen der Genehmigung des Richtplans 2030 hat der Bund dem Kanton Bern zudem die konkrete Auflage erteilt, „den Richtplan um Aussagen zur Förderung von preisgünstigem Wohnraum zu ergänzen oder gegenüber dem Bund darzulegen, wie der Kanton den geeigneten Rahmen für die Massnahmen schafft“ (Bundesratsbeschluss Ziffer 8 und Prüfungsbericht S. 162). Dies ist leider nicht geschehen, obwohl das laufende Verfahren hierzu eine gute Möglichkeit bieten würde. Wir regen deshalb an, die Massnahmen A_01 und / oder A_07 zum Richtplan folgendermassen zu ergänzen: Die Gemeinden sollen bei ihren Zonenplanungen (Fokus Neueinzonung) angehalten werden zu prüfen, Flächenanteile für preisgünstiges Wohnen auszuscheiden. Allenfalls könnte auch ein neues Massnahmenblatt „Preisgünstiger Wohnraum fördern“ erstellt werden.	<b>D</b>	Der Auftrag des Bundesrats wird im Rahmen der nächsten Richtplananpassungen (2018) bearbeitet - vorerst musste die Diskussion zum Richtplan 2030 im Grossen Rat abgewartet werden, die erst kurz vor Redaktionsschluss der Richtplananpassungen `16 erfolgte.
<b>VCS Bern</b>		
Massnahme A_05: Der VCS begrüsst, dass die Arbeitszonenbewirtschaftung bereits jetzt bei allen Einzonungen zur Anwendung kommt, wie dies vom Bundesrat gefordert wird.	<b>A</b>	
Massnahme B_01: Obschon die Abschaffung des FLM aus Sicht des VCS einen Rückschritt in der kantonalen Umweltpolitik darstellte, konnte sich der VCS den Ersatz dieses Instrumentes mit neuen Instrumenten im Bereich der Raumplanung vorstellen, sofern diese mindestens ebenso wirksam sind wie das FLM. Dazu gehören aber auch die Zurverfügungstellung der organisatorischen und personellen Ressourcen beim AGR (!). Wir begrüßen die Ausarbeitung einer Vollzugshilfe. Dazu gehört, dass VIV weiterhin mittels Fahrtenüberlegungen dimensioniert werden. Die Planung (Richtplan, Zonenplan) solcher Grosseprojekte muss sich zum Standort und zum maximal zulässigen Mehrverkehr äussern. Weiter muss festgelegt werden wie sichergestellt wird, dass das prognostizierte Fahrtenaufkommen und die prognostizierte Zusatzbelastung auf Strassen und Knoten nicht überschritten werden. Für verkehrsintensive Vorhaben beantragen wir, so genannte Mobilitätskonzepte zu verlangen. Darin haben die Betreiber verkehrsintensiver Vorhaben nachzuweisen, wie sie den Umweltzielen (Lärm, Luft) und dem Klimaschutz Rechnung tragen, wie sie den Modalsplit zugunsten des Langsamverkehrs und des öffentlichen Verkehrs verbessern und wie sie dem Fernziel der 2000-Watt-Gesellschaft näherkommen. Neben den Massnahmen bei verkehrsintensiven Vorhaben sind ausserhalb der betroffenen Gebiete zusätzliche Massnahmen vorzusehen, um die Umwelt- und Klimabelastung durch den MIV zu reduzieren. Antrag: Der VCS beantragt, dass bei verkehrsintensive Vorhaben Mobilitätskonzepte vorgewiesen werden müssen.	<b>D</b>	Die Massnahme B_01 stand nicht zur Mitwirkung. Die Möglichkeit zur Dimensionierung von VIV anhand von Fahrtenüberlegungen wird Gegenstand der Vollzugshilfe VIV sein. Das Gleiche gilt bzgl. der Regelung der Zuständigkeiten und Kompetenzen im Bereich Controlling. Mobilitätskonzepte bei der Planung von VIV zwingend einzufordern, ist nicht vorgesehen. Je nach Situation können Mobilitätskonzepte jedoch, wie etwa im Rahmen des erforderlichen Erschliessungsnachweises oder der Definition des PP-Angebotes, eine wichtige Rolle spielen.
<b>Coop Genossenschaft</b>		
B_01: Die Coop Genossenschaft betreibt in Heimberg ein Einkaufszentrum von erheblicher Grösse. Es handelt sich um ein verkehrsintensives Vorhaben VIV gemäss Massnahme B_01 des heute geltenden Richtplans. Der Standort Heimberg fehlt dort auf der Rückseite, die Gründe dazu sind uns nicht bekannt. Dass die 5000 Fahrten DTV überschritten sind, ist klar: Gemäss Wochenganglinie der Einfahrten von B+S AG, Bern, sind durchschnittlich rund 3'500 Zufahrten pro Tag auf das Areal zu verzeichnen. Das sind rund 7'000 Fahrten DTV (Zu- und Wegfahrten pro Durchschnittstag inkl. Sonn-/Feiertage). Wir bitten Sie, für die Aufnahme des VIV-Standortes Megastore Heimberg besorgt zu sein. Beilage: Wochenganglinie.	<b>D</b>	Die Massnahme B_01 stand nicht zur Mitwirkung. Die Anregung stimmt mit den Informationen des Kantons überein. Die Aufnahme des VIV Megastore Heimberg in den KRP bei der nächsten Gelegenheit (Anpassung KRP) ist in Absprache mit dem BECO vorgesehen.

## Possibilités de développement offertes par le plan directeur 2030

### Commune municipale Orvin

Le conseil municipal d'Orvin a pris bonne note de vos différentes révisions et adaptations concernant le plan directeur et nous sommes convaincus du bien fondé de vos démarches. Toutefois, dans la mesure où notre courrier daté du 16 décembre 2014 n'a pas été du tout pris en compte et resté sans réponse, nous vous faisons part de notre déception par le manque de considération apportée à nos doléances.

**A** Les points que vous abordez dans votre courrier du 16 décembre 2014 ont été commentés dans notre réponse datée du 24 septembre 2015, dont nous joignons une copie. L'appréciation conserve toute sa validité.

### Gemeinde Aeschi

Bauen ausserhalb der Bauzone: Wir fordern die bürgerliche Kantonsregierung auf, sich beim Bund dafür einzusetzen, dass das Raumplanungsgesetz gelockert wird. Es wäre aus raumplanerischer Sicht wünschenswert, wenn bsp. die hohen gesetzlichen Hürden für den Abbruch und Neubau von Gebäuden in der Landwirtschaftszone, welche bereits heute komplett erschlossen sind, gesenkt werden. Nicht mehr benötigter Ökonieraum soll voll zu Wohnraum umgenutzt werden können.

**D**

Die bestehenden Gesetze sollten dementsprechend abgeändert werden, dass künftig auch der Abbruch und Neubau eines Gebäudes möglich ist, auch wenn dadurch beispielsweise ein vorgeschriebener Mindeststrassenabstand weiterhin unterschritten bleibt.

**D**

Die Siedlungsplanung setzt sich mit der zukünftigen Entwicklung unserer Region auseinander. In diesem Punkt erwarten wir, dass auch für unsere Gemeinden realistische Entwicklungsperspektiven möglich sind, wie zum Beispiel Neueinzonungen im Rahmen von Ortsplanungsrevisionen. Das verdichtete Bauen begrüssen wir. Jedoch ist es unabdingbar, dass die bestehenden rechtlichen Grundlagen liberalisiert werden. Häufig werden bedachte Projekte durch übergeordnete Gesetze unnötigerweise verhindert. In der Bevölkerung führt dies zu einem sehr grossen Unverständnis!

**D** s. Kommentar im allgemeinen Teil des Mitwirkungsberichts

### Gemeinde Auswil

Nicht ESP-Standortgemeinden im nichtpriorisierten Hügel- und Berggebiet sind zur Schaffung von Voraussetzungen für eine wirtschaftliche Entwicklung Kompensationen zu gewähren:

**D** s. Kommentar im allgemeinen Teil des Mitwirkungsberichts

"Im Sinne der Entwicklung gegen Innen und gemäss dem Grundsatz zur Förderung der wirtschaftliche und sozialen Entwicklung der Gemeinden gewährt der Kanton und das Amt für Gemeinden und Raumordnung (AGR) nichtpriorisierten Gemeinden (mit wenig Baulandreserven) im Hügel- und Berggebiet Kompensationen in Form von Ausnahmebewilligungen zur Umnutzung von leerstehendem, nicht mehr landwirtschaftlich genutztem Gebäudevolumen. Die sanften Umnutzungsmöglichkeiten beinhalten Kleingewerbe, Kunst- und Kulturateliers sowie Wohnen."

### Gemeinde Horrenbach-Buchen

Unterstützung für die Stellungnahme der Gemeinde Wimmis (Entwicklungsmöglichkeiten im Berner Oberland).

**D** s. Kommentar im allgemeinen Teil des Mitwirkungsberichts

Fazit: So wie die Richtplananpassungen 16 heute vorliegen, lehnen wir diesen als Landgemeinde ab! Diese wurden vorbehaltlos für die Zentren und Agglomerationen erarbeitet. Die Verlierer sind die Berggemeinden, welche ohnehin schon unter der restriktiven Handhabung für das Bauen ausserhalb der Bauzone leiden. Wir bitten Sie um eine grundlegende, Randregion freundliche Überarbeitung und Anpassung des Richtplanentwurfes. Der Kanton Bern sollte auch zukünftig nicht nur aus Zentren und Agglomerationen bestehen.

### Gemeinde Krattigen

Der Regierungsrat hat im Herbst 2015 den kantonalen Richtplan genehmigt. Dieser schränkt die Entwicklungsmöglichkeiten für ländliche Gemeinden betreffend Neueinzonungen von Bauland massiv ein. Für die Gemeinde Krattigen ist eine Weiterentwicklung von grosser Bedeutung. Wir sind bestrebt, unseren Standortvorteil zu nutzen und die Zusammenarbeit mit den umliegenden Gemeinden bezüglich Wohn-, Arbeits- und Ferienort stetig zu verbessern. Die Grundlagen für ein attraktives Wohnen für die Bevölkerung im ländlichen Raum sind gegeben. Es bestehen gute Chancen, unsere regionale Entwicklung entsprechend zu fördern.

**D** s. Kommentar im allgemeinen Teil des Mitwirkungsberichts

Wir streben ein massvolles, jedoch stetiges Wachstum an, welches auch den Erhalt unserer Infrastruktur sicherstellt, ohne damit jedoch das intakte Naherholungsgebiet zu beeinträchtigen. Die Siedlungsplanung setzt sich mit der zukünftigen Entwicklung unserer Region auseinander. In diesem Punkt erwarten wir, dass auch für unsere Gemeinden realistische Entwicklungsperspektiven möglich sind, wie zum Beispiel Neueinzonungen im Rahmen von Ortsplanungsrevisionen.

### Gemeinde Muri b. Bern

Die am RLB aktiv mitwirkende Bevölkerung hat mit grossem Mehr auch zur Bewahrung und Pflege der identitätsstiftenden, ortsbildprägenden und historischen Ortsteile zugestimmt. Mit Abstimmung vom 5. Juni 2016 haben die Stimmbürger ebenfalls eine baurechtliche Bestimmung erlassen, wonach bis 2024 ein Einzonungsmoratorium gilt. Davon ausgenommen sind die Schürmatte, eine Gebäudetiefe entlang der A6 sowie Areale, welche für die Erweiterung oder Standortverlegung ortsansässiger Gewerbebetriebe nötig sind (Art 76a BauR Muri) In Übereinstimmung mit unserer Stellungnahme vom 8. Dezember 2014 zum Richtplan 2030 erlauben wir uns erneut den Hinweis, von zu hohen Erwartungen bei der Nachverdichtung in sich stimmiger und qualitativ adäquater Wohnquartiere der Gemeinde Muri Abstand zu nehmen.

**D** Die Berechnungen nach Massnahme A\_01 sind nicht Teil des Richtplancontrollings `16.

Die bestehenden Quartiere können dies auch nicht leisten, ohne ihren Charakter grundlegend zu verändern. Von "behutsamer Nachverdichtung" kann dann keine Rede mehr sein. Wir sind der Auffassung, dass dies nicht Sinn und Zweck des neuen RPG darstellt. Gleichzeitig braucht unsere Gemeinde Spielräume, auch bei der Bevölkerungszahl, um die weitere Entwicklung aktiv zu gestalten (Demografie, Altersstruktur, Pendlerverkehr etc.) und die Zielvorgaben von Kanton und Bund umzusetzen. Das derzeit beim AGR verfügbare Datenblatt "Ermittlung des tatsächlichen Baulandbedarfs Wohnen" führt ein theoretisches Nachverdichtungspotential von sage und schreibe 45.6 ha. Somit wäre der gesamte Wohnbaulandbedarf von 12.81 ha mehr als abgedeckt und keinerlei Neueinzonungen im Sinne von Art. 76a BauR mehr möglich.

**Gemeinde Oberlangegg**

Da sämtliches nicht überbautes Bauland angerechnet wird, können ländliche Gemeinden somit kaum neues Bauland einzonen. Selbstredend ist die Auswahl für Interessenten extrem klein, wenn überhaupt vorhanden. Um bauen zu können, muss das wenige eingezonte Bauland ja verfügbar sein, sprich der Eigentümer muss es verkaufen wollen. Wer in einer ländlichen Gemeinde bauen will und über kein eigenes Bauland verfügt, hat es also schwer und wird oft gezwungen sein, in eine andere Gemeinde auszuweichen.

Ausweichen muss man an einen Ort, wo Bauland verfügbar ist. Gemäss kantonalem Richtplan soll das vorwiegend in den Städten und Agglomerationen sowie einigen Zentren der 3. und 4. Stufe sein. Allerdings ist uns nicht klar, nach welchem Prinzip der Kanton die Gemeinden in die Zentren der 3. und 4. Stufe eingeteilt hat. Alle anderen Gemeinden haben das Nachsehen, davon sehr viele im Berner Oberland.

Trotzdem bereitet dem Gemeinderat die Stossrichtung im Richtplan 2030 - insbesondere im Bereich des Baulandbedarfs - Sorge. Gemeinden, welche in der Kategorie „Hügel- und Berggebiete“ eingestuft sind (darunter ist auch die Gemeinde Oberlangegg zu finden) dürfen für die nächsten 15 Jahre lediglich über Baulandreserven für 2 Prozent der Bevölkerung haben. Erschwerend kommt hinzu, dass Gebäude in der Landwirtschaftszone ebenfalls kaum nutzungsgerecht umgebaut werden dürfen. Eine Gemeinde wie Oberlangegg kann ihre Einwohner nur halten, wenn ein Minimum an Baumöglichkeiten vorhanden ist. Oberlangegg will nicht wachsen, aber auch nicht noch kleiner werden. Die Vorgaben des kantonalen Richtplanes sind für Oberlangegg daher verheerend. Aus Sicht des Gemeinderates Oberlangegg zielt der kantonale Richtplan in eine für die Landgemeinden unhaltbare Fehlentwicklung! Dem Regierungsrat wird erneut nahegelegt, die Land- und Randregionen nicht allzu sehr zu vernachlässigen, sondern auch den Gemeinden im Berner Oberland Handlungsspielraum und Entwicklungsmöglichkeiten zu bieten.

D s. Kommentar im allgemeinen Teil des Mitwirkungsberichts

D s. Kommentar im allgemeinen Teil des Mitwirkungsberichts

**Gemeinde Pohlern**

Bezüglich Raumtyp wird Pohlern (wie bisher) bei den zentrumsnahen ländlichen Gebieten eingeteilt. Als kleine Landgemeinde ist es schwierig sich zu entwickeln und mit der Einteilung in vorgenannten Raumtyp wird den ländlichen Gemeinden auch noch der letzte Entwicklungsspielraum genommen. Dies kann zu Abwanderungen und noch schwierigeren finanziellen Verhältnissen in den Gemeinden führen.

D s. Kommentar im allgemeinen Teil des Mitwirkungsberichts

**Gemeinde Sigriswil**

Aus unserer Sicht kann es unmöglich im Gesamtinteresse des Kantons Bern sein, die Gemeinden im Oberland derart stark in Ihrer Entwicklung zu bremsen und «ausbluten» zu lassen. Mit dem von Avenir Suisse propagierten «Kontrollierten Rückzug aus den Alpen» wird insbesondere ein grosser Teil des Tourismus wegrasiert. Unsere Gemeinde steuert beispielsweise jährlich über 100'000 Übernachtungen bei. Die Wertschöpfung daraus ist für alle Bereiche, Tourismus, Gewerbe und Landwirtschaft existenziell wichtig. Mit der geplanten Entvölkerung, wird die Infrastruktur in unseren Gebieten nicht mehr finanzierbar sein. Ohne Infrastruktur werden auch die Gäste wegbleiben und die Negativspirale dreht sich weiter. Diese Entwicklung wird auch am übrigen Kanton Bern nicht spurlos vorbeiziehen, weshalb wir nochmals eindringlich darum bitten, die Entwicklungspotentiale im gesamten Kanton Bern ausgeglichener zu verteilen.

D s. Kommentar im allgemeinen Teil des Mitwirkungsberichts

Die Einwohnergemeinde Sigriswil hat sich immer für eine haushälterische Bodennutzung eingesetzt. Wir haben schon vor über 30 Jahren eine Beschränkung der Zweitwohnungen eingeführt. Zudem haben wir bewusst kein Kontingent für den Verkauf von Liegenschaften an Ausländer beantragt, obwohl dies bei uns als Tourismusgemeinde ohne weiteres möglich gewesen wäre. In unserer Gemeinde werden im Gastgewerbe (10 Hotels/40 Restaurants), im Gesundheitswesen (1 Gesundheitszentrum, 6 Alters- und Pflegeheime), in den rund 200 Gewerbebetrieben und den rund 120 Landwirtschaftsbetrieben sehr viele Arbeitsstellen in der Region angeboten. Sigriswil hat ein ausgeprägtes Dorfzentrum mit vielen Einkaufsmöglichkeiten, ausserdem haben wir den öffentlichen Verkehr in den letzten Jahren massiv ausgebaut. Doch dies alles wird mit der neuen Richtplanung überhaupt nicht gewichtet. Unsere Infrastruktur ist gut ausgebaut - wir könnten ein gesundes Wachstum im Bereich von 0.5%- 1.0% pro Jahr erzielen, ohne neue Erschliessungen erstellen zu müssen. Aber ohne Wachstum, beziehungsweise mit einer drohenden Entvölkerung sehen wir unsere Existenz bedroht!

D s. Kommentar im allgemeinen Teil des Mitwirkungsberichts

Im Rahmen der inzwischen begonnenen Ortsplanung sind uns die verheerenden Auswirkungen des Kantonalen Richtplans erneut eindrücklich vor Augen geführt worden. Wir müssten erhebliche Bauzonenflächen auszonen, obschon wir mit der letzten Teilrevision den 15-Jahresbedarf eingehalten haben und inzwischen viele Flächen überbaut worden sind.

D s. Kommentar im allgemeinen Teil des Mitwirkungsberichts

Unsere Gemeinde gilt als ländliche Gemeinde, obwohl wir uns auch als Agglomerationsgemeinde der Wirtschaftsregion Thun zählen. Die Wohnlage an der «Sunnesite» vom Thunerseeufer gehört zu den Attraktivsten im ganzen Kanton, unsere Bevölkerung ist in den letzten 15 Jahren um 9 Prozent gewachsen. Trotzdem soll uns nun mit dem neuen Richtplan jegliche Entwicklungsmöglichkeit genommen werden. Nur noch 4 % Baulandreserve wird uns zugestanden. Zudem zählen neu auch die Strassenflächen zur Bauzone und diverse andere Flächen welche kaum überbaut werden können. Letztendlich bleibt praktisch keine Fläche für neuen Wohnraum und weil die bestehenden Mehrgenerationenhäuser durch immer weniger Personen bewohnt werden, findet eine Entvölkerung statt.

Die Einwohnergemeinde Sigriswil schliesst sich den Eingaben der Berner Oberländer Gemeinden an. Das Berner Oberland ist als Gesamtes betroffen und wird sich gegen die Umsetzung des Kantonalen Richtplans in dieser Form zur Wehr setzen.

D s. Kommentar im allgemeinen Teil des Mitwirkungsberichts

**Gemeinde St. Stephan**

„Stillstand ist Rückschritt“. Der Richtplan 2030 darf nicht Mittel und Zweck werden, um Strukturpolitik zu betreiben oder eine gesunde Entwicklung zu behindern. Keinesfalls darf eine Entvölkerung „von oben“ durch den Kanton verordnet werden. Die dezentrale Besiedlung und verwandte Begriffe sind in zahlreichen Gesetzen und Verordnungen enthalten. Wir verlangen, dass dieser Grundsatz auch im Richtplan 2030 umgesetzt wird.

Der Richtplan 2030 schürt den Stadt-Land-Graben. Die dezentrale Besiedlung des Kantons Bern ist kein Auslaufmodell, sondern beinhaltet zahlreiche wirtschaftliche und gesellschaftliche Chancen. Wir fordern Sie auf, die nötigen Rahmenbedingungen zu schaffen, damit diese Chancen von einer aktiven und innovativen ansässigen Bevölkerung auch in Zukunft zum Wohle des gesamten Kantons genutzt werden können.

Wir teilen Ihnen ausdrücklich mit, dass wir vollumfänglich hinter der Eingabe des Gemeinderats Wimmis stehen und sie vorbehaltlos unterstützen. Irritiert und mit grosser Enttäuschung haben wir zur Kenntnis genommen, dass der Regierungsrat im Jahr 2015 den kantonalen Richtplan ohne nennenswerte Verbesserungen für die ländlichen Gemeinden genehmigt hatte. Auf unsere Eingabe haben wir nicht einmal eine Rückmeldung erhalten. Inzwischen haben wir erfahren, dass sich seinerzeit zahlreiche weitere Gemeinden besorgt zu den kaum mehr vorhandenen Entwicklungsmöglichkeiten geäußert haben. Der Gemeinderat St. Stephan verlangt eine Erklärung, warum die kantonalen Stellen und übrigen Beteiligten kaum oder gar nicht auf diese Eingaben eingegangen sind.

**Gemeinde Teuffenthal**

So wie die Richtplananpassungen 16 heute vorliegen, lehnen wir diesen als Landgemeinde ab! Diese wurden vorbehaltlos für die Zentren und Agglomerationen erarbeitet. Wir bitten Sie um eine grundlegende, Randregion freundliche Überarbeitung und Anpassung des Richtplanes. Unsere Erwartungen gehen auch dahingehend, dass die Eingaben der Gemeinden in den Randregionen nicht nur zur Kenntnis genommen werden, sondern auch in der Planung mit berücksichtigt werden. Die Eingaben der Gemeinden aus dem Berner Oberland im Rahmen der Vernehmlassung Richtplan 2030 blieben leider unberücksichtigt. Es kann nicht sein, dass die zahlreichen Eingaben einfach unberücksichtigt zu den Akten gelegt werden!

Mit dem geltenden Richtplan sind die Wachstumsmöglichkeiten ausserhalb der Zentren und Agglomerationsgemeinden zu tief festgesetzt.

Mit den Richtplananpassungen wurden die Entwicklungsmöglichkeiten/Entwicklungsgebiete für neue Wohnungen ausschliesslich in die Zentren verlegt. In unserem Fall konkret in den Raum Thun/Steffisburg. Für eine kleine ländliche Gemeinde wie Teuffenthal bedeutet das einen Einzonungs- und Entwicklungsstopp. Dies muss zur Sorge Anlass geben.

Wir sind uns bewusst, dass wir in unserer Gemeinde nie großzügig Baulandreserven realisieren können. Das wollen wir ja auch nicht, aber es ist für uns existenziell, dass wir den heutigen Bevölkerungsstand halten können. Dazu braucht es aber massvolle Einzonungsmöglichkeiten und sinnvolle Nutzungs- und Umnutzungsmöglichkeiten der bestehenden Bauten.

Unsere Forderung: Eine vernünftige Wachstumsmöglichkeit verbunden mit einer „gesunden“ verfügbaren Baulandreserve sollte jeder berrischen Gemeinde ein gesundes Wachstum ermöglichen. Die uns derzeit zugestandenen Wachstumsprozente sind eine Farce und ermöglicht nicht einmal, dass junge einheimische Familien den Traum von Wohneigentum verwirklichen können.

Teuffenthal und weitere 80 Oberländer Gemeinden sehen sich durch den kantonalen Richtplan in ihrer Existenz gefährdet. Es darf nicht sein, dass in den ländlichen Gemeinden nicht mehr gebaut werden kann, und dass man die vorhandene Baustruktur für Einheimische nicht zeitgemäß nutzen darf. Die jungen Leute wandern aus den Regionen ab, ziehen in die Zentren. Dort herrscht Verkehrschaos und mit Millionen von Steuerfranken wird nach Entlastungerschliessungen gesucht. Die Landregion selber „hungert aus“, bestehende Gebäude und insbesondere Teile der Kulturlandschaft werden nicht mehr gepflegt und alsdann wird versucht mit Strukturverbesserungsgeldern künstlich die Schönheit der Landschaft zu erhalten. Dieses Problem wollen wir nicht, das darf nicht sein — dagegen setzen wir uns zur Wehr.

Unsere Forderung: Der Gemeinderat von Teuffenthal erwartet vom Regierungsrat, dass er mit den Richtplananpassungen den ländlichen Gemeinden eine Zukunftschance gibt. Die definierten Raumtypen und die Zentralisierungsstruktur werden von uns abgelehnt und sind zu überarbeiten. Dabei sind jeder Gemeinde minimalste Baulandreserven zuzugestehen, so dass eine Abwanderung verhindert werden kann und für die vorwiegend einheimische Bevölkerung die Möglichkeit besteht zeitgemässen Wohnraum zu schaffen.

**Gemeinde Unterlangenegg**

In der Hoffnung, dass unsere Vernehmlassungseingabe vom 16.12.2014 zum Richtplan 2030 im aktuellen Vernehmlassungs- und Mitwirkungsverfahren bis 8.03.2017 nun mehr Gehör findet, reichen wir Ihnen unsere damalige Stellungnahme unverändert noch einmal als Kopie ein. Weiter erhoffen wir uns, dass die Aussprache mit Vertretern von Oberländer Gemeinden Früchte trägt. Wird der Richtplan nicht grundlegend angepasst, graut uns vor der zukünftigen Entwicklung.

**Gemeinde Wimmis**

Ironischerweise trifft es zum grossen Teil dieselben Gemeinden, welche auch unter der Zweitwohnungsgesetzgebung und vor allem unter der sehr restriktiven Handhabung für das Bauen ausserhalb der Bauzone leiden. Letzteres kann man kaum dem Kanton Bern anlasten, handelt es sich doch um Bundesvorgaben mit wenig Spielraum. Ausser Acht lassen darf man das aber in Bezug auf den Richtplan trotzdem nicht.

D s. Kommentar im allgemeinen Teil des Mitwirkungsberichts

D Die Anliegen der Eingabe der Gemeinde wurde mit Brief vom 24. September 2015 kommentiert und im Mitwirkungsbericht die Verbesserungen für die ländlichen Gemeinden dargestellt; der Kommentar wird nochmals beigelegt.

D s. Kommentar im allgemeinen Teil des Mitwirkungsberichts

D s. Kommentar im allgemeinen Teil des Mitwirkungsberichts

D s. Kommentar im allgemeinen Teil des Mitwirkungsberichts

D s. Kommentar im allgemeinen Teil des Mitwirkungsberichts

D s. Kommentar im allgemeinen Teil des Mitwirkungsberichts

Die Gemeinden im Berner Oberland haben grosse Sorgen und sehen ihre Existenz durch den kantonalen Richtplan mittel- bis langfristig gefährdet. Wenn in ländlichen Gemeinden nicht mehr gebaut werden kann, wandern einheimische Bauwillige in andere Regionen ab, also in die Zentren und Agglomerationen. Das Ziel des Richtplanes wird erreicht werden, da besteht kein Zweifel. Aber ist sich der Regierungsrat bewusst, was dies für die Gemeinden heisst, welche als zentrumsnah/ländlich oder als Hügel- und Berggebiet eingestuft sind? Diese Gemeinden verlieren Einwohner, verlieren Steuerzahler, verlieren Einnahmen. Weitere Schulklassen oder gar Schulen müssen geschlossen werden. Die Infrastrukturkosten pro Einwohner steigen. Aber auch das Gewerbe, insbesondere der Bausektor, verliert einen wichtigen Teil seiner Existenzgrundlage.

D s. Kommentar im allgemeinen Teil des Mitwirkungsberichts

Der Regierungsrat hat den kant. Richtplan im September 2015 ohne nennenswerte Verbesserung für die Baumöglichkeiten in ländlichen Gemeinden genehmigt. Noch mehr enttäuscht sind wir allerdings darüber, wie die kantonalen Stellen und übrigen Beteiligten auf unsere Eingaben reagiert haben - nämlich kaum oder gar nicht. Inzwischen wissen wir von zahlreichen anderen Gemeinden, welche in Mitwirkungsangaben ebenfalls grosse Sorgen bezüglich der kaum mehr vorhandenen Entwicklungsmöglichkeiten geäussert haben.

D Die Aussage im Mitwirkungsbericht von 2015 stimmt: Das Raumkonzept an sich und die Ausscheidung von fünf Handlungsräumen wurden grundsätzlich nicht in Frage gestellt. Umstritten waren dagegen zum Teil die Zuordnung der Gemeinden zu den Handlungsräumen und vor allem die Folgerungen im Massnahmenblatt A\_01.

Wie der Kanton im Mitwirkungsbericht unter Ziffer 3.2.2 trotzdem wortwörtlich zu folgendem Schluss gelangen konnte, ist für uns höchst fragwürdig: „Das Raumkonzept Kanton Bern wird praktisch durchwegs grundsätzlich akzeptiert. Es entspreche einer breit abgestützten räumlichen Entwicklungsstrategie, heisst es etwa. Auch die fünf definierten Raumtypen und die Zentralitätsstruktur werden befürwortet; in keiner Stellungnahme werden sie in Frage gestellt.“ Der letzte Satz ist gelinde gesagt eine Zumutung, stimmt eindeutig und belegbar nicht. Genau der Bereich, wo es für viele Gemeinden um Sein oder nicht Sein ging, wurde im Mitwirkungsbericht massiv geschönt dargestellt oder besser gesagt in krasser Weise falsch dargestellt.

D s. Kommentar im allgemeinen Teil des Mitwirkungsberichts

Konkret erwartet der Gemeinderat Wimmis vom Regierungsrat, dass er dafür besorgt ist, dass die ländlichen Gemeinden die gleichen Zukunftschancen haben, wie alle anderen Gemeinden. Die definierten Raumtypen und die Zentralitätsstruktur ist deshalb grundsätzlich zu überarbeiten bzw. die Baulandreserven sind so auszugestalten, dass es in allen Gemeinden möglich ist, eine echte Auswahl an Bauland haben zu dürfen. Wenn in einer Gemeinde Bauland vorhanden ist, heisst es ja noch lange nicht, dass es auch überbaut wird. Ist aber kein Bauland vorhanden, kann ganz sicher nicht gebaut werden und Bauwillige müssen wegziehen. Genau das ist unser Problem. Und genau dieses Problem haben auch sehr viele Oberländer Gemeinden bzw. deren Einwohner.

#### Gemeinde Zwieselberg

Es wird festgestellt, dass künftige bauliche Entwicklungsmöglichkeiten im ländlichen Raum fehlen, was zu grundlegenden Existenzfragen führt. Falls die Weiterentwicklung infolge Neueinzonung von Bauland im ländlichen Raum unterbunden wird, ist die Existenzgrundlage anderweitig zu sichern. Dem Gemeinderat ist es ein Anliegen, dass bestehende Altbauten, welche sich primär in der Landwirtschaftszone befinden, einer sinnvollen und besseren Nutzung zugewiesen werden können. Dies wird jedoch mit der heutigen gültigen Gesetzgebung verunmöglicht.

D s. Kommentar im allgemeinen Teil des Mitwirkungsberichts

#### Stadt Thun

Wir verweisen auf die derzeit hängige Problematik zum „Baulandbedarf Wohn-, Misch- und Kernzonen“ der Stadt Thun (vgl. Gutachten Rudolf Muggli vom 2.9.2016, Schreiben an Regierungsrat Christoph Neuhaus vom 15.9.2016, 7.11.2016 und 17.1.2017). Fürsprecher Rudolf Muggli ist in seinem Gutachten zum Schluss gekommen, dass hier ein klarer Richtplanfehler vorliegt. Das Einzonungsmoratorium steht in klarem Widerspruch zum Raumkonzept des KRP, welches das Wachstum auf die Zentren lenken will (KRP A31 - ASS). Es kann nicht gewollt sein, dass die Stadt Thun als förderungswürdiges kantonales Zentrum 2. Stufe mit hoher Wachstumsvorgabe keine Einzonungen mehr vornehmen kann, während selbst in weniger dicht besiedelten und weniger gut erschlossenen Gebieten noch Einzonungen möglich sein sollen. Dieses fragwürdige Ergebnis des Massnahmenblattes A\_01 kann sich nicht auf das kantonale Raumkonzept stützen - es ist einzig auf die Art und Weise der Festlegung der Richtwerte für die Raumnutzerdichte zurückzuführen. Wir sind dankbar, dass wir diese Problematik am 15. Februar 2017 dem Gesamtregierungsrat präsentieren konnten und dass sich dieser offen für Lösungsvorschläge zeigte. Wir sind uns bewusst, dass diese Grundproblematik erst mit der ordentlichen Richtplananpassung 2018 sorgfältig gelöst werden kann.

D s. Kommentar im allgemeinen Teil des Mitwirkungsberichts

#### SVP Kanton Bern

Vorweg erlauben wir uns die Anmerkung, dass man vor lauter Sorge um den grundsätzlich berechtigten Schutz des Bodens leider deutlich über das Ziel hinausgeschossen ist: Anstatt gezielt fruchtbaren Boden zu schützen und Entwicklungen auf weniger wertvollem Boden hin zu lenken, würgen das eidgenössische und kantonale Regelwerk in der heutigen Form die Entwicklung in vielen Gemeinden und ganzen Regionen regelrecht ab. Dies zeigt sich in eklatanter Weise daran, dass diverse Gemeinden gezwungen sind, nach jahrelangem sorgsamem Umgang mit Fruchtfolgeflächen nun umsichtig gehütetes Bauland wieder auszonieren. Andere Gemeinden und sogar Städte können dringend benötigtes Land nicht einzonieren, obwohl landwirtschaftlich wenig ertragreicher Boden vorhanden wäre. Das Korsett ist deutlich zu eng und eine grundsätzliche Anpassung wäre dringend notwendig, um die derzeitige Fehlsteuerung zu beseitigen.

D s. Kommentar im allgemeinen Teil des Mitwirkungsberichts

#### Berner KMU

Werden den Gemeinden maximal zulässige Baulandflächen strikt vorgegeben, wird die Möglichkeit zur Anpassung an sich verändernde Umstände eliminiert (Anpassung in Massnahmen C\_01 und C\_02 in Verbindung mit A\_01, A\_05 und A\_07). Es ist sehr fragwürdig, bei der Berechnung der maximalen Baulandflächen stark auf Entwicklungszahlen der Vergangenheit (Bevölkerungswachstum, Bevölkerungsdichte) abzustellen und so rein mathematisch die Entwicklungsaussichten für die kommenden 15 Jahre hochzurechnen. Die Bedürfnisse der Bewohner des Kantons verschieben sich mittel- und langfristig. Man muss nicht weit zurückblicken, um sowohl Perioden von Land- wie auch solche von Stadtfucht auszumachen.

D s. Kommentar im allgemeinen Teil des Mitwirkungsberichts

Nom / Catégorie	Appréciation	Remarque
<p>Mit Eingabe vom 11. Dezember 2014 hatten wir uns sehr eingehend und kritisch mit dem damals unterbreiteten Entwurf für den Richtplan 2030 auseinandergesetzt. Bedeutende Anliegen wurden nicht oder nur ungenügend berücksichtigt:</p> <ul style="list-style-type: none"> <li>- Die für die Planung zuständigen Behörden des Bundes und des Kantons Bern neigen dazu, den tatsächlichen Planungsstand unseres Kantons zu wenig positiv zu würdigen, der wirtschaftlichen Entwicklung des Kantons und seiner Regionen zu wenig hohe Priorität einzuräumen und die neuen Herausforderungen zu wenig offen und mit zu grossen regulatorischen Ambitionen anzugehen.</li> <li>- Die planerischen Ziele können einfacher und schneller erreicht werden, wenn an Stelle von Einschränkungen und Zwängen nach Möglichkeiten gesucht wird, wie eine erwünschte Entwicklung begünstigt werden kann. In diesem Zusammenhang müsste vor allem der Frage nachgegangen werden, unter welchen Voraussetzungen es sich für Eigentümer, Bauherren und Investoren lohnt, die Entwicklung im bestehenden Baugebiet voranzutreiben.</li> <li>- Wichtig wird sein, wie planerisch, baurechtlich, finanziell und politisch die nötigen Investitionen in die Infrastruktur gesteuert werden können, damit der zusätzlich anfallende Verkehr insbesondere in den Agglomerationen bewältigt werden kann.</li> <li>- Es ist wichtig, gegenüber den Bundesbehörden die spezifische Situation des Kantons Bern aufzuzeigen und die entsprechenden Konsequenzen zu verfechten. Die Siedlungsentwicklung nach innen soll erleichtert und gefördert werden. Zwang ist der falsche Ansatz. Zu den geforderten Erleichterungen gehört der Abbau bestehender Hindernisse, beispielsweise im Bereich des Denkmalschutzes.</li> <li>- Die namentlich im ländlichen Raum anvisierte, sehr starke Verknappung von neuem Bauland ist aus gesamt- und regionalwirtschaftspolitischer Sicht nicht akzeptabel.</li> <li>- Kanton und Gemeinden dürfen mit der entworfenen Kategorisierung der Entwicklungsräume und Raumtypen der Flexibilität nicht für die kommenden 15 Jahre beraubt werden. Auf unerwartete Entwicklungen muss reagiert werden können. Die Kategorisierung und die Zuordnung der Gemeinden dürfen gewünschte oder notwendige, im Voraus nicht immer erkennbare, Entwicklungen nicht verunmöglichen. Mit der Einbindung der RGSK ist dies in Bezug auf die Verkehrsfragen einigermassen geglückt. In Bezug auf die Siedlungsentwicklung sind die Bestimmungen des Richtplans 2030 als prekär zu bezeichnen.</li> </ul>	D	s. Kommentar im allgemeinen Teil des Mitwirkungsberichts

Nom / Catégorie	Appréciation	Remarque
-----------------	--------------	----------

**Ralliement à une autre prise de position**

**Gemeinde Gondiswil**

Der Gemeinderat schliesst sich der Eingabe der Region Oberaargau an und verzichtet auf die Einreichung einer eigenen Stellungnahme.

**A** Die Region Oberaargau hat keine Stellungnahme eingereicht.

**Gemeinde Röthenbach i.E.**

Der Gemeinderat schliesst sich der Stellungnahme der Regionalkonferenz Emmental an.

**A**





## **Anhang 2: Stellungnahmen zur Massnahme B\_04, Eintrag «Bätterkinden, neue Abstellanlage» als Zwischenergebnis**

Nachfolgend werden die Stellungnahmen aus der Mitwirkung zum Eintrag «Bätterkinden, neue Abstellanlage» in der Massnahme B\_04 zusammengefasst und kommentiert. Die zum Teil sehr umfangreichen Eingaben können nicht im vollen Wortlaut wiedergegeben werden. Sie werden thematisch gruppiert; ähnliche Anliegen / Bemerkungen werden zusammengefasst.

### **Mitwirkende**

<b>Bezeichnung in Tabelle</b>	<b>Mitwirkende</b>
Gemeinderat	Gemeinderat Bätterkinden
Bürgergemeinde	Bürgergemeinde Bätterkinden
SVP Kanton Bern	SVP Kanton Bern
Berner Bauern Verband	Berner Bauern Verband
Berner KMU	Berner KMU
Natur- und Vogelschutz	Natur- und Vogelschutz Bätterkinden
Pro Natura	Pro Natura Bern
Stiftung Landschaftsschutz	Stiftung Landschaftsschutz Schweiz
VCS	VCS Bern
IG	Verein IG-Bätterkinden (mit 361 Unterschriften)
Privat 01	
Privat 02	
Privat 03	
Privat 04	
Privat 05	
Privat 06	
Privat 07	
Privat 08	
Privat 09	
Privat 10	
Privat 11	
Privat 12	
Privat 13	
Privat 14	
Privat 15	
Privat 16	
Privat 17	
Privat 18 und 19	zwei gleichlautende Stellungnahmen

**Anhang 2: Stellungnahmen zur Massnahme B\_04, Eintrag «Bätterkinden, neue Abstellanlage»**

<b>was</b>	<b>wer</b>	<b>Kommentar</b>
<b>1.1 Allgemeines</b>		
Die Gemeinde Bätterkinden hat sich in den letzten Jahrzehnten vom herkömmlichen Bauerndorf kontinuierlich zu einem attraktiven, lebendigen und wohnlichen Dorf entwickelt ohne seinen ländlichen Charakter verloren zu haben. Dazu beigetragen hat u.a. auch der RBS. Es ist nachvollziehbar, dass auch die Bahn-Infrastruktur Platz braucht, auch für ein Depot. Bei den letzten Ortsplanungsrevisionen wurde auf eine Ausdehnung des Siedlungsgebietes westlich der Bahnlinie verzichtet, um ein attraktives, schönes und gutes Naherholungsgebiet anzustreben. Mit dem Standort Leimgrube scheint aber der RBS den Weg des einfachsten und geringsten Aufwandes geht, im Wissen, dass er immer am längeren „Hebel“ sitzt bzw. die gesetzlichen Vorgaben auf seiner Seite hat.	Privat 09	Wird zur Kenntnis genommen.
Der Standort S11a „Leimgrube“ ist nicht als Zwischenergebnis in den Richtplan festsetzen zu lassen – auch nicht vorläufig oder provisorisch. Eine umfassende Interessenabwägung und Prüfung von Alternativstandorten bestehen nicht. Das Verfahren ist deshalb fortzusetzen unter umfassender Prüfung von Alternativstandorten – auch im Kanton Solothurn. Danach ist eine erneute Interessenabwägung durchzuführen, dieses Mal unter Einbezug sämtlicher öffentlicher Interessen.	IG, Privat 01, Privat 06, Privat 09, Privat 10, Privat 13, Privat 17, Privat 18 und 19	Nicht berücksichtigt. Das Vorhaben wird im kantonalen Richtplan belassen. Vorhaben mit gewichtigen Auswirkungen auf Raum und Umwelt bedürfen gemäss Art. 8 Abs. 2 einer Grundlage im Richtplan. Von den kantonalen Fachstellen wurden keine generellen Vorbehalte gegen die Aufnahme des Vorhabens in den kantonalen Richtplan eingebracht.
Die Standortevaluation RBS-Depot in der Leimgrube Bätterkinden ist zu wiederholen und zwar mit einem objektiven Evaluationsverfahren, welches nicht von vornherein darauf angelegt ist, den Standort Leimgrube als besten Standort erscheinen zu lassen. Allfällige Alternativstandorte sind unter gleichwertigen Aspekten (Raumplanung, Landschaft, Umwelt, Betrieb, Finanzen) nochmals zu prüfen. Die Herabsetzung von ursprünglich 28 Kriterien auf schlussendlich 10 Punkte wurde einseitig, nur zum Vorteil des RBS vorgenommen.	Burgergemeinde, Privat 02, Privat 04, Privat 08, Privat 11, Privat 14, Privat 15, Privat 16	Nicht berücksichtigt. Die Interessenabwägung ist erfolgt. Aus Sicht der kantonalen Fachstellen handelt es sich um eine nachvollziehbare Standortevaluation, die der gängigen Praxis entspricht.
Der Gemeinderat kann dem geplanten Standort Leimgrube (Standort S11 a) für den Bau eines RBS-Depots nicht zustimmen. Aufgrund des bestehenden Klärungsbedarfs kann derzeit noch kein Richtplaneintrag erfolgen. Die Standortevaluation Teil 1 hat vier geeignete Standorte ausgewiesen. Die Fokussierung auf den Standort Leimgrube (S11 a/b) erfolgte einzig gestützt auf die klärungsbedürftigen Kriterien der "Auswirkungen bei einer langfristigen Betrachtung". Im heutigen Zeitpunkt erscheint nicht ausgeschlossen, dass eine Klärung der Kriterien, anhand derer die Standortevaluation die Auswirkungen bei einer langfristigen Betrachtung beurteilt hat, zu anderen Ergebnissen führen kann.	Gemeinderat	Nicht berücksichtigt. Das Vorhaben wird im kantonalen Richtplan belassen. Vorhaben mit gewichtigen Auswirkungen auf Raum und Umwelt bedürfen gemäss Art. 8 Abs. 2 einer Grundlage im Richtplan. Aus Sicht der kantonalen Fachstellen handelt es sich um eine nachvollziehbare Standortevaluation, mit verwendeten Kriterien, die der gängigen Praxis entspricht.

**Anhang 2: Stellungnahmen zur Massnahme B\_04, Eintrag «Bätterkinden, neue Abstellanlage»**

was	wer	Kommentar
Die Akzeptanz des Projekts fehlt bei einem beachtlichen Teil der Bevölkerung.	Gemeinderat	Wird zur Kenntnis genommen.
Es sind auch Standorte unter Terrain zu prüfen.	Privat 09	Standorte unter Terrain wurden in der Standortevaluation nicht näher geprüft. Für die raumplanerische Interessenabwägung reicht die nach gängiger Praxis erstellte Standortevaluation aus. Die erfolgte Standortevaluation wird nicht auf unterirdische Standorte erweitert.
Das schlichte Ignorieren der von der IG Bätterkinden aufbrachten Punkte ohne Neuevaluation wäre äusserst undemokratisch. Behörden und Stellen von Bund und Kanton sind gut beraten, wenn Sie die Argumente und Ängste der Gemeinde und der Bevölkerung ernst nehmen und alles daransetzen, einen Standort zu wählen, welcher für alle erträglich und akzeptiert werden kann.	Privat 08, Privat 09	Wird zur Kenntnis genommen. Die Erfahrungen mit Planungen von Vorhaben mit gewichtigen Auswirkungen auf Raum und Umwelt zeigen aber, dass einvernehmliche, für alle erträgliche und von allen akzeptierte Lösungen praktisch unmöglich sind. Der RBS wird angehalten, die negativen Auswirkungen auf Raum, Umwelt und Bevölkerung auf ein Minimum zu reduzieren.
Ein Parkplatz für Züge auf vier Hektaren direkt bei einem Pendlerbahnhof widerspricht den Grundsätzen des kantonalen Richtplans (thematische Ziele im Raumkonzept Kanton Bern) – detaillierte Begründung in Originalstellungnahme.	Privat 06	Um die angestrebte räumliche Entwicklung zu erreichen, ergeben sich teilweise Zielkonflikte zwischen den thematischen Zielen des Raumkonzeptes Bern. Würde das Depot vollständig auf der grünen Wiese zu liegen kommen, würde dies anderen Festlegungen im Raumkonzept und sogar übergeordneten Vorgaben widersprechen.
Bei Um- und Ausbauten in der Landwirtschaftszone wird um jeden Quadratmeter gestritten. Es ist für den Bürger nicht nachvollziehbar, wenn unter der gleichen raumplanerischen Gesetzgebung von Bund und Kantonen hier einige Hektaren Kulturland in den kantonalen Richtplan aufgenommen werden.	Privat 09	Dem Kulturlandschutz kommt im Kanton Bern (auch auf Gesetzesstufe) eine hohe Bedeutung zu. Die Anforderungen an die Beanspruchung von Kulturland durch Einzonungen und andere bodenverändernde Nutzungen wurden erheblich erhöht. Die Standortevaluation hat ergeben, dass kein Standort zur Verfügung steht, welcher ohne die Beanspruchung von FFF auskommt. Mit dem Standort Leimgrube wird der Verlust an FFF minimiert, da ein Teil bereits eingezont ist.
Der sogenannte Miteinbezug seitens des RBS ist als Farce zu bezeichnen. Das Vorgehen der RBS betreffend Sachlichkeit, Ehrlichkeit und Transparenz ist für uns nicht nachvollziehbar und entspricht nicht unseren Vorstellungen.	Privat 10, Privat 18 und 19	Wird zur Kenntnis genommen.
Verdacht, dass beim Vorgehen dieses Bahnbetriebes die klassische Salamtaktik der Informationspolitik angewendet wurde. Obwohl von Seiten der Bahn, wie von der Regierung, vorab hauptsächlich von Frau Regierungsrätin B. Egger immer wieder betont wurde,	Privat 14	Wird zur Kenntnis genommen.

**Anhang 2: Stellungnahmen zur Massnahme B\_04, Eintrag «Bätterkinder, neue Abstellanlage»**

<b>was</b>	<b>wer</b>	<b>Kommentar</b>
wie vorbildlich informiert wurde! Zufälligerweise nimmt Frau Egger Einsitz im Verwaltungsrat der BKW – von denen man weiss, dass sie ihre, geschützte Altliegenschaft an der Bubenbergstrasse schon länger loswerden möchte.		
Mit den heutigen Mobilitätsbedürfnissen und der steigenden Bevölkerungszahl ist der Ausbau der Verbindungswege unumgänglich. Dabei wird der gezielte Ausbau des ÖV-Netzes auf Grund der Effizienz in der Flächennutzung von uns begrüsst. Es ist uns jedoch ein Anliegen, dass dabei wenn immer möglich auf die Qualität der Böden geachtet wird, welche für Projekte beansprucht werden, damit wertvolle landwirtschaftliche Flächen geschont werden können. Beim Standort RBS Depot Bätterkinder bezweifeln wir, ob der optimale Standort gewählt wurde. Es wäre unseres Erachtens jeweils prüfenswert, Vorhaben so oft sinnvoll und finanziell vernünftig auch unter der Erde zu realisieren, um das knappe Gut Boden zu schonen.	SVP Kanton Bern, Bernern Bauern Verband	Wird zur Kenntnis genommen. Aus Sicht der kantonalen Fachstellen handelt es sich um eine nachvollziehbare Standortevaluation, die der gängigen Praxis entspricht.
Keine Einwände gegen die Neuaufnahme der Werkstätte Bätterkinder	Berner KMU	Wird zur Kenntnis genommen.
Wir anerkennen das Bedürfnis nach einer neuen Abstellanlage der RBS. Der geplante Standort ist aus raumplanerischer Sicht sicher günstig. Allerdings ist er mit einer starken Beeinträchtigung der Anwohnerschaft verbunden und wir erwarten vom Kanton, dass er auch deren Bedürfnisse gebührend berücksichtigt.	Pro Natura	Wird berücksichtigt. Der RBS wird angehalten, die negativen Auswirkungen auf Raum, Umwelt und die bestehenden Siedlungen (Bevölkerung) auf ein Minimum zu reduzieren.
Insbesondere positiv stehen wir dem Zwischenergebnis Bätterkinder, RBS-Depot Leimgrube gegenüber.	Stiftung Landschaftsschutz	Zustimmung.
Der VCS begrüsst den Ausbau des ÖV (längere Züge sowie Verdichtung des Fahrplans) auf dem RBS-Netz. Entsprechend sehen wir den Bedarf nach einem neuen RBS-Depot. Der Standort muss so gewählt werden, dass keine Zersiedelung stattfindet, die Arbeitsplätze mit dem ÖV gut erreichbar sind und die Natur und Landschaft so gut wie möglich geschont werden können. Zudem soll der Boden effizient bebaut werden, um den Flächenbedarf grösstmöglich zu reduzieren. Der vom RBS vorgeschlagene Standort in Bätterkinder wurde sorgfältig evaluiert. Der VCS ist daher einverstanden, den Standort für eine neue Abstellanlage in Bätterkinder als Zwischenergebnis in den Richtplan aufzunehmen.	VCS	Zustimmung.
<b>1.2 Verfahren</b>		
Für das Vorhaben hätte ein Sachplanverfahren eingeleitet werden sollen, es hat erhebliche Auswirkungen auf Raum und Umwelt; der Bau von Eisenbahnanlagen ist eine Bundesaufgabe.	IG	Die Sachplanrelevanz wurde unter Einbezug des Kantons mit dem BAV abgeklärt; das Vorhaben genügt nicht den vier Kriterien, die kumulativ erfüllt werden müssen (s. Richtlinie zur Prüfung

**Anhang 2: Stellungnahmen zur Massnahme B\_04, Eintrag «Bätterkinden, neue Abstellanlage»**

was	wer	Kommentar
		der Relevanz von Eisenbahnbauvorhaben für den Sachplan Verkehr, Teil Infrastruktur Schiene).
Falls die Prüfung ohne Sachplanverfahren erfolgen soll, ist die Richtplananpassung dem Bundesrat zur Genehmigung zu unterbreiten.	IG	Alle Richtplananpassungen müssen durch den Bund genehmigt werden. Gemäss Vorprüfungsbericht des Bundes hat der Bund keine Bemerkungen zur Standortwahl und hält einzig fest, dass der Bund bei einer späteren Festsetzung des Standortes Leimgrube nicht zur (Mit-)Finanzierung der Massnahme verpflichtet werden kann.
Zu gegebener Zeit wird eine Umweltverträglichkeitsprüfung erforderlich sein.	IG	Der Anhang zur Verordnung über die Umweltverträglichkeitsprüfung (UVPV) vom 19.10.1988 regelt, welche Anlagen der UVP Pflicht unterstehen. Die UVP ist jeweils an das Bewilligungsverfahren für ein bestimmtes Projekte geknüpft.
Schon bei der Beratung im Grossen Rat zur Motion „RBS-Depot Bätterkinden: Betroffene und Verbände ernst nehmen“ hat sich Regierungsrätin Egger recht eindeutig für den Standort „Leimgrube“ eingesetzt. Sie ist darum befangen und kann die Ergebnisse der Mitwirkung nicht unbefangen beurteilen: Sie hat für den regierungsrätlichen Entscheid über die Standortfestsetzung in den Ausstand zu treten.	IG	Die Anpassungen des Richtplancontrolings `16 werden per Regierungsratsbeschluss (Entscheid der Gesamtregierung) gefällt.
<b>1.3 Standortentscheid / Interessenabwägung</b>		
IC empfiehlt dem RBS den Standort S11a als RBS-Depotstandort in den Richtplan einzutragen, „sofern die technische Machbarkeit nachgewiesen werden kann“ (S. 4 Studie IC). Somit kommt zum Ausdruck, dass die Voraussetzungen für die Aufnahme in den Richtplan klar ungenügend erbracht worden sind. Die technische Machbarkeit ist nicht nachgewiesen worden, was ein zentraler Punkt im Evaluationsbericht darstellen sollte.	Privat 04	Die technische Machbarkeit und insbesondere die Anbindung an das Schienennetz muss vom RBS zwingend erbracht, respektive aufgezeigt werden, bevor das Vorhaben den Koordinationsstand Festsetzung erreichen kann.
Es besteht keine explizite Zusicherung seitens RBS, dass auch in Zukunft kein Rollmaterial der Strecken von Bern südwärts (inkl. allfälligem Angebotsausbau zwischen Bern und Köniz) im Depot Bätterkinden unterhalten wird.	IG	Wird zur Kenntnis genommen und an den RBS weitergegeben.
Aufgrund der Studie ist ersichtlich, dass bis zu 60 Fahrzeuge im Jahre 2030 am neuen Standort gewartet werden. Da stellt sich die Vermutung, dass die Fahrzeuge von anderen Linien im neuen Depot S11a gewartet werden, was somit den Standort Jegenstorf begünstigen würde und die Kostenbeurteilung laut IC-Bericht infrage stellt und so der wesentliche Vorteil des Standortes Jegenstorf nicht mehr gegeben ist.	Privat 04	Wird zur Kenntnis genommen und an den RBS weitergegeben.

**Anhang 2: Stellungnahmen zur Massnahme B\_04, Eintrag «Bätterkinden, neue Abstellanlage»**

<b>was</b>	<b>wer</b>	<b>Kommentar</b>
Die Infraconsult-Studie weist als Grundlage für eine umfassende Interessenabwägung erhebliche Defizite auf. Es liegt keine Nutzwertanalyse vor, stattdessen wird mit vagen Kriterien (Pfeilen und Ampeln) gearbeitet. Beurteilungskennzeichen, Festlegung der Ampelfarbe: Die Kennzeichen für die Beurteilung (Pfeilrichtungen je nach vor- oder nachteiliger Bewertung) werden pro Dimension zu einer Ampelfarbe (rot, gelb, grün) zusammengefasst. Diese Gewichtung und infolgedessen die Aufsummierung ist nicht offensichtlich und soll klar nachvollziehbar dargelegt werden.	IG, Gemeinderat, Privat 07	Aus Sicht der kantonalen Fachstellen handelt es sich um eine nachvollziehbare Standortevaluation, die der gängigen Praxis entspricht. Um die räumliche Interessenabwägung für den Standort des Depots auf kantonaler Ebene vornehmen zu können, ist eine Nutzwertanalyse nicht notwendig.
In einem zweiten Teil (Priorisierung der Standorte) wurden die Beurteilungskriterien priorisiert (nur noch je zwei Kriterien pro Dimension). Die Selektion dieser Kriterien ist offen zu legen. Diese wurde nicht im Beisein des Gemeinderates erarbeitet. Eine nachträgliche Festlegung erweckt den Eindruck einer tendenziösen Priorisierung; z.B. ist unklar, wieso das Kriterium U5 (Auswirkungen auf Menschen und Umgebung) nicht als langfristig wirksam betrachtet wird.	Gemeinderat, Privat 05	Aus Sicht der kantonalen Fachstellen handelt es sich um eine nachvollziehbare Standortevaluation, die der gängigen Praxis entspricht. Um grösstmögliche Transparenz zu schaffen, wird dem RBS empfohlen, die Priorisierung der Beurteilungskriterien (Reduktion auf zwei Kriterien pro Dimension) aufzuzeigen.
Die Selektion der Kriterien für die Priorisierung (2.Teil) erfolgte "hinsichtlich einer langfristigen Betrachtung der Auswirkungen". Die Bedeutung der langfristigen Betrachtung der Auswirkungen ist näher zu erläutern. Aufgrund der vorliegenden Dokumentation ist nicht ersichtlich, warum beispielsweise R7, L2, U2 und US nicht als gleichermaßen langfristig betrachtet werden.	Gemeinderat	Aus Sicht der kantonalen Fachstellen handelt es sich um eine nachvollziehbare Standortevaluation, die der gängigen Praxis entspricht. Um grösstmögliche Transparenz zu schaffen, wird dem RBS empfohlen, die entsprechenden Erläuterungen vorzunehmen.
Zu den Erläuterungen zur Richtplananpassung: Die Gewichtung einzelner Interessen stellt zwar (auch) eine Ermessensfrage dar. Die Gewichtung einzelner Punkte ist aber unhaltbar. Zudem wurden gewisse öffentliche Interessen gar nicht berücksichtigt.	IG	Aus Sicht der kantonalen Fachstellen handelt es sich um eine nachvollziehbare Standortevaluation, die der gängigen Praxis entspricht.
Die Wahl und letztlich auch die Gewichtung der Kriterien in der Interessenabwägung der Studie und den Erläuterungen erscheinen nicht nachvollziehbar, ja teilweise willkürlich. Generell scheinen RBS-eigene Interessen höher als öffentliche Natur-, Umwelt- und Heimatschutzinteressen gewichtet worden zu sein. Das zeigt sich z.B. exemplarisch, dass die Standorte S11a und 11b in Bätterkinden besser abschneiden sollen als die Standorte S19, S20 in Jegenstorf. Die Infraconsult-Studie erwähnt denn auch einzig betriebliche und finanzielle Interessen für die Bevorzugung der Standorte in Bätterkinden (S. 20 f.). Dies obwohl die Standorte in Jegenstorf weder in betrieblicher noch finanzieller Hinsicht mit „rot“ bewertet wurden. Die Studie hat die betrieblichen und finanziellen Vorteile beim Standort „Leimgrube“ allzu optimistisch prognostiziert.	IG, Privat 09	Aus Sicht der kantonalen Fachstellen handelt es sich um eine nachvollziehbare Standortevaluation, die der gängigen Praxis entspricht.

**Anhang 2: Stellungnahmen zur Massnahme B\_04, Eintrag «Bätterkinden, neue Abstellanlage»**

<p>Ein Detailkonzept für die Evaluation für einen geeigneten Standort des Depots fehlt. Die vorliegende Studie zeigt bestenfalls ein Grobkonzept auf und kann wohl kaum als «umfangreiche Variantenstudie» mit allen Aspekten dargestellt werden. Die Zeitspanne seit dem Negativentscheid zum Stöckacker im Mai 2016 reicht maximal für die Ausarbeitung eines Grobkonzepts aus. Eine Detailstudie mit einer detaillierten Berücksichtigung der 672 Kriterien zuzüglich den «Soft-Faktoren» benötigt definitiv mehr Zeit. Es ist schlicht unseriös, der Bevölkerung dieses Resultat als einzig wahre Möglichkeit zu präsentieren.</p>	Privat 15	<p>Aus Sicht der kantonalen Fachstellen handelt es sich um eine nachvollziehbare Standortevaluation, die der gängigen Praxis entspricht.</p>
<p><b>1.4 Fragen zum Standort</b></p>		
<p><b>1.4.1 Standort allgemein / Anbindung</b></p>		
<p>Gemäss der Studie Infraconsult ist der Standort im Netz optimal. Die Züge müssen jedoch mit der Anbindung gemäss Standortblatt S11a immer hin und her rangiert werden.</p>	IG, Privat 06, Privat 17, Privat 18 und 19	<p>Die technische Machbarkeit und insbesondere die Anbindung an das Schienennetz muss vom RBS zwingend erbracht, respektive aufgezeigt werden, bevor das Vorhaben im kantonalen Richtplan den Koordinationsstand Festsetzung erreichen kann.</p>
<p>Schon heute verursachen die Züge des RBS im Streckenabschnitt zwischen dem Bahnhof Bätterkinden und Bahnübergang Kyburgstrasse störende Emissionen. Auch nach einer Beanstandung im Dezember 2004 konnten diese nicht behoben werden. (Briefwechsel mit RBS liegt Stellungnahme Privat 06 bei). Mit einem 90-Grad-Winkel zur Fahrbahn werden die Quietschgeräusche um ein Vielfaches zunehmen. Es gibt auch viel Nachtlärm. Dies ist der Gesundheit abträglich.</p>	IG, Gemeinderat, Privat 04, Privat 06, Privat 10	<p>Der RBS ist angehalten, die negativen Auswirkungen auf Raum, Umwelt und die bestehenden Siedlungen (Bevölkerung) auf ein Minimum zu reduzieren. Die Grenzwerte für Lärm gemäss Lärmschutzverordnung sind in jedem Fall einzuhalten.</p> <p>Das Risiko für Quietschgeräusche in den Kurven ist von zahlreichen Faktoren abhängig, der Kurvenradius gehört dazu. Aufgrund der sehr langsamen Ein- und Ausfahrtsgeschwindigkeit wird keine besondere Lärmentwicklung in der Kurve erwartet. Die Möglichkeit für eine Nachrüstung technischer Massnahmen muss durch den RBS sichergestellt werden.</p>
<p>Es gibt viele Bahnübergangs-Schliessungen (auch aufgrund des 15-Minuten-Takts), die Hauptstrasse nach Limpach wäre regelmässig gesperrt und damit auch die Postauto-Linie betroffen.</p>	IG, Gemeinderat, Privat 02, Privat 04, Privat 08, Privat 10, Privat 14, Privat 17	<p>Die Auswirkungen auf die Anzahl Schliessvorgänge sowie die Schliesszeiten der Bahnübergänge Bahnhofstrasse und Kyburgstrasse können erst beurteilt werden, wenn die Anbindung an das Schienennetz klar ist. Der RBS ist angehalten, insbesondere die Auswirkungen auf den für den ortsinternen Langsamverkehr wichtigen Bahnübergang Kyburgstrasse mit geeigneten Massnahmen auf ein Minimum zu reduzieren.</p>

## Anhang 2: Stellungnahmen zur Massnahme B\_04, Eintrag «Bätterkinder, neue Abstellanlage»

<p>Im Projekt gibt es keine konkrete Gleisplanungen, insbesondere hinsichtlich enger Radien. Die gegebenen Platzverhältnisse sind nicht gegeben für die Zufahrt zum Depot, weder von Solothurn noch von Bern her.</p>	<p>Privat 03, Privat 14</p>	<p>Die technische Machbarkeit und insbesondere die Anbindung an das Schienennetz muss vom RBS zwingend erbracht, respektive aufgezeigt werden, bevor das Vorhaben im kantonalen Richtplan den Koordinationsstand Festsetzung erreichen kann.</p>
<p>Auch mit den vier Anschlussvarianten, die in einer zusätzlichen Grafik aufgezeigt wurden, sind die Machbarkeit der Zu- und Wegfahrten und die finanziellen Konsequenzen nicht annähernd geklärt. Deshalb müsste der Standort Leimgrube finanziell rot und nicht grün bewertet werden. Es kann deshalb nicht sein, dass im Richtplan ein Standort aufgenommen wird, bei dem heute schon klar ist, dass dessen Anbindung in keiner Variante zufriedenstellend erfolgen kann.</p>	<p>IG, Privat 06, Privat 07, Privat 18 und 19</p>	<p>Die technische Machbarkeit und insbesondere die Anbindung an das Schienennetz muss vom RBS zwingend erbracht, respektive aufgezeigt werden, bevor das Vorhaben im kantonalen Richtplan den Koordinationsstand Festsetzung erreichen kann.</p>
<p>Detaillierte Beurteilung der vier Varianten in der Original-Stellungnahmen (in beiden Stellungnahmen identisch).</p>	<p>IG, Privat 18 und 19</p>	<p>Die technische Machbarkeit und insbesondere die Anbindung an das Schienennetz muss vom RBS zwingend erbracht, respektive aufgezeigt werden, bevor das Vorhaben im kantonalen Richtplan den Koordinationsstand Festsetzung erreichen kann. Der RBS wird angehalten, die vorliegende Beurteilung der vier Varianten in die eigenen Überlegungen miteinzubeziehen.</p>
<p>Nicht geklärt ist ebenfalls die Erschliessung auf der Strasse (welche Strassen sind gesperrt wegen rangierenden Zügen, welche müssen neu gebaut werden für die Zufahrt?). Wie wird mit den Bahnübergängen Bahnhofstrasse / Kyburgstrasse umgegangen?</p>	<p>IG, Privat 02, Privat 03, Privat 06, Privat 18 und 19</p>	<p>Die Anbindung ans Schienennetz muss - unter Berücksichtigung der Erschliessung auf der Strasse sowie der Auswirkungen auf die Bahnübergänge - nachgewiesen werden, bevor das Vorhaben im Richtplan festgesetzt werden kann.</p>
<p>Wie wird der Bahnhof Bätterkinder ausgebaut, für den geplanten 15-Minuten-Takt und die längeren Züge (diese können nicht mehr versetzt halten)? Aufgrund der bestehenden knappen Platzverhältnisse beim Bahnhof Bätterkinder, maximal drei Geleise und nur zwei Perrons, ist es fragwürdig, ob die Realisation machbar ist (Verdichteter Fahrplan, zukünftig 180 m lange Zugkompositionen, Wendebahnhof für S8 Bern-Bätterkinder, Kreuzung der RE-Linie Bern-Solothurn und gleichzeitig aufstellen und/oder remisieren von Fahrzeugen ins Depot).</p>	<p>IG, Privat 02</p>	<p>Die Ertüchtigung der Haltestelle auf die künftigen Bedürfnisse des Bahnbetriebs ist mit dem Vorhaben für die Abstellanlage zu koordinieren. Die technische Machbarkeit und insbesondere die Anbindung an das Schienennetz muss vom RBS zwingend erbracht, respektive aufgezeigt werden, bevor das Vorhaben den Koordinationsstand Festsetzung erreichen kann.</p>
<p>Mit der Anbindung sind auch öffentliche Interessen betroffen; die Festlegung der Anbindung kann nicht dem Unternehmen überlassen oder auf die Umsetzung nach der Festsetzung im Richtplan verschoben werden.</p>	<p>IG</p>	<p>Die weitere Projektbearbeitung soll unter Einbezug der Gemeinde und weiterer Interessengruppen (Projektbegleitgruppe) stattfinden. Solange die Zufahrt und Erschliessung nicht geregelt sind, wird der Standort im Richtplan nicht festgesetzt.</p>



**Anhang 2: Stellungnahmen zur Massnahme B\_04, Eintrag «Bätterkinden, neue Abstellanlage»**

<p>Variante 1 (ab Bahnhofstrasse): Die Liegenschaft Bahnhofstrasse 27 ist betroffen. Div. Fragen zu dieser Variante in Originalstellungnahme.</p>	Privat 02	<p>Die Zufahrt zum Standort ist noch nicht genau festgelegt. Dies soll unter Einbezug der Gemeinde und der Betroffenen geschehen. In der Konkretisierung des Projekts wird versucht, die Auswirkungen auf die Direktbetroffenen zu minimieren.</p>
<p>Insbesondere die Minimierung von Leerfahrten scheint aus ökologischer Sicht ein wesentliches Argument für einen Standort in Bätterkinden zu sein. Da etliche Züge am Morgen aus Bätterkinden losfahren und am Abend hier Endstation haben, scheint es sinnvoll, diese auch hier zu „parkieren“.</p>	Natur- und Vogelschutz	<p>Wird zur Kenntnis genommen.</p>
<p>Der Standort Leingrube scheint uns eine angemessene Wahl zu sein, im Wissen, dass ein Bauprojekt diesen Ausmasses für direkt Betroffene immer eine schwierige Situation ist. Ein Depot „will“ wohl niemand, das NIMBY-Prinzip „not in my backyard“ ist nicht zielführend und verhindert einen Einsatz aller Kräfte für ein gut durchdachtes und optimiertes Projekt am geplanten Standort. Bei der konkreten Planung eines redimensionierten Depots ist den lokalen Bedürfnissen und einer grossen Nachhaltigkeitsperspektive oberste Priorität einzuräumen.</p>	Natur- und Vogelschutz	<p>Wird zur Kenntnis genommen.</p>
<p>Wenn dies ein zukunftssträchtiger Depotstandort werden soll, führt kein Weg daran vorbei, die bestehenden Häuser am Baumgartenweg und an der Bubenbergstrasse abzureissen. Nur so kann parallel zu den bestehenden Geleisen gebaut werden und sinnvoll ins Depot und wieder daraus heraus manövriert werden. Dies entspricht aber nicht der Variante, wie sie im Richtplan aufgenommen werden soll.</p>	Privat 06	<p>Die technische Machbarkeit und insbesondere die Anbindung an das Schienennetz muss vom RBS zwingend erbracht respektive aufgezeigt werden, bevor das Vorhaben im kantonalen Richtplan den Koordinationsstand Festsetzung erreichen kann. Dabei sind die negativen Auswirkungen auf Raum, Umwelt und die bestehenden Siedlungen (Bevölkerung) auf ein Minimum zu reduzieren.</p>
<p>Die Parzellen nahe beim Bahnhof und auch nahe des Zentrums von Bätterkinden mit Einkaufsmöglichkeiten usw. wären sicher ideal für die Bebauung mit Wohnungen und kleineren Gewerbebetrieben. Die jetzt dort vorhandene «Industrie» (Kartoffelzentrum, Trocknungsanlage) ist nicht lärmintensiv und auch nicht das ganze Jahr rund um die Uhr in Betrieb. Die Betriebe werden nur saisonal etwas stärker frequentiert (einige Wochen pro Jahr).</p>	Privat 17	<p>Wird zur Kenntnis genommen.</p>

**Anhang 2: Stellungnahmen zur Massnahme B\_04, Eintrag «Bätterkinder, neue Abstellanlage»**

<b>1.4.2 Ortsbild / Denkmalschutz</b>		
Das Ortsbild von Bätterkinder ist zwar nicht von nationaler Bedeutung, ist im ISOS aber als Ortsbild von regionaler Bedeutung erwähnt. Weil es sich vorliegend um eine Bundesaufgabe handelt, ist das NHG anwendbar (Ausführliche Begründung mit Verweisen auf BGE in Originalstellungnahme). Der Dorfcharakter von Bätterkinder wird durch den Bau eines RBS-Depots empfindlich gestört. Von aussen her würde das Depot bei Sicht von Norden und Nordwesten aus das Ortsbild prägen. Der viel gerühmte und immer wieder gepriesene schöne Blick vom Zälgli und Ahornpark ins Limpachtal ginge verloren.	IG, Privat 04, Privat 07	Art. 5 NHG ist für Ortsbilder von nationaler Bedeutung anwendbar. Das ISOS (national) ist eine Grundlage, auf welcher die kantonale Behörde (Denkmalpflege) Schutzziele erarbeitet. Bei regionalen und lokalen Ortsbildern dient die Dokumentation als Grundlage für die Ortsplanung. Das Gebiet westlich des Bahnhofs liegt in der Umgebungsrichtung VII (ausgedehnte Neubaugebiete), welches mit Aufnahmekategorie b und Erhaltungsziel b zwar über eine gewisse Bedeutung für das Ortsbild, aber nicht über ein ausserordentliches Ortsbild verfügt.
Es wird aufgrund des Vorliegens einer Bundesaufgabe beantragt, bei der ENHK ein Gutachten zur Vereinbarkeit des Depots mit dem Ortsbild einzuholen bzw. die Kommission zumindest in die weitere Planung miteinzubeziehen. Bevor sie ihren Bericht verfasst hat, darf der Standort nicht in den Richtplan aufgenommen werden.	IG, Privat 07	Zuständig für das ISOS ist die kantonale Denkmalpflege. Sie kann für eine Beurteilung allenfalls die ENHK beiziehen.
Die Ortsansicht wird sehr eingreifend negativ verändert und das Landschaftsbild nachhaltig beeinflusst. Dies ist dem Charakter der ländlichen, attraktiven Wohn-gemeinde abträglich. Es ist wohl nicht möglich, eine Riegelbildung in der heute noch offenen Landschaft zu vermeiden.	Gemeinderat, Privat 10, Privat 17	Der RBS wird angehalten, sich detailliert mit dem Eingriff in die Landschaftskammer „Bätterchindfeld“ auseinanderzusetzen. Dabei ist zu vermeiden, dass mit der geplanten Rangiergleisanlage eine Riegelbildung im heut noch offenen Landschaftsraum entsteht. Bevor die entsprechenden Nachweise nicht erbracht sind, kann das Vorhaben nicht im Richtplan festgesetzt werden.
Die Ansicht aufs Dorf von Kyburg her mit der Kirche im Hintergrund verschwindet vollständig. Die Fernsicht auf Bucheggberg und den Jura wird im höchsten Masse beeinträchtigt und verschandelt.	Privat 04, Privat 07	Wird zur Kenntnis genommen.
Ein Bild des Künstlers Werner Burkhart von 1981 zeigt die Sicht von Westen auf das Dorf Bätterkinder, mit seiner schönen Silhouette und seiner über 350 Jahre alten Kirche. Mögen dieser wunderbare Ausblick und diese schöne Gegend verschont bleiben vor der Verwüstung durch ein RBS-Depot mit Industriegebäuden, Fahrleitungen, Beleuchtungsmasten usw.	Stauffer	Wird zur Kenntnis genommen.
Das geplante Depot würde sich in unmittelbarer Nähe denkmalgeschützter Gebäude (z. B. Energiezentrale von 1916) befinden und deren Einsehbarkeit beeinträchtigen. Bei Punkt L3 ist dies ignoriert worden.	Gemeinderat, Privat 04, Privat 05	Je nach Erschliessungsvariante ist das geschützte K-Objekt Energiezentrale vom Vorhaben betroffen. Die kantonale Denkmalpflege ist in die weiteren Planungsschritte mit einzubeziehen.

**Anhang 2: Stellungnahmen zur Massnahme B\_04, Eintrag «Bätterkinden, neue Abstellanlage»**

<b>1.4.3 Wege</b>		
Der vorgesehene zentrumsnahe Standort verursacht übermässiges Verkehrsaufkommen und -belastungen inmitten der Gemeinde, was zu Emissionen führen wird.	Gemeinderat	Die negativen Auswirkungen auf Raum, Umwelt und die bestehenden Siedlungen (Bevölkerung) auf ein Minimum zu reduzieren.
Die Kreuzung der Anschlussgeleise mit dem Wanderweg Büren-Bätterkinden wurde in der Infraconsult-Studie erwähnt, aber nicht im Erläuterungsbericht. Der Schutz der Fuss- und Wanderwege hat Verfassungsrang.	IG	Die Anbindung an das Schienennetz inklusive der Auswirkungen auf die Fuss- und Wanderwege muss vom RBS zwingend aufgezeigt werden, bevor das Vorhaben im Richtplan festgesetzt werden kann.
Die Schulwegproblematik wird in den Erläuterungen ignoriert. Nicht nur die Kinder, welche direkt an der Bubenbergstrasse wohnen, sondern viele Kinder aus den (neuen) Quartieren im Westen der Gemeinde benutzen heute die Bubenbergstrasse als Schulweg (auch als sicherere Variante für Velofahrer), um zum Dorfmattschulhaus zu gelangen.	IG, Privat 02, Privat 03, Privat 04, Privat 06, Privat 14, Privat 16	Hinweis für die Umsetzung
<b>1.4.4 FFF / Landschaft</b>		
Die Beanspruchung von FFF wird in der Studie IC als Normalfall akzeptiert und nicht negativ bewertet. Als gewisser Vorteil wird angesehen, wenn ein Standort nur teilweise FFF beansprucht. Dies steht im Widerspruch zum Erhaltungsgebot des RPG.	IG	Dem Kulturlandschutz kommt im Kanton Bern (auch auf Gesetzesstufe) eine hohe Bedeutung zu. Die Anforderungen an die Beanspruchung von FFF / Kulturland durch Einzonungen und andere bodenverändernde Nutzungen wurden erheblich erhöht. Die Standortevaluation hat ergeben, dass kein Standort zur Verfügung steht, welcher ohne die Beanspruchung von FFF auskommt. Mit dem Standort Leimgrube wird der Verlust an FFF minimiert, da ein Teil bereits eingezont ist.
Die Unterschiede hinsichtlich der FFF-Qualität kommen nur ungenügend zum Ausdruck. Die FFF in Bätterkinden zählt mit 100 Punkten zu den qualitativ hochwertigen FFF; deren Beanspruchung ist also besonders heikel. Wohl gut 90% des Landes werden im Moment landwirtschaftlich genutzt.	IG, Privat 04, Privat 17	Dem Schutz der Fruchtfolgeflächen kommt - unabhängig von der unterschiedlichen Qualität der einzelnen Flächen - im Kanton Bern (auch auf Gesetzesstufe) eine hohe Bedeutung zu. Die Anforderungen an die Beanspruchung von FFF durch Einzonungen und andere bodenverändernde Nutzungen wurden erheblich erhöht.
Alternativen in der Bauzone wurden ungenügend geprüft (z.B. im Areal Bahnhof Solothurn).	IG	Aus Sicht der kantonalen Fachstellen handelt es sich um eine nachvollziehbare Standortevaluation, die der gängigen Praxis entspricht.
Das vielgepriesene Naherholungsgebiet Limpachtal hat keinen Stellenwert mehr.	Privat 04	Wird zur Kenntnis genommen. Ob diese Beurteilung zutrifft, ist zumindest umstritten bzw. fraglich.
Auf einem Teil der Industriezone liegen alte Schrebergärten und eine Hochstammbaum Hofstatt. Diese Gärten stellen eine wertvolle natürliche Ressource für Mensch und Umwelt dar.	Privat 06	Hinweis für die Umsetzung. Die Beanspruchung von Kulturland durch Einzonungen und andere bodenverändernde Nutzungen richtet sich nach den Best-

**Anhang 2: Stellungnahmen zur Massnahme B\_04, Eintrag «Bätterkinden, neue Abstellanlage»**

		immungen des Baugesetzes (Art. 8a und 8b BauG). Dies betrifft auch die Kulturlandflächen innerhalb der bestehenden Bauzone.
<b>1.4.5 Standort bei Wohngebiet</b>		
In der Nähe des Standorts Leimgrube befinden sich mehrere Wohnzonen, welche von den Lärmemissionen (Ruhezeit nur 01.30 bis 04.30 Uhr) und den Lichtemissionen entsprechend massiv betroffen wären. Durch den Bau des Depots, den Viertelstundentakt und die Verlängerung der S8 nach Bätterkinden gibt es eine massive Zunahme der Lärmemissionen. Zu befürchten sind auch Fahrten von Bauzügen durch die ganze Nacht für den Unterhalt.	IG, Burgergemeinde, Privat 01, Privat 02, Privat 03, Privat 04, Privat 11, Dalic, Privat 14, Privat 16, Privat 17	Die gesetzlichen Grenzwerte gemäss Lärmschutzverordnung müssen eingehalten werden. Die negativen Auswirkungen auf Raum, Umwelt und die bestehenden Siedlungen (Bevölkerung) sind auf ein Minimum zu reduzieren. Allfällige lärmintensive Arbeiten werden nur tagsüber durchgeführt. Der Unterhalt richtet sich nach dem Zustand der Gleisanlagen und ist unabhängig vom Standort des Depots. Nächtliche Dienstfahrzeuge verkehren bereits heute regelmässig in Bätterkinden, es wird nicht zu grösseren Veränderungen kommen. Lichtemissionen können mit technischen Mitteln und der räumlichen Gliederung der Gebäude auf ein Minimum reduziert werden.
Problematisch, weil gesundheitsgefährdend, ist auch, dass ganze Quartiere einer Feinstaubbelastung durch Abrieb ausgesetzt werden. Weitere gesundheitschädigende Belastungen sind durch den Mehrausstoss von Abgasen zu erwarten, weil sich die ganze Verkehrssituation aufgrund von sich stauenden Motorfahrzeugen vor den geschlossenen Barrieren verschlechtert.	Privat 17	Wird zur Kenntnis genommen.
Der RBS hat bereits bei der Standortfestlegung darzulegen, dass eine Einhaltung des massgeblichen Lärmgrenzwerts möglich ist.	IG	Die gesetzlichen Grenzwerte gemäss Lärmschutzverordnung müssen eingehalten werden. Konkretere Angaben zu genauen Werten werden im Rahmen der Projektierung gemacht werden können.
Im Grenzbereich gegenüber Wohnzonen dürfen nur Betriebe angesiedelt werden, die nicht zu stärkeren Einwirkungen führen als in einer Wohn-/ Gewerbezone geduldet werden müssten.	IG	Wird zur Kenntnis genommen.
Der Standort Leimgrube konnte nur ausgewählt werden, weil die Parzelle im Zonenplan von Bätterkinden nur einseitig an eine Wohnzone angrenzt. Fakt ist jedoch, dass das Gebiet auf einer zweiten Seite der Parzelle seit mehr als 50 Jahren ebenfalls nur als Wohnzone genutzt wird.	Privat 06, IG, Privat 14, Privat 16	Es gelten die zonenrechtlichen Bestimmungen (betrifft im vorliegenden Fall Arbeitszonen und Mischzonen).
Das südlich des Bahnhofs gelegene Ahornweg-Quartier, wo ein Wohngebiet entstehen soll, würde bei der Realisierung des RBS-Depot mit Emissionen belastet und erheblich an Wert verlieren, da diese Bauparzelle distanzmässig sehr nahe liegt.	Burgergemeinde, Privat 09	Wird zur Kenntnis genommen.

**Anhang 2: Stellungnahmen zur Massnahme B\_04, Eintrag «Bätterkinden, neue Abstellanlage»**

Auf den Abbildungen im Bericht fehlt der Eibenweg, der 6 EFH erschliesst. Zudem ist im Gebiet „Bim Bahnhof“ die Überbauung „Ahornpark“ mit einem Alterszentrum und 6 MFH geplant.	IG, Privat 18 und 19	Wird berücksichtigt. Den Abbildungen werden aktuelle Grundlagendaten unterlegt.
Der Aspekt Menschen / Anwohner fehlt in den Erläuterungen gänzlich.	Privat 17	Wird in den Erläuterungen zur Massnahme B_04 ergänzt.
<b>1.4.6 Weitere Punkte</b>		
Ein Parkplatz für Züge direkt beim Pendlerbahnhof widerspricht den Grundsätzen der Raumplanung des Kantons Bern und verbraucht unnötig Land. Es kann doch nicht sein, dass man einen solchen Betrieb praktisch ins Zentrum eines Dorfes stellt und dann dafür an anderen Orten, weiter weg vom Zentrum Wohnungen baut, die dann weniger gut mit dem ÖV erschlossen sein werden. Auf diese Weise generiert man wieder viel Mehrverkehr auf den ohnehin schon stark frequentierten Strassen im Gebiet Bätterkinden / Utzenstorf.	IG, Privat 17	Aus Sicht der kantonalen Fachstellen handelt es sich um eine nachvollziehbare Standortevaluation, die der gängigen Praxis entspricht. Um die angestrebte räumliche Entwicklung zu erreichen, ergeben sich teilweise Zielkonflikte zwischen den thematischen Zielen des Raumkonzeptes Bern. Würde das Depot vollständig auf der grünen Wiese zu liegen kommen, würde dies anderen Festlegungen im Raumkonzept und anderen übergeordneten Vorgaben widersprechen.
Die Argumentation des RBS, dass die Mitarbeitenden mit dem öV anreisen können, stimmt nicht (erste und letzte Schicht)	IG	Wird zur Kenntnis genommen.
Der Standort weist ein gewisses Naturgefahrenpotential auf. Die meisten geprüften Standorte weisen kein entsprechendes Gefahrenpotential auf (bzw. nur ein Restrisiko). Der Standort liegt in einem Gebiet mit vergleichsweise erhöhtem Überschwemmungsrisiko (Überschwemmung Aquaprotect 100). Ob mit einer offenen Bachführung am nördlichen Rand der Überbauung, das Risiko effektiv minimiert werden kann, ist nicht gesichert.	IG	Bevor das Vorhaben im kantonalen Richtplan den Koordinationsstand Festsetzung erlangen kann, ist von Seiten RBS der Nachweis zu erbringen, dass eine offene Bachführung am nördlichen Rand der Überbauung möglich ist und damit die Naturgefährdung behoben werden kann.
Die Parzellen rund um den Bahnhof und das beabsichtigte RBS-Depot liegen in grundwasserreichem Gebiet mit vielen unterirdisch verlaufenden Wasserläufen. Jede bauliche Veränderung führt zu Umleitungen der bestehenden Quellströme, was vielfach in Vergangenheit zum Eindringen von Wasser in entferntere Gebäudehüllen führte.	IG	Wird zur Kenntnis genommen. Gemäss Amt für Wasser und Abfall (AWA) bestehen aus Sicht Grundwasserschutz keine Einwände gegen das Vorhaben.
Mit dem Bau des Depots würde der Entebach massgeblich tangiert und beeinträchtigt. Die Verlegung und Offenlegung des Entebach ist konkret aufzuzeigen.	Gemeinderat	Bevor das Vorhaben im kantonalen Richtplan den Koordinationsstand Festsetzung erlangen kann, sind von Seiten RBS die entsprechenden Nachweise der Verlegung und der offenen Bachführung zu erbringen.
Der Standort in Bahnhofsnähe ist für die Gemeinde sehr wertvoll und soll für künftige gemeindenahen Absichten nicht verbaut werden.	Gemeinderat	Wird zur Kenntnis genommen.
Die Gemeinde ist nicht bereit, die durch den Bau des Depots zunehmende Zentrumslast vollumfänglich zu tragen (z.B. zusätzliche Parkplätze und deren Bewirtschaftung, Verlagerung Busbetrieb).	Gemeinderat	Die Anliegen der Gemeinde Bätterkinden werden zur Kenntnis genommen.

**Anhang 2: Stellungnahmen zur Massnahme B\_04, Eintrag «Bätterkinden, neue Abstellanlage»**

Die Burgergemeinde spricht sich klar gegen das Überbauen von rund 4 ha für einen RBS-Depot-Standort aus, weil daraus kein Nutzen für die Gemeinde resultieren wird. Es werden auch keine zusätzlichen Arbeitsplätze entstehen. Mit einer Überbauung von rund 4 ha durch ein RBS-Depot würden die einzigen Reserven für einheimische Betriebe auf einen Schlag wegfallen. Damit würde die Entwicklung des örtlichen Gewerbes negativ beeinflusst.	Burgergemeinde	Wird zur Kenntnis genommen. 3 der benötigten 4 ha liegen in der Landwirtschaftszone und stellen in dem Sinne keine Baulandreserve für einheimische Betriebe dar. Die bestehenden Arbeitszonen (Areale BKW / Landi) sind teilweise überbaut.
Wir hinterfragen konkret die Zentralisierung einer Betriebsstätte, welche für die Gemeinde Bätterkinden keinen unmittelbaren Nutzen hat, auch steuerlich nicht, so nahe in einem Dorf.	Privat 03	Wird zur Kenntnis genommen.
<b>1.5 Alternativstandorte</b>		
Von Landbesitzern auf Gebiet der Gemeinde Bätterkinden wurde Land für den Bau einer Anlage dem RBS angeboten. Seitens RBS wurde auf kein Angebot eingetreten, weil Waldfläche tangiert sei. Somit sei ein Bau unmöglich. Die kategorische Nichtberücksichtigung von Standorten, die teilweise auf Waldboden liegen, ist nicht haltbar (Bsp: Planung BLS-Werkstätte Chlyforst Nord).	IG, Privat 18 und 19	Wird zur Kenntnis genommen. Nach eidgenössischem Waldgesetz ist die Standortgebundenheit eines Vorhabens nachzuweisen, wenn Wald tangiert ist.
Es gibt bessere Standorte, ebenfalls innerhalb der Gemeinde Bätterkinden, wo keine Wohngebiete davon betroffen wären.	Burgergemeinde	Wird zur Kenntnis genommen. Aus Sicht der kantonalen Fachstellen handelt es sich um eine nachvollziehbare Standortevaluation, die der gängigen Praxis entspricht.
Merkwürdig scheint auch, weshalb nur wenige Standorte im Raum Solothurn geprüft worden sind. Die Unterzeichnenden erlauben sich, darauf hinzuweisen, dass der RBS-Präsident zugleich Stadtpräsident von Solothurn und Solothurner Nationalrat ist. Bedauerlich ist, wie schnell die Solothurner Standorte S2, S4 und S5 verworfen wurden. Aus natur-, umwelt- und heimatenschutzrechtlicher Sicht wären diese dem Standort «Leimgrube» gleichwertig oder gar überlegen (insbesondere Standort S5). Einzig betrieblich-finanzielle Gründe vermag der RBS geltend zu machen, um diese Standorte gleich wieder fallen zu lassen.	IG, Privat 18 und 19	Wird zur Kenntnis genommen. Aus Sicht der kantonalen Fachstellen handelt es sich um eine nachvollziehbare Standortevaluation, die der gängigen Praxis entspricht.
In Solothurn selbst wird die Bahnhofnutzung neu geplant (Lead bei SBB, zusammen mit BLS, RBS; Stadt und Kanton). Es dürften nicht alle bestehenden Hallen auch künftig gebraucht werden, entsprechend sind offenbar Überbauungen geplant. Hieraus ergäbe sich die Opportunität eines Depotstandorts auf dem Bahnhofareal Solothurn. In betrieblicher und finanzieller Sicht dürfte dieser Standort direkt am Bahnhof Solothurn die von Infraconsult abgehandelten Standorte in den Schatten stellen. Zudem müsste auch nicht wertvolles Kulturland geopfert werden.	IG, Privat 18 und 19	Das Depot Solothurn kann gemäss RBS nicht weiter ausgebaut werden und es können dort auch keine zusätzlichen Züge abgestellt werden. Mit dem Ausbau der Perrons auf 180 m Länge kann das heutige Depot nur noch zu einem kleinen Teil als Abstellanlage genutzt werden.

**Anhang 2: Stellungnahmen zur Massnahme B\_04, Eintrag «Bätterkinden, neue Abstellanlage»**

<p>Redimensionierung Depot Solothurn: Für die Ortsplanung in Solothurn ist dieses Gebiet für eine neue Wohnzone mit gemischter Nutzung vorgesehen. Dass der Stadtpräsident von Solothurn, Nationalrat Kurt Fluri – gleichzeitig auch Verwaltungsratspräsident des RBS – alles Interesse hat, dieses Gebiet in bester Lage für potente Steuerzahlende als Wohnraum fit zu machen, liegt nahe. Doch es darf nicht sein, dass die Aufhebung/Redimensionierung des Depots in Solothurn zu Folge hat, dass in Bätterkinden vier Hektaren Landwirtschaftsland mit einem Depot überbaut werden – ohne irgendwelchen Gewinn für den Kanton Bern oder die betroffene Gemeinde.</p>	Natur- und Vogelschutz	Wird zur Kenntnis genommen.
<p>Zwei Standorte in Jegenstorf (S19 und S20) schnitten bei den Umweltkriterien besser als der Standort «Leimgrube» ab, letzterer erhielt aber aus betrieblichen und finanziellen Gründen den Vorzug. Eine solch einseitige Gewichtung zu Lasten der Umwelt ist nicht haltbar, umso mehr verschiedene öffentliche Interessen, die beim Standort «Leimgrube» nachteilig ins Gewicht fallen, gar nicht erst geprüft wurden.</p>	IG	Aus Sicht der kantonalen Fachstellen handelt es sich um eine nachvollziehbare Standortevaluation, die der gängigen Praxis entspricht.
<p>Insbesondere können geltend gemachte betrieblich-finanzielle Nachteile nicht sinnvoll überprüft werden. Es sind also z.B. blosser Behauptungen, welche die genannten umwelt- und landschaftsverträglichen Standorte in Jegenstorf aus dem Rennen fallen lassen. Bedauerlich ist die fehlende Nutzwertanalyse sodann besonders im Blick auf die verworfenen Standorte S2, S4 und S5. Zweifel weckt ferner z.B. der nachteilige Hinweis «nahe Streckenende» beim Standort S4 angesichts der Tatsache, dass heute schon RBS-Depots am Streckenende liegen.</p>	IG	Aus Sicht der kantonalen Fachstellen handelt es sich um eine nachvollziehbare Standortevaluation, die der gängigen Praxis entspricht.
<p>Die Bewertung für die fünf priorisierten Standorte (S11a, S11b, S19, S20 und S10) ist unter Berücksichtigung der genannten Kritikpunkte sowie weiterer, sich aus dem 'Klärungsbedarf' ergebenden Punkte zu überprüfen. Die Überprüfung ist transparent und nachvollziehbar aufzuzeigen.</p>	Gemeinderat	Aus Sicht der kantonalen Fachstellen handelt es sich um eine nachvollziehbare Standortevaluation, die der gängigen Praxis entspricht.
<p>Es sollte eine Variante mit zwei kleineren Depotstandorten geprüft werden. Ein kleinerer Standort verursacht weniger Immissionen und würde allenfalls die Akzeptanz bei der betroffenen Bevölkerung erhöhen. Des Weiteren ist ein kleinerer Standort geeignet, den Eingriff in die Landschaftskammer „Bätterchinderfeld“ zu reduzieren, eine Riegelwirkung kann so durch eine gute architektonische Projektierung stark vermindert werden. Der Standort Solothurn ist zwingend im jetzigen Umfang beizubehalten, ein kleineres Depot in Bätterkinden mit reduziertem Kulturlandverlust ist akzeptabel.</p>	Natur- und Vogelschutz	Betriebliche und wirtschaftliche Überlegungen sprechen klar gegen eine weitere Aufteilung der Standorte. Deshalb wurde auch keine entsprechende Variante evaluiert. Mit dem Ausbau der Perons auf 180 m Länge kann das heutige Depot Solothurn nur noch zu einem kleinen Teil als Abstellanlage genutzt werden.

**Anhang 2: Stellungnahmen zur Massnahme B\_04, Eintrag «Bätterkinden, neue Abstellanlage»**

<p>Es ist zu prüfen, ob das RBS-Depot nicht auf der anderen Seite der Landi Kartoffelzentrale gebaut werden könnte. Diese Lösung könnte eventuell als Kompromiss zum Konsens mit der Gemeinde und den Anwohnern führen, da sie nicht direkt an Wohnquartiere grenzt. Es würden sich betriebliche und insbesondere ökologische Vorteile ergeben, mit nur sehr geringfügigen raumplanerischen Abstrichen. Skizze und Gegenüberstellung mit der Variante S11a bezüglich der von IC verwendeten Beurteilungskriterien in der Originalstellungnahme.</p>	Privat 05	<p>Der Variantenvorschlag wird dem RBS zur Beurteilung weitergegeben. Es wird darauf hingewiesen, dass der Alternativvorschlag einen grösseren Verlust an Kulturland zur Folge hätte. Zudem muss die Möglichkeit der verkehrliche Anbindung an das Schienennetz gegeben sein.</p>
<p>Es ist zu prüfen, ob nicht zwei Standorte gesucht werden sollen:  1. Standort für den Unterhalt der Züge (der Unterhalt der RBS-Züge erfolgt weiterhin in Worblaufen und in Solothurn) – Beilage zur Originalstellungnahme: Mailverkehr zum „Rahmenplan Solothurn“.  2. Standort als abschliessbarer «Parkplatz» um die Züge abzustellen. Für das Abstellen der Züge in der Nacht wird eine Abstellanlage parallel zu den bestehenden Geleisen in einen Hang gebaut; z.B. im Bereich „Altisberg“ (Skizze in Originalstellungnahme). Die Investitionen sind zwar höher, können aber über Jahrzehnte abgeschrieben werden.</p>	Privat 06	<p>Betriebliche und wirtschaftliche Überlegungen sprechen klar gegen eine weitere Aufteilung der Standorte. Deshalb wurde auch keine entsprechende Variante evaluiert.  Standorte unter Terrain wurden in der Standortevaluation nicht näher geprüft. Aus bautechnischen und finanziellen Gründen wird davon abgesehen, die erfolgte Standortevaluation auf unterirdische Standorte zu erweitern.</p>
<p>Auf eine unterirdische Verlegung des Depots wird gar nicht näher eingetreten. Sogar in der Gemeinde Bätterkinden im Bereiche des Altisberg bietet sich ein solcher unterirdische Standort an.</p>	Privat 09	<p>Standorte unter Terrain wurden in der Standortevaluation nicht näher geprüft. Aus bautechnischen und finanziellen Gründen wird davon abgesehen, die erfolgte Standortevaluation auf unterirdische Standorte zu erweitern.</p>
<p>Die fünf besten Standorte wie Biberist, Abschnitt Lohn/Kräiligen, Bätterkinden, Abschnitt Grafenried/Jegenstorf und Jegenstorf sind somit auch auf anderweitige Kriterien ausserhalb Finanzen und Betrieb RBS detailliert zu beurteilen.</p>	Privat 15	<p>Aus Sicht der kantonalen Fachstellen handelt es sich um eine nachvollziehbare Standortevaluation, die der gängigen Praxis entspricht.</p>
<p><b>1.6 Forderungen, falls Standort aufgenommen wird</b></p>		
<p>Sollte der Standort „Leimgrube“ als Zwischenergebnis im Richtplan festgesetzt werden, müsste für den folgenden Prozess dem Schutz der tangierten öffentlichen Interessen das gebührende Gewicht beigemessen werden. In den Erläuterungen wird immerhin teilweise eine Pflicht zum weiteren Einbezug von Fachstellen vermerkt (z.B. betr. Archäologie, S. 4). Die Bemerkungen sind aber unvollständig. Auch im Sinn einer Fairness gegenüber dem RBS sind relevante und kostenmässig folgenreiche Schutzmassnahmen bereits mit einer gewissen Verbindlichkeit im Rahmen der Richtplanfestsetzung zu erwähnen.</p>	IG	<p>Teilweise berücksichtigt. Verweis auf den „Schutz der tangierten öffentlichen Interessen“ wird in den Erläuterungen zu B_04 ergänzt. Es wird im Erläuterungsbericht festgehalten, welche Anforderungen das Vorhaben erfüllen muss, damit es im kantonalen Richtplan den Koordinationsstand Festsetzung bekommen kann.</p>



**Anhang 2: Stellungnahmen zur Massnahme B\_04, Eintrag «Bätterkinden, neue Abstellanlage»**

<p>Nicht abschliessender Katalog der nötigen Schutzmassnahmen (in der Originalstelle detailliert aufgeführt) zu den Themen:</p> <ul style="list-style-type: none"> <li>– Schutz / Wahrung des Ortsbilds</li> <li>– Emissionsschutz / Schutz für Anwohner</li> <li>– Koordination mit anderen Bauvorhaben / Ausbauplänen</li> <li>– Raumplanung</li> <li>– Weiteres</li> </ul>	IG, Privat 04	<p>Teilweise berücksichtigt. Verweis auf den „Schutz der tangierten öffentlichen Interessen“ wird in den Erläuterungen zu B_04 ergänzt. Es wird im Erläuterungsbericht festgehalten, welche Anforderungen das Vorhaben erfüllen muss, damit es im kantonalen Richtplan den Koordinationsstand Festsetzung bekommen kann.</p>
<p>Die auf dem Gemeindegebiet Bätterkinden vorgesehenen RBS-Projekte (Bahnhöferweiterung inkl. zusätzliche Parkplätze, Wendegleis, Depot) sollen aufeinander abgestimmt und im Rahmen einer zukunftsorientierten Gesamtbetrachtung hinsichtlich ihrer Auswirkungen auf bestehende kommunale Einrichtungen (u.a. Schulhausareal, Querung Kyburgstrasse) geprüft werden. Die Auswirkungen sind der Gemeinde transparent aufzuzeigen. Entsprechend ist eine für die Gemeinde akzeptable Lastenverteilung aufzuzeigen.</p>	Gemeinderat	<p>Hinweis für die Umsetzung. Die Anliegen der Gemeinde Bätterkinden zu einer Gesamtsicht und Abstimmung der vorgesehenen RBS-Projekte (Depot, Wendegleis, Bahnhöferweiterung) mit den anderen kommunalen Entwicklungsabsichten sind nachvollziehbar.</p>
<p>Neubau Depot, Bau Wendegleis S8, Neuanlage (Peronverlängerung) Bahnhof sind in einer Gesamtsicht anzugehen, Synergien zu nutzen und die Bevölkerung über alle geplanten Projekte zu informieren.</p>	Natur- und Vogelschutz	<p>Wird zur Kenntnis genommen.</p>
<p>Gewährleistung der problemlosen Zufahrten zu den Liegenschaften der betroffenen Anwohner.</p>	Privat 04	<p>Hinweis z.H. RBS für die konkrete Umsetzung.</p>
<p>Entlang der Waldeckstrasse sind Lärmschutzwände zu errichten.</p>	Privat 03, Privat 11	<p>Es besteht kein direkter Zusammenhang zwischen dem Depot und der Lärmbelastung entlang der Waldeckstrasse. Bei einer Überschreitung der Grenzwerte gemäss Lärmschutzverordnung, besteht die Verpflichtung Lärmschutzmassnahmen zu treffen. Die Frage wird im Rahmen der Projektierung abgeklärt.</p>
<p>Eine Schulweganalyse mit Massnahmen ist vorzunehmen.</p>	Privat 03	<p>Das stellt eine kommunale Aufgabe dar.</p>
<p>Mittels geeigneter Massnahmen (zum Beispiel Unterführung, technische und betriebliche Lösungen) ist sicherzustellen, dass die Bahnschranke effizient betrieben wird.</p>	Privat 03	<p>Die Auswirkungen auf die Anzahl Schliessvorgänge sowie die Schliesszeiten der Bahnübergänge Bahnhofstrasse und Kyburgstrasse können erst beurteilt werden, wenn die Anbindung an das Schienennetz klar ist. Der RBS ist angehalten, insbesondere die Auswirkungen auf den für den ortsinternen Langsamverkehr wichtigen Bahnübergang Kyburgstrasse mit geeigneten Massnahmen auf ein Minimum zu reduzieren.</p>
<p>Depot ist unmittelbar angrenzend an die Kartoffelzentrale zu bauen</p>	Privat 04	<p>Hinweis z.H. RBS für die konkrete Umsetzung.</p>
<p>Standort des Bahndienstes darf nicht an demselben Ort (Standort „Leimgrube“) integriert werden. Kein Abstellen und keine Bewirtschaftung von Baumaschinen während Ruhezeiten des Depotbetriebs.</p>	Privat 04	<p>Hinweis z.H. RBS für die konkrete Umsetzung.</p>

**Anhang 2: Stellungnahmen zur Massnahme B\_04, Eintrag «Bätterkinden, neue Abstellanlage»**

<p>Ökologische Bauweise des Depotgebäudes, z.B. Minergie P Eco-Standard, begrünte Fassaden, Verwendung von Vogelfreundlichem Glas; Schaffung von ökologischem Mehrwert beim Ausdolen der Bäche, Lebensraum schaffen im Gleisbereich / Umgebungsgestaltung.</p>	<p>Natur- und Vogelschutz</p>	<p>Hinweis z.H. RBS für die konkrete Umsetzung.</p>
<p>Eine optimale Nutzung der bebauten und insbesondere der überdachten Fläche: Die Nutzung des Depot-Dachs für weitere Nutzungen (Parkplätze, Begegnungsflächen mit Freizeitangeboten - Skate, Petanque,...-?, ... ) ist im Gespräch mit der Bevölkerung intensiv zu prüfen.</p>	<p>Natur- und Vogelschutz</p>	<p>Hinweis z.H. RBS für die konkrete Umsetzung.</p>
<p>Der RBS zeigt vor der Erteilung einer Baubewilligung anhand einer praktischen Versuchsanlage auf, wie die geplanten Kurvenradien für die Einfahrt ins Depot gebaut werden können, ohne dass ein Kurvenkreischen auftritt. Ist dies nicht möglich, sind die gesamten Zufahrten in Tunnel zu verlegen und diese zu begrünen.</p>	<p>Privat 06</p>	<p>Eine Versuchsanordnung vor Ort ist nicht denkbar. Das Kurvenkreischen ist von unterschiedlichen Faktoren abhängig (Fahrzeug, Gleise, Witterung etc.). Testfahrten des RBS in vergleichbaren Situationen haben aber gezeigt, dass mit tiefen Geschwindigkeiten das Kurvenkreischen minimiert werden kann. Beim Bau sind Nachrüstungsmöglichkeiten für technische Massnahmen (bspw. Schmieranlage) einzuplanen.</p>
<p>Die Belästigung der angrenzenden Wohnhäuser durch Licht- und Lärmemissionen sind in einem erträglichen Mass zu halten. Dazu gehört.</p> <ul style="list-style-type: none"> <li>- Eine Nachtruhe von 22:00 bis 06:00 wird eingehalten</li> <li>- Lichtemissionen zu den Wohnhäusern sind so gering wie möglich zu halten. Zwischen 22:00 und 06:00 wird kein Licht auf die Wohnhäuser abgestrahlt.</li> </ul>	<p>Privat 06</p>	<p>Die gesetzlichen Grenzwerte gemäss Lärmschutzverordnung müssen eingehalten werden. Die negativen Auswirkungen auf Raum, Umwelt und die bestehenden Siedlungen (Bevölkerung) sind auf ein Minimum zu reduzieren. Lichtemissionen sind mit technischen Mitteln und der räumlichen Gliederung der Gebäude zu minimieren.</p>
<p>Die Erschliessung des Depots von der Strasse aus führt nicht entlang der Wohnhäuser an der Bubenbergstrasse / Baumgartenweg. Die Bubenbergstrasse ist (entgegen der Aussage in der Infraconsult-Studie) nicht geeignet als Erschliessungsstrasse für das Depot.</p>	<p>Privat 06</p>	<p>Hinweis z.H. RBS für die konkrete Umsetzung.</p>